

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE N° 12302 - 4 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Laurens

MERCREDI 15 AOUT 1984

Le « non-sommet » algéro-marocain

Le président Chadli Bendjedid a-t-il jamais eu l'intention de se rendre, le lundi 13 août, dans la ville marocaine d'Oujda, où l'attendait le roi Hassan II ayant à ses côtés le colonel Kadhafi ? Au soir de ce « non-sommet », l'Agence algérienne de presse s'est bornée à indiquer que M. Chadli Bendjedid avait reçu, le même jour, un appel téléphonique du souverain chérifien.

Le résultat est mince pour une manœuvre diplomatique à laquelle semble également avoir participé le roi Fahd d'Arabie saoudite, désireux sans doute à la fois d'alléger son concours financier au Maroc en guerre au Sahara occidental contre le Front Polisario, soutenu par Alger, et d'atténuer une querelle qui risque d'être l'une des causes d'échec du sommet arabe prévu en novembre à Riyad.

Quant au « guide de la révolution libyenne », qui s'est rapproché en juin 1983 de la monarchie algérienne en échange de la « neutralité » de Rabat dans l'affaire tchadienne, il aurait eu à Oujda l'occasion — une fois n'est pas coutume — d'être logé avec lui-même en pensant vers la thèse du « Sahara marocain ». Le projet de créer un « Etat saharoui » est en effet contraire à l'idéal unitaire arabo-islamique proclamé par Tripoli.

On ignore, en effet, que le roi du Maroc et le président algérien se sont dits par téléphone, mais en contact, même par fil, entre les deux chefs d'Etat n'est pas indifférent. Ils s'étaient bien rencontrés — près d'Oujda — en février 1983, mais depuis lors, en dépit d'un désir commun d'apaisement régional, les relations bilatérales s'étaient de nouveau dégradées.

Sur le terrain, cependant, les succès de « bulletins de victoire » du Polisario ces dernières semaines ne peuvent dissimuler que l'armée royale défend efficacement le Sahara « utile ». Le président Chadli Bendjedid, quant à lui, aimerait sans doute une issue honorable à une affaire qu'il a héritée de son prédécesseur, mais il ne peut oublier qu'Alger est en grande partie à l'origine de l'engagement de plus de la moitié des membres de l'Organisation de l'unité africaine en faveur du Polisario.

Dans le jeu diplomatique maghrébin, le sommet avorté d'Oujda demeure peut-être comme la réponse tardive de Rabat au « café » que, selon Alger, le roi avait exprimé le désir de venir boire dans cette capitale, en mai 1983, à l'occasion d'une visite du président Bourguiba. Mais les Algériens avaient projeté d'inviter aussi à ce café un représentant du Polisario... Hassan II n'étant finalement pas venu, la balle avait paru être dans son camp. Aujourd'hui, elle semble se trouver dans celui de M. Chadli Bendjedid, qui ne s'est pas rendu au « thé » d'Oujda.

(Lire Page 18.)

Dernière minute

UNION LIBYO-MAROCAINE

Rabat (Rassemblement) — Le Maroc et la Libye ont signé un accord d'union, indique un communiqué officiel publié ce mardi 14 août dans l'après-midi à Rabat.

Cette union sera effective après son approbation par les peuples marocain et libyen, conformément aux procédures existant dans les deux pays intéressés.

Le déminage en mer Rouge

La France se tient à l'écart du « comité de coordination » créé par les Etats-Unis l'Egypte et la Grande-Bretagne

Sept navires au total ont été endommagés, depuis le début du mois de juillet, par des explosions de mines en mer Rouge et dans la golfe de Suez, selon les assurances maritimes Lloyd's, de Londres. La Lloyd's a d'autre part annoncé la découverte de mines flottantes en trois points dans le secteur sud de la mer Rouge, tandis que trois engins auraient été repêchés par une équipe de déminage américaine, selon des sources égyptiennes. La Libye, mise de nouveau en cause par le président Mousbarak, fait de plus en plus figure d'accusé.

Les Etats-Unis, l'Egypte et la Grande-Bretagne ont constitué un comité de coordination pour le déminage. La France, qui a envoyé six navires, a décidé de se tenir à l'écart de cet organisme.

Les balayeurs de la mer

par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

C'est une véritable armée, américaine, britannique, égyptienne et italienne, que les chasseurs de mines français *Dompate* et *Candho* vont bientôt rejoindre pour aider au déminage de la mer Rouge.

Le recours aux services de la marine française ne doit pas étonner. Depuis longtemps déjà, la Royale a, dans le domaine du déminage, une compétence reconnue, en raison notamment des opérations de déminage menées après la guerre de 1939-1945 pour éliminer le danger posé par les quelques dix mille mines mouillées par les Allemands et les Anglais le long des côtes françaises. Mais aussi, en raison de l'expérience acquise, ces dix dernières années, par les marins français lors d'opérations comme le nettoyage du canal de Suez après la guerre des six jours.

Sur la brèche en temps de guerre, les services de déminage le sont

aussi en temps de paix. Pas question, en effet, de créer de nouveaux chemins d'accès pour les bâtiments de gros tonnage sans avoir préalablement nettoyé le terrain. Ainsi en a-t-il été lors de la mise en place des ports du Verdon et du Cap d'Antifer. Heureusement, si l'on en juge par les quelques deux cents mines détruites en 1976 à Antifer par les chasseurs de mines.

Arme d'hier, la mine sous-marine n'a aujourd'hui rien perdu de ses capacités comme en témoignent les derniers événements de la mer Rouge où les milliers de mines immergées pendant l'année 1972 par la marine américaine le long des côtes du Nord-Vietnam. Aussi, les arsenaux ne manquent pas de produits de ce type dans leurs catalogues.

(Lire la suite page 5.)

L'opposition et l'extrême droite

En Corse, le RPR et l'UDF sont favorables à une alliance avec le Front national

Le président de la nouvelle Assemblée régionale de Corse sera élu le 24 août. M. Giacchi (MRG) s'est porté candidat. Du côté de l'opposition, la désignation du candidat dépend d'un accord entre le RPR et l'UDF d'une part, le Front national de l'autre. Le parti de M. Le Pen réclame M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR, chef de file de la liste d'union de l'opposition. Celui-ci a fait savoir que la question de la présidence est « accessoire » et, déclaré s'en remettre à son groupe.

Dans le point de vue que nous publions ci-dessous, M. Pierre Bas, député RPR de Paris, se prononce pour une alliance conflictuelle avec l'extrême droite.

Point de vue

Vivre avec Le Pen

par PIERRE BAS (*)

Les résultats obtenus par le Front national à l'élection régionale de Corse, s'ils doivent être interprétés en fonction, d'une part, des graves problèmes actuels de l'île, d'autre part, du rôle considérable de la personnalité des candidats, n'en confirment pas moins assez largement une évolution de l'électorat qu'aucun homme politique ne peut négliger.

Le projet gouvernemental de scrutin législatif partiellement proportionnel valorise cette force politique. Une fraction importante de l'électorat de l'opposition se radicalise, et va chercher des formules-chocs à droite des formations traditionnelles, jugées — à tort ou à raison — trop tièdes dans le combat contre un gouvernement

estimé, non pas médiocre ou mauvais, mais dévastateur. Dans le même temps, une fraction appréciable des électeurs de la majorité de 1981, déçue du socialisme et du communisme, se porte également sur les candidats du Front national.

Les analyses les plus fines du scrutin européen du 17 juin font apparaître que, autour d'un noyau d'électeurs d'extrême droite habituel, les nouveaux électeurs de cette tendance viennent pour un tiers des partis socialistes et communistes, pour les deux tiers du RPR et de l'UDF.

(Lire la suite page 7.)

(*) Député RPR, maire du 6^e arrondissement de Paris.

Un soutien à l'activité économique

La baisse des taux vise à consolider l'investissement

Un an, presque jour pour jour, après la décision de M. Jacques Delors d'abaisser de 1 % la rémunération des livrets d'épargne, son successeur à la tête de Rivoli, M. Pierre Bérégovoy, a annoncé, le 13 août, une mesure identique, accompagnée d'un vaste dispositif de réduction du taux sur les crédits consentis aux particuliers (logement), aux collectivités locales et aux entreprises industrielles, dans le cadre d'un abaissement général du taux de base bancaire.

Justifiées par « les succès remportés dans la lutte contre la hausse des prix », selon le ministre de l'économie, des finances et du budget, ces mesures tendant à peser sur le coût du crédit sont présentées comme devant « alléger les charges de trésorerie des entreprises et consolider la reprise de l'investissement observée depuis plusieurs mois ».

Le premier volet de l'opération vise l'ensemble de l'épargne liquide ou à vue, c'est-à-dire tous les livrets d'épargne, soumis à l'impôt non noté dont la rémunération est réduite de 1 % (voir, encadré page 16), au même titre que l'intérêt versé sur les bons à cinq ans.

Encombrée depuis plusieurs jours Le Monde d'été 15-16 juillet), cette disposition est assez logique, même si elle peut mécontenter certains épargnants.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 16.)

Le Bhoutan en quête d'indépendance

I. — Desserrer l'étau indien

Timphu. — Venant de Calcutta, le Dornier glisse entre les montagnes et les nuages pour atterrir sur le petit terrain de Paro, construit à 2 300 mètres d'altitude, dans l'une des quelques vallées fertiles du Bhoutan, par l'armée indienne, en 1966. Les pilotes sont pour le moment indiens. La compagnie nationale bhoutanaise possède deux appareils de ce type (seize places), faisant chacun, depuis février 1983, en principe trois rotations par semaine entre Calcutta et Paro. Il faut compter encore une heure de transport pour atteindre, par une route sinueuse et parfois très étroite, la capitale, Timphu, la capitale, grosse bourgade de plus de vingt mille habitants.

Jusqu'à l'ouverture de cette liaison aérienne, on comptait six heures

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATTE

au moins par la route pour gagner la capitale depuis Phuntsholing, ville frontalière sur les contreforts de l'Himalaya. Cette route a été construite par les Indiens après l'invasion du Tibet par la Chine, en 1959, et achevée, en 1969. L'ouvrage, sans pont ni tunnel, tracé à flanc de montagnes abruptes, traversant l'une des rares forêts encore vierges au monde, représente un exploit technique. Il a permis le désenclavement géographique et psychologique de la monarchie bhoutanaise, et a marqué la fin de l'isolement du pays.

La ligne aérienne vient de faire franchir, à cet égard, une nouvelle

étape. Elle épargne au visiteur d'avoir à solliciter des autorités indiennes un permis pour traverser, de Bagdogra à Phuntsholing, une zone où la liberté de circulation est limitée (restricted area). Il y a vingt ans encore, il fallait six jours de voyage à dos de mule pour se rendre de Phuntsholing à Timphu !

Coincé entre les deux géants asiatiques, l'Inde et la Chine, le Bhoutan est géographiquement délimité avec acuité par la plaine du Brahmapoutre, au sud, et par la chaîne de l'Himalaya oriental — dont plusieurs sommets dépassent les 7 000 mètres — au nord. Il s'efforce actuellement de surmonter le handicap que constitue son enclavement et d'affirmer sa souveraineté sur le plan international.

(Lire la suite page 6.)

La « théologie de la libération » en procès

Un prêtre brésilien est convoqué à Rome

par ALAIN WOODROW

Nouvelle offensive du Saint-Siège contre la « théologie de la libération » : la congrégation romaine pour la doctrine de la foi a convoqué le théologien brésilien Leonardo Boff, un des tenants les plus connus de cette théologie, afin qu'il compare à Rome le 7 septembre. Il devra défendre l'orthodoxie de ses écrits, et notamment de son livre *Eglise, charisme et pouvoir*, dans lequel il examine les rapports entre l'Eglise catholique et le pouvoir temporel.

Le Père Boff, un franciscain âgé de quarante-six ans, sera interrogé par une commission d'enquête présidée par le cardinal Joseph Ratzinger.

ger, préfet de la congrégation, qui a récemment mené une campagne critique contre la théologie de la libération (Le Monde du 6 avril). Le Père Boff sera accompagné par le cardinal Aloisio Lorscheider, archevêque de Fortaleza (Brésil), mais celui-ci ne pourra pas prendre la parole pour défendre le théologien.

Les théologiens de la libération, Gustavo Gutierrez (péruvien) et Leonardo Boff (brésilien), font l'objet d'une « enquête doctrinale » de la part du magistère romain depuis plus d'un an, mais les évêques du Pérou et du Brésil ont toujours refusé, jusqu'à présent, d'émettre un jugement sur la pensée de ces théologiens. Aussi cette décision de faire comparaître le Père Boff devant l'ex-Saint-Office marque-t-elle une escalade.

Après le document en dix points sur la théologie de Gustavo Gutierrez adressé par le cardinal Ratzinger à l'épiscopat péruvien en mars 1983, resté sans suite, puis la réunion à Bogota un an plus tard des commissions doctrinales de toutes les conférences épiscopales latino-américaines, sous la présidence du cardinal Ratzinger — qui était entouré du cardinal Sebastiano Baggio, préfet de la congrégation des évêques, et du cardinal Alfonso Lopez Trujillo, archevêque de Medellin — pour discuter de l'« orthodoxie en Amérique latine », au cours de laquelle étaient visés en particulier les deux théologiens Gutierrez et Boff, les gardiens de l'orthodoxie romaine ont finalement décidé d'intervenir.

Quelle est cette théologie qui provoque de telles critiques et soulève de telles passions ?

(Lire la suite page 9.)

AU JOUR LE JOUR

Victoire

Après les Jeux olympiques, on assiste à un bel élan d'unité dans l'auto-satisfaction.

Moscou se félicite de n'avoir pas envoyé ses sportifs en Californie. M. Reagan se glorifie de la tenue de son « pays de champions ». Pékin pavlovise. Bucarest, Rome, Paris, Rabat et tant d'autres capitales accueillent en fanfare leurs héros, revenus du front.

La rhétorique chauvine coule à flots sur les cinq continents. Après les résultats, tout le monde est content, preuve que le sport et la politique sont liés : de Los Angeles à Ajaccio, il n'y a jamais de perdants.

BRUNO FRAPPAT.

AU FESTIVAL ESTIVAL

Claude Ballif pour un été

Après Xenakis en 1981, Lutoslawski en 1982 et Dutilleul en 1983, le Festival estival de Paris a choisi d'honorer Claude Ballif à l'occasion de son soixantième anniversaire en organisant tout au long de l'été des concerts et des manifestations diverses autour de son œuvre. Une trentaine de partitions ont été ainsi confiées à divers interprètes qui les ont incluses dans leur programme. Deux journées (le 20 juillet et le 9 août), qui lui étaient plus particulièrement dédiées, permettront en outre de prendre une mesure plus complète des aspects divers de la création d'un compositeur qui demeure encore trop méconnu.

De son côté, la Revue musicale, qui s'était déjà ouverte à Claude Ballif à plusieurs reprises et lui avait

consacré un numéro spécial en 1983, vient d'en faire paraître un deuxième et en annonce pour la rentrée un troisième, où ses œuvres seront analysées. Enfin, Harmonia Mundi vient de graver sur disque *Un coup de dés*, et Radio-France envisage la réalisation sur cassette de plusieurs pièces enregistrées naguère dans sa collection « Inédits-ORTF ». Si l'on y ajoute les quatre disques parus chez Arion, la situation discographique de Claude Ballif n'est plus aussi dramatique qu'elle le fut longtemps.

On ne saurait affirmer pour autant que l'heure de la reconnaissance soit sonnée pour ce musicien qui a affirmé très tôt son indépendance tant vis-à-vis de l'esthétique du Conservatoire, lorsqu'il y était, de 1948 à

1951, qu'à l'égard du courant sériel issu de l'enseignement de Leibowitz et dont Pierre Boulez s'était fait le porte-parole.

Ni les uns ni les autres ne lui ont pardonné de choisir une voie médiane, celle du compromis librement assumé entre tonalité et atonalité. C'est, résumé de façon très sommaire, ce qu'il exprime dans son premier texte théorique : *Introduction à la méta-tonalité* (éditions Richard Masse, 1956), renvoyant dos à dos les Anciens et les Modernes d'alors (1).

GÉRARD CONDÉ.

(Lire la suite page 10.)

(1) Les Editions 10 x 18 ont publié en 1979, sous le titre *Voyage dans mon oreille*, un recueil de textes, de conférences et d'articles de Claude Ballif.

SOLDE
TAPIS 50
PERSANS

EUROPE

Grande-Bretagne

Les incidents de Belfast relancent la controverse sur les méthodes utilisées par la police en Irlande du Nord

De notre correspondant

Londres. — Les violents affrontements qui ont fait un mort et une vingtaine de blessés, le dimanche 12 août à Belfast, ont entraîné, en Irlande du Nord, un regain de tension et un mouvement de sympathie en faveur du Sinn Féin, l'île politique de l'IRA. Lundi soir, entre cinq mille et dix mille catholiques portant des drapeaux noirs ont défilé à l'endroit même où la veille ils avaient été dispersés par les charges brutales du Royal Ulster Constabulary (RUC), la police nord-irlandaise. La journée avait été marquée par des affrontements sporadiques entre policiers et jeunes catholiques.

Les incidents du week-end ont relancé la controverse sur les méthodes utilisées par les forces de l'ordre, et M. James Prior, ministre chargé de l'Irlande du Nord, a interrompu ses vacances pour regagner la capitale. Le gouvernement prépare sa réponse aux fermes protestations que lui a adressées Dublin.

La télévision britannique a montré les images de la manifestation de Belfast et la façon dont la police avait tenté de se frayer un chemin dans la foule pour s'emparer d'un orateur interdit de séjour en Ulster, M. Martin Galvin, un des responsables du Sinn Féin, l'association républicaine qui se consacre à la collecte de fonds pour le mouvement républicain nord-irlandais. Ces images et les témoignages des reporters ont révélé l'extrême brutalité des forces de l'ordre, qui qu'il n'y ait rien de plus que la défense de ses troupes devant la presse. M. David Steel, leader du Parti libéral, a déclaré à ce sujet que l'intervention de la RUC « qu'il a qualifiée d'« émeute policière » — était injustifiable ».

Les policiers ont avoué avoir fait usage de leurs matras, de leurs véhicules, et surtout des balles en

plastique, responsables de la mort d'un ancien membre de l'IRA comme de multiples blessures. Ce type de munition — un cylindre de plastique à bout plat — a été adopté par la police nord-irlandaise en 1973 en remplacement des balles en caoutchouc, jugées trop dangereuses et trop imprécises. Depuis, les balles en plastique ont causé la mort d'une dizaine de personnes — dont des enfants — et gravement blessé de nombreuses autres.

Les policiers semblent ignorer les consignes de sécurité relatives à l'utilisation de ce type de munition. Ainsi, dimanche, les hommes de la RUC ont eu tendance à viser trop haut (au niveau de la tête) et du coup plutôt que dans les jambes) et à tirer de trop près.

Aux adversaires de la balle en plastique — parmi lesquels figurent les évêques catholiques de l'Ulster et le Parlement européen, — le gouvernement britannique répond que les forces de l'ordre ne peuvent pas faire face à des manifestations violentes sans arme efficace.

Le Parti travailliste quant à lui a inscrit dans son programme électoral l'abandon de l'usage des balles à blanc en Ulster, mais c'est sur un autre terrain qu'il a choisi d'attaquer le cabinet Thatcher à propos des événements du week-end. Le Labour a accusé le ministre de l'Intérieur d'avoir mis la RUC dans une position intenable en déclarant M. Martin Galvin persona non grata. Le secrétaire à l'Irlande du Nord rétorque que les vrais coupables sont les organisateurs du meeting républicain, à savoir le Sinn Féin qui savait qu'une apparition de Galvin provoquerait automatiquement une intervention de la police. Certains observateurs britanniques font remarquer que le regain de vio-

lences en Irlande du Nord n'est peut-être pas fortuit puisqu'il coïncide avec la poursuite des négociations entre Londres et Dublin en vue d'un renforcement de la coopération anglo-irlandaise en matière de sécurité.

Quinze ans de présence militaire

Dans sa tâche de maintien de l'ordre, la Royal Ulster Constabulary est assistée depuis exactement quinze ans par l'armée britannique. Le 14 août 1969 en effet, les premiers soldats arrivaient dans la province à la demande des autorités locales et sur ordre du gouvernement. Wilson avec pour mission de servir de tampon entre protestants et catholiques, alors en pleine guerre civile.

Dans un premier temps, les soldats furent accueillis chaleureusement par la population catholique, qui voyait en eux des protecteurs contre les attaques des groupes protestants armés. Progressivement cependant les bons sentiments firent place à la méfiance, puis à l'animosité, sous la pression des événements et des activités de l'IRA. Le « Brit » en uniforme devint l'ennemi, au même titre que ces protestants avec lesquels il partageait la même allégeance à la même couronne. Des affrontements terriblement sanglants scellèrent l'hostilité entre soldats britanniques et catholiques nord-irlandais. Ces derniers ne sont pas prêts d'oublier le « dimanche sanglant » de janvier 1972 au cours duquel treize des participants à une manifestation pour les droits civils furent tués par les soldats du 1^{er} régiment de parachutistes.

« Nos supérieurs nous recommandaient de ne pas patrouiller de

façon trop voyante dans les quartiers protestants afin de ne pas irriter les habitants », raconte un ancien soldat. « Nous nous contentions donc d'y passer en voiture sans jamais le parcourir à pied. En secteur catholique, au contraire, nous nous montrions agressifs, à tel point que ce furent les protestants qui sympathisèrent avec nous, alors que notre mission au départ était de protéger les catholiques ».

En quinze ans, plus de cinq cents soldats de l'armée régulière et du régiment d'UDR (les suppléments nord-irlandais) ont trouvé la mort en Ulster; à cela s'ajoutent trois mille trois cents blessés dans les attentats perpétrés contre le personnel militaire. Deux ont été particulièrement meurtriers : l'embuscade de Warrenpoint en 1979, dans laquelle périrent dix-huit soldats, et l'explosion qui en tua onze autres en 1982 dans une discothèque de Ballykelly.

Selon un sondage d'opinion publié en juin dernier par l'« Economist », ces attentats et les autres actes de violence commis par les mouvements armés ont contribué à convaincre une majorité de Britanniques de la nécessité de mettre fin à la présence de l'armée en Ulster du Nord. Il est vrai que, d'après la même étude, les citoyens de Grande-Bretagne n'ont pas pris conscience que le nombre d'attentats avait considérablement baissé en Ulster depuis les années chaudes du début de la décennie précédente. La présence de l'armée, notamment dans les provinces frontalières où patrouillent les troupes d'élite du Special Air Service, n'est pas étrangère à ce phénomène, lequel a entraîné à son tour une forte réduction des effectifs militaires stationnés en Ulster. Ils sont neuf mille actuellement contre vingt et un mille en 1972.

(Interim.)

Yougoslavie

L'ÉCONOMIE S'OUVRE AUX CAPITAUX ÉTRANGERS Les investissements occidentaux pourront être majoritaires dans une entreprise

De notre correspondant

Belgrade. — La Yougoslavie vient de procéder à d'importantes modifications de la loi réglementant les investissements étrangers. Cette loi, adoptée il y a une dizaine d'années, n'avait pas donné les résultats escomptés, surtout du fait de ses nombreuses clauses restrictives imposées par des conceptions idéologiques rigides et difficilement conciliables avec les usages du libre échange des capitaux dans les pays occidentaux. Aussi, les entreprises yougoslaves n'ont-elles conclu pendant cette période que cent quatre-vingt-sept contrats avec des partenaires étrangers, représentant la valeur plus que modeste de 16 milliards de dinars, soit moins de 1 % des investissements yougoslaves.

Préparés par un groupe de techniciens et d'économistes après consultation d'hommes d'affaires américains, ouest-allemands, français et suédois, les nouvelles dispositions suppriment totalement la règle, considérée jusqu'à présent comme sacrée, selon laquelle l'étranger ne pouvait posséder au maximum que 49 % du capital d'une entreprise. Il pourra désormais être majoritaire et investir dans toutes les branches économiques, y compris le tourisme dont les possibilités sont considérables, mais que la Yougoslavie, faute de capitaux, ne parvient pas à développer au rythme souhaité.

L'investisseur étranger ne sera soumis qu'aux obligations prévues par le contrat conclu en bonne et due forme avec son partenaire yougoslave, quelles que soient les modifications éventuelles de la législation économique et financière. Il sera dispensé des « contributions » — une entreprise yougoslave doit verser, par exemple pour les services de santé, les assurances sociales, l'enseignement, les calamités naturelles, la défense nationale, etc. — dont le montant n'est jamais connu à l'avance. Comme il s'agit de lourdes charges, il se pourrait qu'en fin d'année l'investisseur étranger enregistre un bénéfice et son partenaire yougoslave une perte.

Le problème de l'exportation des bénéfices avait suscité des réserves prononcées de certains idéologues

qui estimaient « anti-marxiste » le fait qu'une entreprise socialiste, en occurrence yougoslave, puisse travailler pour « l'enrichissement » d'un capitaliste. C'est pour cette raison que l'ancien loi, tout en admettant le principe, soumettait l'exportation du profit à une procédure longue et compliquée qui, en réalité décourageait maints investisseurs étrangers. Maintenant, le problème est tranché sans équivoque : l'investisseur étranger pourra exporter le profit dans sa totalité et en devises convertibles. En cas de rupture du contrat pour une raison quelconque, il aura droit d'exporter son capital valorisé.

D'autre part, la procédure d'enregistrement des contrats est simplifiée et abrégée et contraint même les Républiques fédérées, qui ont leur mot à dire dans ce genre d'affaires, à se prononcer dans un délai de quinze jours, faute de quoi leur accord sera tenu pour acquis.

Le fonctionnement d'une entreprise yougoslave, avec sa direction, ses conseils ouvriers et autres organismes dits de « gestion sociale », aux compétences multiples, est difficilement compréhensible pour un étranger. La nouvelle législation prévoit cependant que l'investisseur étranger n'aura pratiquement pas de contact avec eux. Il ne sera en contact qu'avec les représentants de l'entreprise dans un comité de gestion commun qui aura la charge de l'exécution du contrat, des problèmes des matières premières et de l'énergie, de l'organisation du travail, de l'entretien de la main-d'œuvre et du personnel en général, etc. C'est-à-dire tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, touche à ses intérêts.

Au moment où le pays traverse une grave crise économique, les autorités espèrent que cette nouvelle législation incitera les investisseurs étrangers à s'intéresser aux possibilités de production et d'exportation de la Yougoslavie. Cela permettrait à ses entreprises de mieux s'insérer dans la division internationale du travail à laquelle le gouvernement de Belgrade demeure durablement attaché.

PAUL YANKOVITCH.

URSS

L'espionnage soviétique en feuilleton télévisé

Moscou. (AFP). — Microfilms dissimulés dans une torche électrique, rencontres secrètes au parc Gorki, l'attaché culturel américain démasqué avec son contact soviétique qui se suicide en croquant une empoisonnée de cynure : un dix épisodes, la télévision soviétique vient de sortir le KGB de l'ombre, mais surtout, pour la première fois, elle a osé faire état de ses activités à l'étranger.

Ces dernières années, films, livres et articles à la gloire de la police secrète soviétique se sont multipliés en URSS. Mais en règle générale, le KGB y est présenté comme l'héritier direct de la Tcheka — commission extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage, créée en 1917 sous Lénine, — dont la vocation « défensive » s'arrêterait aux frontières de l'URSS.

Les responsables de la télévision — assurément avec le feu vert du KGB lui-même — ont franchi le pas en mettant en scène des agents spéciaux soviétiques en mission à l'étranger, en l'occurrence en Afrique. Il est vrai que le régime « progressiste » qui fait appel au Kremlin pour déjouer un coup d'État fomenté par Washington est celui d'un pays imaginaire, la « Nagonie ». Le film commence par la découverte, à l'ambassade des États-Unis à Moscou, d'un réseau d'espionnage dirigé par l'un des attachés culturels et qui a infiltré une « taupe » au sein du KGB.

Les messages codés de la CIA adressés à la chancellerie et révélant le complot contre la « Nagonie » sont interceptés à la Loubianka, siège du KGB.

L'agent secret soviétique Slavine est dépêché en Afrique avec pour mission de neutraliser le redoutable John Gieb, chef local de la CIA. Il y parviendra grâce au réseau d'informateurs mis en place par les Soviétiques en « Nagonie », dont une émigrée russe liée sentimentalement à l'espion américain. Slavine se

fera piéger, mais il aura eu le temps de livrer au Kremlin les résultats de sa mission.

A Moscou, l'ambassade des États-Unis est l'objet d'une surveillance renforcée, car il s'agit de prendre la « taupe » Sergueï Glebov le main dans le sac. Celui-ci sera arrêté au moment où il récupérera des microfilms déposés par les Américains dans le célèbre parc Gorki, au centre de la capitale. La morale sera simple, la « taupe soviétique » se suicidera et sa petite amie Olga acceptera de collaborer avec le KGB.

Le complot de la CIA contre la « Nagonie » est déjoué, et l'ambassadeur des États-Unis est convoqué au ministère soviétique des affaires étrangères.

Les téléspectateurs soviétiques auront eu droit à une grande « première » en découvrant, dans un immeuble face à l'ambassade américaine, une série de « gadgets » électroniques destinés à espionner les diplomates. Le dispositif est relié directement à des écrans dans les locaux du KGB.

Vrai ou faux ? Cela rappelle en tout cas l'affaire des micro-onde, qui oppose périodiquement l'ambassade des États-Unis et les autorités soviétiques. Depuis une vingtaine d'années, en effet, les Américains affirment que leur ambassade est bombardée par des micro-onde dirigées depuis des immeubles voisins et destinées à espionner leurs communications. Accusations « sans fondement », selon le Kremlin.

Le feuilleton a pour titre « Tass est habilitée à déclarer... », formule habituellement utilisée par l'agence officielle soviétique pour annoncer au nom du gouvernement des événements importants, tels que des expulsions de diplomates étrangers accusés d'espionnage.

Le film a passionné les Soviétiques, privés de retransmission des Jeux olympiques de Los Angeles.

RFA

Le chancelier Helmut Kohl en baisse dans les sondages

De notre correspondant

Bonn. — Moins de deux ans après son arrivée au pouvoir, l'image du chancelier Kohl est quelque peu ternie. Un sondage de l'Institut Infa le montre clairement : de janvier à juillet, l'indice de satisfaction des Allemands envers leur chancelier a chuté de 47 % à 42 %.

Ce n'est pas la popularité du chef du gouvernement qui est en cause, mais son manque d'autorité, sa tentation à prendre les décisions importantes. « Comme si le gouvernement lui-même ne savait pas ce qu'il veut faire », affirment des éditeurs d'ordinateurs favorables à la coalition conservatrice-libérale au pouvoir.

M. Kohl, qui avait bien surmonté l'an passé l'épreuve du stationnement des fusées Pershing-2 de l'OTAN en RFA, répétant, avec une assurance tranquille qu'il ne se laisserait pas dicter sa conduite par la rue (c'est-à-dire par les manifestants pacifistes), butte sur des problèmes en comparaison bien plus faibles.

Une résolution et son contraire

En pleine pause estivale, il a ainsi fallu rappeler le Parlement fédéral en session extraordinaire pour autoriser la mise en service de la centrale thermique de Buschhaus, en Basse-Saxe. Les députés de la majorité gouvernementale ont, à cette occasion, réusé l'exploit d'adopter en l'espace d'un mois une résolution et son contraire.

Le chancelier Kohl reconnaît lui-même ses erreurs. « J'étais fatigué. Je rentrais du sommet de Fontainebleau quand nous avons pris des décisions sur Buschhaus... », a-t-il confessé dans une interview. La même nuit, le chancelier, qui ne le rappelle pas, avait également dû accepter la démission du comte Otto Lambdorff, ministre de l'économie, inculpé dans l'affaire du dégrèvement fiscal accordé indûment au groupe Flick.

Quelques semaines auparavant, les partis gouvernementaux avaient tenté de faire adopter à la sauvegarde par le Parlement une loi d'amnistie pour les auteurs de dons illégaux aux partis politiques, façon de remédier leurs généraux bailleurs de

fonds. Mais le projet avait échoué, les libéraux ayant au dernier moment fait défilé à M. Kohl.

Enfin, pour commencer l'année, la RFA s'était délectée des détails à peine croyables de l'affaire « Kiesling », le général le plus gradé de la Bundeswehr, limogé par le ministre de la défense, M. Manfred Woerner, sur la foi d'un rapport bécoté des services secrets l'accusant d'homosexualité.

Faisant leur mea culpa, des membres du gouvernement, à commencer par le chancelier, suivi de son porte-parole, M. Peter Bismarck, du ministre de la famille, M. Heiner Geissler, ont reconnu les « gaffes » des mois passés, et se sont promis de prendre des mesures pour qu'elles ne se renouvelent plus.

Mais ces bonnes résolutions auront du mal à être tenues : les partis de la coalition ne manquent en effet pas une occasion de se chamailler. Leur nouveau homme de discordes est... la bière. Le chancelier Kohl a l'intention de nommer à l'automne un remplaçant au commissaire allemand siégeant à la commission de Bruxelles. Mais M. Franz-Joseph Strauss a son candidat « très qualifié » et il l'a fait savoir publiquement. Le détenteur actuel du poste, M. Karl-Heinz Narjes, se serait rendu coupable à ses yeux de ne pas avoir assez bien défendu la bière allemande... La Commission de Bruxelles a, en effet, déposé plainte contre la réglementation allemande « préservant la pureté de la bière » et qui, en fait, protège le marché allemand de la concurrence étrangère.

(Interim.)

● Anniversaire du mur de Berlin. — A l'occasion du 23^e anniversaire de la construction du mur de Berlin (13 août 1961), deux organes de la presse est-allemande, « Neues Deutschland » et « Berliner Zeitung », justifient cette initiative en dénonçant les visées agressives de la République fédérale à cette époque. Mais les attaques contre Bonn sont limitées à cette période et les articles défendent la politique de rapprochement avec la RFA, actuellement menée par le chef de l'Etat et du parti, M. Honecker. — (Reuter.)

Un haut fonctionnaire d'Estonie et son épouse demandent l'asile politique à la Suède

Stockholm. (AFP). — Un haut fonctionnaire de la République d'Estonie et son épouse ont demandé l'asile politique en Suède, a-t-on appris lundi 13 août à Stockholm. La police n'a pas dévoilé l'identité des fugitifs, mais, selon la radio suédoise, il s'agit d'un ancien ministre adjoint de la justice, M. Valdo Rappaport, vingt-six ans, et de la chanteuse de jazz Leila Miller, vingt-deux ans.

Le couple se serait enfui par la Finlande, où il participait, la semaine dernière, à une manifestation culturelle, les Journées de la Baltique, dans la ville de Kotka, qui est jumelée avec Tallin, la capitale de l'Estonie. Les deux transfuges se sont séparés discrètement de la délégation soviétique à laquelle ils appartenaient et se sont embarqués

sur un navire assurant une liaison régulière avec la Suède. Au terme des accords soviéto-finlandais, Helsinki refuse l'asile aux fugitifs et les renvoie dans leur pays.

Il y a un an, la violoniste soviétique Viktoria Millova et son accompagnateur Vachang Sordania avaient déjà pris le même chemin. Il y a quelques mois, quatre sportifs estoniens parvenus en Finlande en canot pneumatique avaient également gagné la Suède.

Le 1^{er} août dernier, le comité central du PC soviétique avait dressé un violent réquisitoire contre les dirigeants de l'Estonie et appelé à une reprise en main idéologique dans cette république, où de fréquentes condamnations pour dissidence sont prononcées.

Pologne

M. Henryk Wujec, le dernier des onze dirigeants de l'opposition, a été libéré

M. Henryk Wujec, ancien membre du KOR (Comité d'autodéfense sociale), a été libéré lundi 13 août à Varsovie, dans le cadre de l'amnistie. Les onze dirigeants de l'opposition arrêtés en décembre 1981 lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne sont ainsi sortis de prison. Au cours d'une conférence de presse, M. Wujec a déclaré qu'il ne considérait pas l'amnistie comme un acte de clémence, rappelant que sa culpabilité n'avait pas été prouvée par un procès équitable. Il s'est refusé à faire tout commentaire sur la situation actuelle.

A Gdansk, quatre mille partisans de Solidarité ont assisté lundi soir à une messe célébrant le quatrième anniversaire des grèves qui avaient éclaté aux chantiers navals Lénine. La messe, à laquelle assistait M. Lech Walesa, était célébrée conjointement par deux prêtres poursuivis pour « abus du sacerdoce à des fins politiques ». Les Pères Henryk Jankowski et Jerzy Popieluszko. A l'issue de l'office, M. Walesa a été reconduit par de nombreux sympathisants jusqu'à son

domicile. Contrairement à l'année dernière, où un important dispositif policier avait été mis en place, seuls quelques groupes de policiers patrouillaient dans la ville.

La veille, M. Walesa s'était montré soucieux, dans des déclarations à la presse occidentale, d'éviter toute confrontation avec les pouvoirs publics au moment où, pour la première fois depuis trois ans, presque tous les anciens dirigeants de l'opposition se retrouvent en liberté. « L'amnistie est un pas important qui doit être logiquement suivi du retour au pluralisme syndical, avait-il déclaré ; des négociations doivent intervenir tôt ou tard et le plus tôt sera le mieux. » — (AFP.)

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE EDITION
INTERNATIONALE
spécialement destinée à nos lecteurs
résidents à l'étranger
Exemplaires spécimens sur demande

AMÉRIQUES

LA GAFFE DE M. REAGAN

Une plaisanterie qui ne fait pas rire

La « gaffe » de M. Reagan qui, pour faire des essais de micro, a prononcé une phrase annonçant le bombardement imminent de l'Union soviétique, a été très mal accueillie aux États-Unis comme à l'étranger (Le Monde du 14 août).

« La destruction nucléaire n'est pas un sujet sur lequel les gens aiment plaisanter », observe le New York Times mardi 14 août. La remarque ne risque pas d'être prise au sérieux, mais elle risque d'être mal interprétée.

Le candidat démocrate de la Maison Blanche, M. Walter Mondale, a déclaré qu'un président se devait d'être « très prudent dans ses propos ». « Je suis prêt à admettre qu'il pensait plaisanter... Mais ces mots resteront, et ils seront entendus du monde entier », a-t-il ajouté.

M. Gary Hart, sénateur du Colorado et concurrent malheureux de M. Mondale pour l'investiture démocrate, n'a pas ri non plus. La plaisanterie de M. Reagan montre, selon lui, que « le président a un jugement très pauvre sur des problèmes d'une extrême importance pour ce pays ». « C'est peut-être dans les moments de ce genre que ses vrais sentiments apparaissent », a ajouté M. Hart, ce qui est l'hypothèse la plus inquiétante.

« A Bonn, le service de presse du Parti social-démocrate a réagi en estimant que « le maître de la vie ou de la destruction par le feu de l'Europe entière est visiblement un vieil homme irresponsable ». Quant aux écolo-pacifistes, ils ont jugé que « cette force perverse avait de quoi gélir les sangs de tout homme raisonnable ». Une agence néerlandaise a rapporté la nouvelle assortie de ce commentaire : « Espérons que l'homme teste mieux ses missiles que ses micros ».

« L'agence officielle polonaise PAP a donné l'information depuis son bureau de Washington, en évoquant le « comportement irresponsable » du président des États-Unis et rappelant que celui-ci, en 1982, avait déclaré que la direction polonaise était une « bande de bon-à-rien et de maboules ».

« En Grande-Bretagne, un parlementaire travailliste, M. David Winnick, a demandé au premier ministre, Mme Thatcher, de « dire au président Reagan que le peuple britannique ne goûte pas cette forme d'humour maladif. On n'ose imaginer ce que serait la réaction du président Reagan et des États-Unis si M. Tchernomirski faisait des remarques de ce genre sur les États-Unis ». — (AP, Reuter.)

Etats-Unis

EN DISANT NON A L'AVORTEMENT

Les évêques interviennent dans la campagne électorale

Correspondance

personnellement contre l'avortement, mais estimant ne pas devoir imposer leurs vues à autrui et s'opposant fermement à ceux qui recommandent un amendement constitutionnel qui interdirait l'interruption de grossesse.

Le gouverneur Cuomo a immédiatement réagi aux propos de l'archevêque de New-York en lui reprochant d'intervenir dans le débat politique. Mgr O'Connor a répondu que jamais il n'aurait voulu indiquer aux électeurs catholiques dans quel sens ils devaient voter. Finalement, le gouverneur et l'archevêque ont déclaré qu'il s'agissait d'un malentendu.

Mais l'affaire a rebondi avec une longue déclaration de l'évêque Malone, président de la Conférence nationale des évêques catholiques, exprimant le point de vue officiel de la hiérarchie. Celle-ci rejette comme « logiquement inacceptable » l'idée que les candidats puissent séparer leurs convictions morales de leur attitude politique. Cet avertissement s'accompagne d'un appel aux électeurs catholiques les invitant à une action électorale pour « convaincre les autres de la justesse de nos positions » sur l'avortement, les armes nucléaires, les droits de l'homme et d'autres problèmes... En même temps, la déclaration souligne que les évêques n'ont pas à prendre position pour ou contre tel ou tel candidat. « Il serait regrettable qu'en invoquant les engagements et les

affiliations religieuses des candidats, la religion soit mêlée à la campagne politique... »

Malgré cette déclaration de neutralité, en rappelant aux catholiques que sa position sur l'avortement est conforme à l'enseignement moral de l'Eglise depuis des siècles, la hiérarchie catholique américaine défavorise le « ticket » démocrate. Elle ne laisse pas d'autre choix à un électeur catholique conscient que de s'abstenir ou de voter pour le président Reagan, qui a toujours condamné l'avortement.

L'activisme de la hiérarchie

Mais, comme sur le problème nucléaire, il n'est pas sûr que les évêques suivent la hiérarchie. En tout cas, l'activisme des évêques catholiques n'est guère apprécié des milieux dirigeants républicains, qui ont mal accepté la lettre pastorale de l'an dernier favorable au « gel » nucléaire ainsi que les « critiques » sur la politique en Amérique centrale, et notamment sur la guerre « secrète » de la CIA au Nicaragua. Selon le magazine du New York Times, la hiérarchie prépare une nouvelle lettre pastorale sur l'économie, qui critiquerait certains aspects du capitalisme, recommanderait la participation des travailleurs non seulement aux bénéfices mais à la direction des entreprises, et demanderait aux businessmen un plus grand sens de leurs responsabilités envers le tiers-monde.

Ce texte, mis au point sous la direction de Mgr Weikand, archevêque de Milwaukee, sera d'une portée telle que sa première version ne sera publiée qu'après l'élection présidentielle de novembre. Mais, déjà, un groupe de catholiques traditionnels, réunissant des personnalités comme M. William Simon, ancien ministre des finances, M. Alexander Haig, ancien secrétaire d'Etat, et Mme Luce, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, prépare en collaboration avec des économistes et des représentants des affaires une réponse défendant le système économique américain et recommandant la prudence aux évêques.

Mgr Weikand se rendra à Rome en septembre pour soumettre la première version de la lettre pastorale à Jean-Paul II, qui partagera les réserves des évêques européens sur l'activisme de la hiérarchie américaine. Celle-ci envisage d'installer une mission permanente à Rome pour améliorer la communication avec le Vatican. En attendant, les évêques américains espèrent qu'à l'occasion de la visite du pape aux Etats-Unis ils pourront engager avec le Saint Père un dialogue qui l'aidera à approfondir sa compréhension de la mentalité américaine. Pour Mgr Weikand, les Européens veulent une Eglise très hiérarchisée. Par contre, « les évêques américains, dit-il, croient dans une Eglise où le Saint-Esprit se trouve dans chacun de ses membres et où la hiérarchie doit écouter ce que le Saint-Esprit dit à toute l'Eglise... ».

H. P.

Le Monde

HORS SÉRIE

LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

LA CAMPAGNE ET LES RÉSULTATS LES INSTITUTIONS ET LE BILAN DE LA CEE

Une longue chronologie (depuis le 9 mai 1950, date de la déclaration de Robert Schuman sur l'idée du pool charbon-acier), une importante bibliographie, des graphiques et des tableaux permettant de mieux situer la CEE dans l'ensemble international donnent aux lecteurs le moyen d'« aller plus loin » dans leur connaissance des affaires européennes.

UNE BROCHURE DE 124 PAGES

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 30 F, ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE « LES DEUXIÈMES ÉLECTIONS EUROPÉENNES »

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
NOMBRE D'EXEMPLAIRE(S) X 32,50 F (FRAIS D'EXPÉDITION INCLUS) = F
COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Colombie

LE M-19 RÉPLIQUE PAR UN RAID MEURTRE A L'ASSASSINAT DE L'UN DE SES DIRIGEANTS

Bogota (Reuter, AFP). — Le conseil de sécurité colombien s'est réuni, mardi 13 août, en session extraordinaire en raison des actions menées par le mouvement de guérilla M-19 à la suite du meurtre, vendredi, de l'un de ses dirigeants, Carlos Toledo Plata.

Selon le ministère de la défense, trente-sept personnes ont été tuées et vingt-cinq autres blessées au cours des combats qui se sont produits depuis samedi, jour où près de deux cents guérilleros ont investi la ville de Yumbo, à 300 kilomètres au sud-ouest de Bogota, brûlant la mairie et le poste de police avant de libérer les détenus de la prison.

D'autres combats ont eu lieu dimanche soir après cette attaque dirigée par le « commandant numéro un » du M-19, M. Rosenberg Pabon qui, selon les témoins, a pris la parole dans l'église de Yumbo et déclaré que les forces armées représentaient au meurtre de Toledo Plata. En raison de ce meurtre, la signature d'une trêve entre le gouvernement et le M-19 a été reportée sine die.

D'autre part, un député conservateur, M. Pomplio Gomez, de la province du Cauca, et le secrétaire de la mairie de Manizales, M. Ivan Campo, ont été assassinés lundi, ce qui a ajouté à la tension provoquée par l'attaque de la guérilla.

Nicaragua

DEUX PARTIS MENACENT DE BOYCOTTER LES ÉLECTIONS

Managua (AFP). — Deux formations politiques nicaraguayennes, le Parti libéral indépendant (centriste) et le Parti conservateur démocrate, pourraient reconsidérer leur participation aux élections du 4 novembre prochain si le climat politico-électoral continuait de se détériorer, ont averti le lundi 13 août des dirigeants de ces deux partis.

Le candidat du Parti libéral à la présidence, M. Virgilio Godoy, ancien ministre du travail dans le gouvernement sandiniste, a dénoncé les agressions et les brimades dont étaient victimes les militants de son parti de la part des militaires sandinistes, « en violation de la loi électorale », a-t-il dit. Quatorze militants du Parti libéral, a précisé M. Godoy, ont été interpellés et gardés à vue la semaine passée à Granada, au sud-est du Nicaragua, et plusieurs autres ont été molestés dans plusieurs régions du pays.

D'autre part, faisant allusion à l'ultimatum adressé par le Vatican aux prêtres-ministres au Nicaragua, et leur demandant implicitement leur démission, l'archevêque de Managua, Mgr Miguel Obando Y Bravo, a déclaré lundi que les ecclésiastiques ne devaient pas « exercer des charges incompatibles avec leur mission de prêtres », conformément aux règles édictées par le nouveau droit canon entré en vigueur l'année dernière. Selon Mgr Obando Y Bravo, figure de proue de l'opposition au régime sandiniste, l'ultimatum du Vatican « obéit uniquement à l'application des lois qui régissent l'Eglise ».

La croisade d'Indianapolis contre la pornographie

Correspondance

Washington. — Une étrange coalition, réunissant des féministes militantes, des pasteurs baptistes, des éléments vétérans du Parti républicain, y compris le groupe bien-pensant Moral Majority, et une encyclique vedette d'un film pornographique, a engagé, à Indianapolis, une bataille d'envieures contre la pornographie. Mais ce rassemblement hétéroclite doit faire face à l'opposition déterminée d'une autre coalition, associant des libéraux, des marchands de vidéo-cassettes, quelques pornographes féministes connus et surtout, la grande organisation de défense des libertés (ACLU), une sorte de réplique à la Ligue des droits de l'homme.

La bataille se livre autour d'une ordonnance prise en mai par les autorités d'Indianapolis, assimilant la pornographie à une violation des droits civiques de la femme. « L'effet de la pornographie est de diminuer substantiellement le statut des femmes (...); elle est complètement incompatible avec l'égalité », a dit M. Workin, qui a travaillé à mettre au point l'ordonnance.

L'ordonnance d'Indianapolis prévoit que toute personne pourra aller en justice demander la saisie du matériel pornographique (films, livres, magazines) et des dommages-intérêts à ceux qui le vendent, si elle estime que ses droits civiques ont été lésés. Ainsi, une femme violée pourrait obtenir une réparation financière d'un distributeur de films qui aurait provoqué, à son avis, l'attaque dont elle fut victime.

L'ordonnance définit la pornographie comme une représentation explicite en images ou en paroles d'une « subordination sexuelle ». Le texte condamne toute image ou récit de femmes « heureuses de souffrir ou d'être humiliées », ou encore de femmes « attachées, mutilées ou battues », représentées comme « un objet bon pour être dominé, conquis, exploité, violé, possédé » ou décrit dans des « positions de servilité ou de soumission... ».

L'ACLU, qui se situe politiquement à gauche, et les avocats des plaignants ont immédiatement contesté devant les tribunaux la validité de ce texte, qui, disent-ils, entraine le premier amendement de la Constitution assurant la liberté d'expression; cette ordonnance, selon l'ACLU, aboutirait à imposer une censure qui pourrait frapper des romans d'auteurs connus et même la Bible, des films comme le Dernier Tango à Paris ou encore des productions de James Bond.

Des féministes, comme la journaliste Ella Goodman, estiment que l'ordonnance va trop

loin. L'avocat de l'ACLU se déclare féministe, mais souligne qu'il est inadmissible de se réclamer du féminisme pour lancer « une attaque indigne contre la liberté de parole et d'expression ». Les auteurs de l'ordonnance rappellent, eux, que, en vertu d'un arrêt de la Cour suprême, le premier amendement ne peut être invoqué pour les cas de pornographie impliquant les enfants. Une des conseillères municipales de la ville s'est écriée : « Quels droits devons-nous protéger, ceux des pornographes qui exploitent les femmes ou bien ceux des exploitées ? Il ne s'agit pas ici d'une liberté d'expression. » Mais la présidente de l'ACLU répond : « Nous ne sommes pas plus en faveur des pornographes que nous ne sommes pour une gestion pro-nazis ou pro-communiste quand nous défendons leur droit de s'exprimer. L'interprétation du premier amendement doit être la plus large possible. »

A vrai dire, la question essentielle est de déterminer si la pornographie est offensante ou si elle mène à la violence. Les avis sont partagés. Tel professeur estime qu'une large proportion des hommes enduits au viol sont arrêtés par un certain nombre de barrières et d'inhibitions que la pornographie violente ferait tomber. Tel chercheur affirme que les amateurs de films pornographiques ont tendance à brutaliser les femmes; un autre estime que la violence, qu'elle soit liée ou non à l'acte sexuel, aboutit à banaliser son emploi.

Finalement, pour les adversaires de l'ordonnance d'Indianapolis, il n'a pas été prouvé de manière indiscutable que la pornographie mène à la violence. Il n'en demeure pas moins que l'empire pornographique s'est considérablement agrandi avec le développement des vidéo-cassettes, du téléphone obscène, de la télévision payée, et on évalue que le chiffre d'affaires de l'industrie pornographique est passé de 2,5 milliards de dollars, en 1970, à 7 milliards aujourd'hui (dont 3 milliards représentent l'envoi de matériel par la poste).

D'où l'intérêt de l'ordonnance d'Indianapolis appelée à faire jurisprudence si elle n'est pas cassée. Plusieurs villes, comme Minneapolis, Detroit et Madison, attendent la décision du juge fédéral pour adopter éventuellement des textes identiques. M. Workin affirme qu'elle repousserait les demandes d'information du Canada, de Grande-Bretagne, d'Irlande et du Japon. Il est inévitable que la décision de première instance aille en appel.

HENRI PIERRE.

Le rabbin Kahane présente inaugurale de

Le rabbin Kahane présente inaugurale de... (Texte partiellement visible et difficilement lisible en raison de la qualité de l'image et de l'angle de prise de vue.)

Un des inculpés a été libéré à sept ans et demi de prison et l'autre acquitté

Un des inculpés a été libéré à sept ans et demi de prison et l'autre acquitté... (Texte partiellement visible et difficilement lisible en raison de la qualité de l'image et de l'angle de prise de vue.)

محکم الدلائل

PROCHE-ORIENT

LE MINAGE DE LA MER ROUGE

Le président Moubarak accuse de nouveau la Libye

Malgré les démentis répétés de Tripoli, la Libye fait de plus en plus figure d'accusée dans l'affaire du minage de la mer Rouge. Le président égyptien Hosni Moubarak a, de nouveau, déclaré, lundi 13 août au Caire, qu'il « soupçonnait » les Libyens d'être impliqués dans la série d'explosions qui ont endommagé une quinzaine de navires depuis un mois. Il a toutefois précisé qu'aucune preuve matérielle étayant cette accusation n'avait pu être établie jusqu'à présent.

Le chef d'Etat égyptien a, en revanche, paru disculper l'Iran, dans une formule quelque peu sibylline : « J'espère que nous ne trouverons rien contre (les Iraniens). Nous tentons de résoudre le problème de la guerre Iran-Irak. Aussi souhaitons-nous que les Iraniens n'aient rien à voir dans ces actes d'agression ».

M. Moubarak a semblé accorder peu de crédit aux déclarations de l'organisation Jihad islamique, qui revendique seule la responsabilité du

minage de la mer Rouge. Cette organisation « peut dire ce qu'elle veut ; nous ne devons croire que ce dont nous sommes convaincus », a dit le rais.

Si l'on en croit la chaîne de télévision américaine ABC, un diplomate soviétique aurait déclaré à un des ses collègues occidentaux que le chef d'Etat libyen, le colonel Mouammar Kadhafi, était à l'origine du minage de la mer Rouge. Ce diplomate, dont l'identité n'a pas été révélée, aurait même ajouté que le Kremlin était « furieux », parce que Tripoli avait utilisé des mines de fabrication soviétique.

Cela s'a en tout cas pas empêché l'agence de presse soviétique Novosti d'accuser les Etats-Unis de vouloir faire de la mer Rouge un « lac américain » et d'être responsable des incidents dans la région pour atteindre leur objectif. Le commentateur de l'agence rappelle, à ce propos, la récente affaire du minage des ports du Nicaragua par la CIA.

De toute évidence, la concentration d'une armada de bâtiments de guerre occidentaux devant participer aux opérations de déminage préoccupe certains pays du Golfe. Ainsi le grand journal koweïtien, *Al-Rai Al-Aam*, a-t-il lancé une mise en garde, lundi, contre le risque d'une intervention étrangère en mer Rouge et préconisé la prise en charge de cette opération par les Nations unies, par « l'Union soviétique ne restera pas les bras croisés alors que les navires de l'OTAN encombreront la mer ».

Selon l'agence de presse du Golfe, l'Arabie Saoudite n'en a pas moins offert une base à deux chasseurs de mines français et trois hélicoptères américains, attendus très prochainement dans la région. Un porte-parole du département d'Etat américain a annoncé, de son côté, lundi, que ces trois hélicoptères avaient été mis à la disposition de Riyad.

Au cours des entretiens qu'il a eus, lundi 13 août, à Los Angeles,

avec le président Reagan et M. Shultz, secrétaire d'Etat américain chargé de la défense, le ministre italien des affaires étrangères, M. Andreotti, a informé ses interlocuteurs de la disponibilité de l'Italie à participer aux opérations de déminage.

Selon notre correspondant à Rome, M. Andreotti a également transmis à M. Reagan un message de conciliation de la part du colonel Kadhafi. A son retour, début août, d'un voyage en Libye, M. Andreotti avait tenu à souligner le rôle de médiateur que pourrait jouer l'Italie en Méditerranée pour faciliter une meilleure compréhension entre le monde arabe et l'Occident.

A propos de ce message, le porte-parole américain s'est contenté de déclarer que les Etats-Unis jugeraient des intentions de la Libye en fonction du comportement de ce pays sur la scène internationale. — (AFP, Reuters, UPI.)

Israël

Le rabbin Kahane perturbe la séance inaugurale de la Knesset

De notre correspondant

Jérusalem. — Sonnerie de trompettes, garde d'honneur : le caractère solennel de la séance inaugurale de la Knesset a été préservé. Ou presque, car, comme prévu, le rabbin Meir Kahane, élu sur la liste anti-arabe Kach, a réussi à perturber quelque peu cette rentrée parlementaire. Il a d'abord pris la parole à trois fois avant de prêter correctement serment : il tenait absolument à y ajouter un verset des Psalms. Sur cet incident est venue se greffer ensuite une première altercation avec un député arabe d'extrême gauche.

D'emblée le rabbin Meir Kahane est donc devenu le point de mire de la Knesset. A son arrivée, il avait déjà été conspué par quelque trois mille personnes venues manifester à l'appel de plusieurs mouvements de jeunesse et d'organisations antisionistes. Car l'élection de Meir Kahane a aussi allumé des cliques rouges en Israël. Depuis la publication des résultats, en particulier parmi les militaires où la liste Kach a recueilli 2,5 % des voix, l'armée et le ministère de l'Education ont décidé de lancer une campagne d'information au sein de la jeunesse sur la démocratie et le racisme.

Au cours de la séance inaugurale de la Knesset, l'essentiel du discours du président Haim Herzog a consisté en fait en une mise en garde contre l'extension du phénomène du « kahanisme ». Prononçant un vibrant éloge des valeurs démocratiques, M. Herzog a souligné qu'« Israël n'était pas à l'abri des phénomènes qui s'étaient produits dans d'autres pays », et il s'est longuement référé au texte de la Déclaration d'indépendance, contesté par le rabbin Kahane, en citant en particulier le passage sur l'égalité des citoyens sans distinction de race et de religion.

Cette mise en garde du président Herzog s'est immédiatement déviée d'une initiative du ministère de la Justice qui a annoncé la préparation de deux projets de loi. Le premier pourrait éventuellement faciliter la levée de l'immunité parlementaire du rabbin Kahane, puisqu'il est destiné à permettre d'engager une procédure judiciaire contre toute personne qui se rendrait coupable d'incitation à la haine raciale. Le second projet de loi vise tout autant peut-être la liste progressiste juéo-arabe que le mouvement Kach. Il est destiné à autoriser l'intervention aux élections de toute liste qui ignorerait l'essence même de l'Etat d'Israël, son caractère démocratique, ou qui porterait atteinte à sa sécurité.

Cette volonté du ministère de la Justice de doter rapidement l'Etat des moyens d'enrayer la montée des extrémismes risque cependant d'être freinée par la paralysie de la vie parlementaire. La Knesset, après cette séance inaugurale, s'est en effet mise en veilleuse. Aucune date n'a été fixée pour la prochaine réunion. Et cette paralysie pourrait se prolonger tant qu'un gouvernement n'aura pas été mis sur pied.

Cette situation parlementaire donne d'ailleurs lieu à un véritable imbroglio constitutionnel : le gouvernement de M. Itzhak Shamir n'est plus soumis à aucun contrôle parlementaire. Il est vrai qu'il s'agit d'un gouvernement de transition qui, de toute manière, ne peut plus être censuré par la Knesset.

Autre problème : l'élection du président de la Chambre. Pour la première fois dans son histoire, la Knesset s'est abstenue de procéder à cette élection au cours de sa séance inaugurale. La fonction de président est toujours assumée par un membre de la majorité ; mais comme dans la Knesset actuelle la majorité est instable... Conformément aux statuts du Parlement, le fauteuil de président par intérim doit être occupé par le doyen des députés. Il s'agit en l'occurrence de M. Yossef Burg, dirigeant du Parti national religieux, qui cumule déjà les fonctions de ministre de l'Intérieur, de la police et des cultes. Le voilà pour une période indéterminée également président de la Knesset, ce qui pour des juristes est incompatible avec le principe de la séparation des pouvoirs. Décidément, les élections du 23 juillet ont créé bien plus de problèmes qu'elles n'en ont résolu.

(Interim.)

Au Liban du Sud

MENACES SUR DES PERSONNALITÉS HOSTILES AUX AUTORITÉS ISRAËLIENNES

Saida (AFP). — Des personnalités politiques et religieuses du Liban du Sud hostiles aux autorités militaires israéliennes sont actuellement l'objet de menaces visant à leur faire quitter la région. Des tracts signés par une organisation inconnue, Les Fils du Sud résistent, ont été récemment distribués et affichés à Tyr et à Nabatieh, menaçant d'exécution vingt-deux personnalités connues pour leurs positions anti-israéliennes si elles ne partaient pas. Ces tracts avançaient des « liens » que ces personnalités auraient établis avec « des parties étrangères » : Arafat-Habache-Moscou pour les uns, Téhéran-Libye pour les autres, Damas pour la plupart. Certaines personnalités libanaises interrogées accusent des Israéliens d'être derrière cette campagne d'intimidation. On affirme même que ce sont des Israéliens en civil qui ont distribué les tracts. Les autorités israéliennes gardent le silence à ce sujet.

Parmi les vingt-deux personnalités menacées se trouvent des dignitaires religieux, tels les imams des localités de Jibchit et Nabatieh, des chefs politiques comme M. Mahmoud Fagih, le dirigeant du mouvement chiite Amal pour le Liban du Sud, des dirigeants du parti communiste libanais et même un haut fonctionnaire, M. Adnan Ibrahim, secrétaire du moshavim (gouvernement) du Liban du Sud.

L'ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE DU DÉTOURNEMENT DE L'AIRBUS IRANIEN

L'un des inculpés a été condamné à sept ans et demi de prison et l'autre acquitté

Rome (AFP). — L'un des deux jeunes Iraniens inculpés dans l'affaire de l'Airbus d'Iran Air détourné sur Rome la semaine dernière a été condamné, lundi 13 août, à sept ans et demi de prison par le tribunal correctionnel de Rome, alors que l'autre inculpé a été acquitté.

Hossein Eftekhari (dix-huit ans) a été reconnu coupable de détournement d'avion et condamné à sept ans et demi de prison, mais le tribunal correctionnel a estimé que Mohsen Rahgozar (dix-sept ans) n'avait pas « commis le fait » et l'a fait remettre immédiatement en liberté.

Les deux jeunes Iraniens, qui s'étaient rendus aux autorités italiennes mercredi dernier après six heures de négociations, étaient passibles de peines allant de sept à vingt et un ans de prison, et le ministère public avait demandé dix ans de prison pour chacun d'eux. Les juges ont rejeté les arguments des avocats, qui soutenaient que le détournement de l'Airbus iranien était un acte « de liberté » commis contre un pays où « règne la terreur ».

Durant le procès, Hossein Eftekhari a déclaré que son ami Mohsen Rahgozar ne savait « rien » de son intention de détourner l'avion au départ de Téhéran. « Lorsque je suis entré dans la cabine du pilote, a-t-il dit, Mohsen dormait, il ne s'est rendu compte de ce qui se passait que lorsque nous avons atterri à Bahrein ».

Peu après, un porte-parole de l'ambassade d'Iran annonçait qu'une demande d'extradition venait d'être déposée, tout en indiquant que cette démarche avait été effectuée « en plein accord avec la volonté des deux jeunes gens » qui, a-t-il affirmé, « veulent rentrer en Iran ».

« Nous voulons seulement aider ces deux jeunes à rentrer dans leur pays et à s'éloigner du terrorisme international », a poursuivi le porte-parole. A Téhéran, ils bénéficieront du pardon en tant que repentis. En tout état de cause, a-t-il conclu, « le code iranien ne prévoit pas la peine de mort pour les auteurs de détournement d'avion ».

A TRAVERS LE MONDE

Namibie

• M. TOIVO ELU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SWAPO. — Libéré au printemps après seize ans de détention dans les prisons sud-africaines, le fondateur de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) a été élu, dimanche 12 août, à Luanda, secrétaire général du mouvement nationaliste namibien. M. Toivo Ja Toivo devient ainsi le « numéro deux » de la SWAPO.

Philippines

• MANIFESTATIONS ANTI-GOUVERNEMENTALES. — Des policiers, armés de matraques, ont tiré et lancé des grenades lacrymogènes, le dimanche 12 août, pour disperser deux mille ouvriers qui manifestaient dans une rue du centre de Manille. Deux bombes incendiaires ont explosé sur les lieux de la manifestation, faisant une quinzaine de blessés légers. — (AP.)

AFRIQUE

Mozambique

PRETORIA S'ENGAGE DE NOUVEAU A NE PAS SOUTENIR LA RÉBELLION ARMÉE

Pretoria (AFP). — Des rencontres « fréquentes » et « de haut niveau » auront lieu entre Pretoria et Maputo pour régler « une fois pour toutes » les questions de sécurité au Mozambique. « Jusqu'à ce qu'un accord soit atteint », a déclaré, lundi 13 août, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, à l'issue d'une journée de discussions avec le ministre mozambicain à la présidence pour les affaires économiques, le général Jacinto Veloso, et auxquelles s'est joint également le premier ministre sud-africain, M. P. W. Botha.

De son côté, le général Veloso a indiqué que, à l'exception des problèmes de sécurité posés par les activités de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), opposition armée au régime de Maputo), son gouvernement était dans l'ensemble satisfait de l'application du pacte de non-agression signé entre les deux pays en mars dernier. Interrogé sur des informations selon lesquelles la RNM bénéficierait d'appuis non gouvernementaux en Afrique du Sud, M. Botha a répondu que, si cela était le cas, son gouvernement engagerait des actions immédiates pour y mettre fin, la sécurité et la stabilité régionale étant, selon lui, la priorité commune des deux parties.

Les opérations de sabotage de la RNM ont perturbé les approvisionnements en électricité de l'Afrique du Sud, fournis par le barrage mozambicain de Cahora-Bassa aux termes d'un accord tripartite renouvelé récemment entre le Portugal (maître d'œuvre du barrage), le Mozambique et l'Afrique du Sud. Les relations bilatérales aux plans économique et agricole viendront par la suite, a encore indiqué M. P. W. Botha, qui a qualifié de « déjà très encourageants » les investissements privés sud-africains au Mozambique.

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

Stephen Jay Gould

Quand les poules auront des dents

Reflexions sur l'Histoire naturelle

Fayard le temps des sciences

La dernière tentative brillante et pittoresque du plus grand naturaliste américain pour expliquer, à la lumière de la théorie de l'évolution, les caractéristiques parfois surprenantes des êtres vivants.

FAYARD

ASIE

Inde

Les grandes manœuvres politiques se développent à l'approche des élections législatives

Delhi. - A quelques mois des prochaines élections législatives, prévues avant la fin de l'année, un vigoureux renouveau secoue la scène politique indienne. Si l'on s'était accoutumé aux préparatifs effrénés de l'opposition, la bourrasque qui vient de traverser l'appareil du Congrès (I), était, quant à elle, inattendue.

Au premier abord, rien de bien dramatique : deux remaniements ministériels à court intervalle, permettant, dans un premier temps, de placer à l'abri, à la veille de la reprise parlementaire, un ministre de l'Intérieur jugé vulnérable à la suite des événements du Pendjab et, dans un deuxième temps, de libérer M. Venkataraman de ses fonctions de ministre de la défense, afin qu'il puisse présenter sa candidature au poste de vice-président de l'Union indienne et terminer ainsi honorablement sa carrière politique. Pourtant, dans la foulée de ces réorganisations tactiques, on notait quelques « mystères ». Ainsi, début août, vit-on M. Tiwari, alors ministre de l'Industrie, interrompre précipitamment un voyage officiel à Vienne pour accepter une fonction indéfiniment subalterne : celle de ministre en chef de son Etat natal, l'Uttar-Pradesh. Un travail à la fois urgent et délicat l'attendait : remettre d'aplomb la section régionale du Congrès (I) dans le plus peuplé des Etats Indiens (cent dix millions d'habitants, un septième de l'électorat national...).

En effet, en Uttar-Pradesh, le Congrès (I) s'était vu infliger deux cinglantes défaites lors des élections partielles de mai dernier. Non seulement il avait perdu un siège au profit du Lok Dal de l'ancien premier ministre membre du Janata, M. Charan Singh, mais, plus humiliant encore, un de ses candidats était battu par le Rashtriya Sanjay Manch (RSM) de Maneka Gandhi, la belle-fille rebelle du premier ministre.

Longtemps considéré comme un épiphénomène, le RSM a pourtant de quoi sérieusement inquiéter M. Gandhi. Si la jeune formation de Maneka Gandhi, réunissant de nombreux mécontents du Congrès (I), ne peut maintenir sa pression en Uttar-Pradesh, il lui sera sans doute possible de mettre à mal ce parti régnant dans une douzaine de localités - en particulier Amethi, l'ancienne circonscription de Sanjay Gandhi, actuellement tenue par son frère Rajiv. Brigué par Maneka Gandhi en personne, Amethi est devenue un symbole, et une défaite de Rajiv, « dauphin de la lignée Nehru-Gandhi », aurait une incidence catastrophique sur l'avenir du Congrès (I).

Rappels à l'ordre

Pour le parti de M. Gandhi, les déboires de mai s'expliquent, d'une part, parce que l'opposition avait su forger un semblant d'unité, mais surtout parce que le Congrès (I) régional était miné par des dissensions internes que le ministre en chef d'alors, M. Shripast Mishra, s'était révélé incapable de juguler. Suite à la nomination de M. Tiwari, un deuxième ministre de l'Union, M. Singh, a été dépeché sur place pour reprendre la présidence de cette section régionale : deux témoins du « centre » ont donc pour tâche ingrate de rétablir la « paix des clans » dans l'Etat.

Tout comme en Uttar-Pradesh, le calendrier électoral fait fondre les dissensions dans d'autres Etats. Ainsi, la rapide dégradation de l'appareil du parti dans la Maharashtra a longtemps été source de préoccupations. Etat vital pour le pays, assurant près de 40 % du produit national, la Maharashtra a vu se succéder, en moins de deux ans, trois ministres en chef dans une regrettable acrobatie. A l'origine, il y eut une ténébreuse affaire de corruption, au cours de laquelle on eut l'audace d'évoquer le nom du premier ministre. Contraint à la démission, le ministre en chef de l'époque, M. Antulay, a néanmoins su conserver une influence au sein du Congrès (I), n'hésitant pas à s'en servir pour perturber la gestion de ses successeurs...

Regroupement de l'opposition

Les rappels à l'ordre répétés du « centre » ont cependant porté leurs fruits au Maharashtra : les factions ennemies de Bombay viennent de trouver le chemin de la réconciliation. Simultanément, des missions de haut niveau partaient de Delhi pour le Bihar où une autre « chache de guerre » a été aussitôt enterrée. De même, dans les Etats de Gujarat et d'Orissa, les voix dissidentes se mettent en sommeil...

Depuis le retour au pouvoir de M. Gandhi en janvier 1980, la cohésion interne du parti n'a cessé de se dégrader. La mort accidentelle, en juin de la même année, de celui qui avait été le chef de file des

De notre correspondant

« jeunes turs » du parti, Sanjay Gandhi, a contribué à réveiller les vieilles querelles.

Ces faiblesses ont permis une résurrection de l'opposition. Forte de ses victoires électorales, en janvier 1983, dans les Etats d'Andhra Pradesh et du Karnataka - victoires renforcées quelques mois plus tard lorsque la Conférence nationale du docteur Farooq au Cachemire décidait de rompre la tutelle du Congrès (I) et de se ranger résolument dans le camp anti-Indira Gandhi - l'opposition avait entamé un long processus de regroupement. Dès l'automne 1983, elle se cristallisa autour de deux coalitions : le Front Uni, composé de six formations de centre-gauche avec le Janata de M. Charan Singh, et l'Alliance nationale démocratique, de coloration plus droite, réunissant le Lok Dal de M. Charan Singh et le Bharatiya Janata Party (BJP) de M. Atal Vajpayee.

L'assaut donné au Temple d'or à Amritsar et l'éviction des éléments extrémistes sikhs ont certainement été le signe d'une reprise en main des affaires du Congrès (I). Si l'opération militaire du Pendjab terminée, Mme Gandhi se hâta de passer à l'offensive politique contre les maillons faibles de l'opposition. En exploitant habilement la discorde au sein de la Conférence Nationale, elle provoqua la chute, début août, du gouvernement du docteur Farooq au

Cachemire. Plus au sud, dans le Karnataka, deux députés de la coalition Janata-BJP se désistèrent, ce qui laissait entrevoir la possibilité d'une chute de ce gouvernement régional.

De nouveau menacés, les partis d'opposition ont néanmoins du mal à surmonter les frictions de personnalités et les particularités régionales, qui continuent de saper toute ébauche d'action unitaire. Une scission survint dans les rangs du Janata le mois dernier à propos d'un nouveau bouleversement des ententes. Deux factions opposées à M. Shekhar ont rejoint le Congrès (S) de M. Sharad Pawar, autre membre du Front uni, pour tenter un pacte avec le Lok Dal, qui prend ses distances par rapport au BJP. La position du chef du Lok Dal, M. Charan Singh, qui, jusqu'alors, souffrait de n'être que le numéro deux de l'alliance BJP-Lok Dal, vient d'être ainsi renforcée.

Pourtant, il n'est pas exclu que, à force de pressions et de compromis, l'opposition parvienne dans les prochains mois, sinon à réaliser son unité, du moins à accepter - pour en tirer les conséquences tactiques - le fait que l'adversaire du moment est toujours le Congrès (I). Reste à voir si les permutations incessantes autour de personnalités discordantes auront convaincu quelque trois cent cinquante millions d'électeurs qu'une « alternative nationale » au Congrès (I) existe réellement.

(Interim.)

Au Pakistan

DES AVIONS AFGHANS BOMBARDENT UN VILLAGE

Islamabad (AFP). - Trois avions afghans ont bombardé, le lundi 13 août, un village pakistanais du district de Kuram, à 20 kilomètres de la frontière afghane, faisant un mort et cinq blessés, annonce-t-on à Islamabad dans une déclaration officielle. Une maison du village de Kum-Alizai, situé à 10 kilomètres au sud-ouest de Parachinar et à quelque 400 kilomètres au nord-ouest d'Islamabad, a été détruite et une dizaine d'autres sérieusement endommagées. Du bétail a également péri lors de l'attaque.

Kum-Alizai se trouve près de la province afghane du Pakhtia, où, selon des diplomates occidentaux, des combats opposent depuis deux mois des résistants afghans aux forces de Kaboul. Selon ces diplomates, cent cinquante militaires soviétiques ou afghans ont été tués ou blessés en juillet au cours de ces affrontements.

Le chargé d'affaires afghan a été convoqué lundi au ministère pakistanais des affaires étrangères, où une note de protestation lui a été remise. Celle-ci fait notamment observer que « de tels incidents, à la veille des discussions indirectes entre le Pakistan et l'Afghanistan, sous l'auspice des Nations unies, ne peuvent qu'aggraver la situation ». Les différends entre le Pakistan et l'Afghanistan, rappelle-t-on, doivent être examinés séparément avec les Nations unies, fin août à Genève.

Selon Islamabad, l'aviation afghane a effectué plus de quatre cents incursions dans l'espace aérien pakistanais depuis le début de l'année.

Libérés à Séoul

SIX PIRATES DE L'AIR CHINOIS SONT ARRIVÉS À TAIWAN

Six pirates de l'air chinois, condamnés à des peines de quatre à six ans de prison pour avoir détourné en mai 1983 un avion des lignes intérieures chinoises sur Séoul, sont arrivés à Taipei, le lundi 13 août, après avoir été libérés puis expulsés de Corée du Sud.

Le ministre sud-coréen de la justice a annoncé que les pirates de l'air avaient unanimement choisi de se rendre à Taiwan où les autorités nationalistes chinoises leur avaient offert l'asile politique.

Le 6 mai 1983, les six pirates de l'air - cinq hommes et une femme - avaient détourné sur Séoul un Trident des lignes intérieures chinoises avec quatre-vingt-dix-sept passagers à bord et s'étaient rendus aux autorités sud-coréennes après sept heures de négociations.

Bien qu'une protestation soit considérée comme probable de la part de Pékin - qui avait réclamé des peines sévères pour les pirates, - les observateurs ne s'attendent pas que la décision de Séoul mette sérieusement en cause la politique suivie ces derniers temps par la Chine à l'égard de la Corée du Sud. Les deux pays n'ont pas de relations diplomatiques, mais un certain rapprochement s'est récemment dessiné entre eux, notamment grâce à diverses rencontres entre leurs sportifs respectifs. - (AFP.)

Birmanie

LES REBELLES KARENS ANNONCENT LA MORT DE DOUZE MILITAIRES

Des combats sporadiques opposent, depuis le mercredi 8 août, les autochtones karens aux troupes gouvernementales, près du village de Wang-Kha, situé dans le sud de la Birmanie, rapporte l'AFP à Bangkok. La guérilla avance le chiffre de dix-sept morts, dont douze soldats birmanes et cinq combattants karens, indique-t-on de même source.

Le point fort de ces affrontements a été la reconquête, le jeudi 9 août, par la guérilla, d'une colline transformée par les troupes birmanes en base d'artillerie contre le village de Wang-Kha, à la frontière birmano-thaïlandaise.

Les troupes birmanes assiègent, depuis janvier, les bastions karens à bord et s'étaient rendus aux autorités sud-coréennes après sept heures de négociations.

Rappelons qu'un jeune couple de Français, M. et M^{me} Bous, avait été enlevé, et libéré six semaines plus tard, le 18 octobre 1983, par des rebelles karens. Les insurgés réclamaient, notamment, que la France cesse toute aide au gouvernement birman.

Le Bhoutan en quête d'indépendance

(Suite de la première page.)

C'est ainsi qu'une délégation de Timphu s'est rendue, du 16 au 21 avril dernier, à Pékin pour y avoir des conversations sur la question frontalière. L'événement est passé presque inaperçu. C'était pourtant la première prise de contact officielle entre les deux pays, au niveau des hautes fonctionnaires, depuis l'annexion du Tibet par la Chine, en 1959. Le Bhoutan avait alors fermé sa frontière et interdit le commerce entre les deux régions, qui s'effectuaient jusqu'alors par quelques passes de l'Himalaya. (Un représentant chinois était cependant venu assister au couronnement du jeune roi Jigme Singye Wangchuck, en 1974.)

« Il y a environ trois ans, nous déclarait le ministre des affaires étrangères, M. Lympo Dawa Tsering, nous avons envoyé une note à la Chine pour envisager la démarcation de la frontière dans une zone de quelques centaines de kilomètres carrés où passent les animaux des deux pays » (le reste du tracé de la frontière, qui n'est pas borné, ne prête pas à contestation). Il ajoute : « Les Chinois nous ont donné leur accord de principe, mais ont demandé un peu de temps avant de nous inviter à ouvrir une négociation ». Cette démarche est le signe d'une notable manifestation d'indépendance de la part du Bhoutan. Dans le contexte subtil des relations entre Timphu et New-Delhi, l'initiative des Bhoutanais a toute son importance. Le roi s'est en effet informé des Indiens qu'après coup !

Selon un traité signé en 1949, après l'indépendance de l'Inde, celle-ci - s'inspirant de celui établi en 1910 entre le Royaume et l'Empire britannique des Indes - « guide » la politique étrangère du Bhoutan, vers une « indépendance » aide substantielle et le laisse, en principe, maître de conduire à sa guise ses affaires intérieures. Les choses ont cependant changé depuis bientôt quarante ans ! Et le Bhoutanais se montre optimiste quant à ses résultats probables.

L'ouverture d'un dialogue avec la Chine a, bien entendu, une portée politique beaucoup plus vaste que la simple question de la démarcation de la frontière et même que celle de la reprise des échanges. D'abord, son issue peut influencer l'important contentieux frontalier sino-indien. Ensuite, Timphu ne reconnaît pas ainsi la souveraineté de Pékin sur le Tibet ? Quoi qu'il en soit, Bhoutanais et Chinois sont convenus qu'il n'y avait pas de différend entre eux et que c'était une bonne chose de parler... La prochaine phase des conversations aura lieu à Timphu, fin 1984 ou début 1985. Et les Bhoutanais se montrent optimistes quant à ses résultats probables.

Le ministre des affaires étrangères assure que le traité avec l'Inde ne constitue pas une entrave à cette évolution. Si les autorités bhoutanaises tendent à minimiser la portée de ce document, elles n'en souhaitent cependant pas l'abrogation. Car, à la vérité, il représente le « parapluie » sur lequel Timphu pourrait compter en cas de menace de la part de la Chine. C'est la répression du mouvement tibétain qui avait conduit le Bhoutan à s'appuyer sur l'Inde, mais force est de constater aujourd'hui qu'il est de moins en moins un protecteur de New-Delhi. Et que les dirigeants font tout pour le démontrer - messages et voyages à l'étranger, initiatives diplomatiques, prises de posi-

tion dans les conférences internationales, appel à l'aide multinationale, etc. - tout en assurant, comme le fait M. L.D. Tsering, que les rapports avec l'Inde sont en ne peut plus « fraternels, cordiaux, amicaux ».

La frontière himalayenne

L'influence de New-Delhi ne régresse, au demeurant, que très lentement. Le Bhoutan est encore le pays d'Asie du Sud qui entretient les

capitale du Sikkim. Officiellement, quelques milliers de soldats indiens (Indian military training team (IMTRANT, groupe d'entraînement militaire) - sont au Bhoutan pour entraîner la petite armée bhoutanaise (cinq à six mille hommes), mais les observateurs estiment que leur importance est, en réalité, l'ordre d'une division, ce qui laisse plutôt à penser le voyageur croise sur les routes. C'est un chapitre, en tout cas, sur lequel les responsables



bhoutanais sont avares de précisions. Le jeune roi assure : « Nous n'avons pas d'armée indienne sur notre territoire, sinon nous n'aurions pas d'aussi bonnes relations. Nous souhaitons un corps expéditionnaire pour l'entretien des routes... »

A bout de bras

meilleurs rapports avec l'Inde, et qui se plaint le moins de ses empiétements. Il est vrai qu'il aurait mauvaise grâce à le faire, compte tenu de l'importance de l'aide qu'il reçoit de son protecteur et des rapports de forces entre les deux pays.

En 1950, le premier ministre indien, Nehru (le père de Mme Gandhi), déclarait : « Depuis des temps immémoriaux, l'Himalaya nous a procuré une souplesse frontalière (avec la Chine). Nous ne pouvons permettre la franchissement de cette barrière naturelle parce que c'est aussi la principale frontière de l'Inde... ». D'où l'importance stratégique que ce pays attache aux Etats-tampons de ces régions, y compris lorsqu'il s'agit de territoires aux fortes traditions d'indépendance, comme le Népal et le Bhoutan. Les mêmes considérations géopolitiques ont bien entendu été prises en compte lorsque le Sikkim, royaume himalayen proche du Bhoutan, fut annexé par New-Delhi (1).

L'Inde a renforcé son système de défense dans tout l'Himalaya, après 1959, puis après sa défaite devant la Chine dans cette région, en 1962. Elle a construit les principales routes nord-sud et ouest-est du Bhoutan, pouvant permettre à ses troupes de gagner en une journée plusieurs positions avancées face à la Chine, où elles disposent déjà de camps, voire de véritables bases assurant notamment la surveillance de la liaison du Tibet à Gangtok, la

C'est New-Delhi aussi qui financera l'achat d'un frégate pour renforcer la station de radio locale...

L'ouverture...

Sur la scène internationale, le Bhoutan suit une démarche discrète, conforme à sa « façon de vivre bouddhiste » (boudhist way of life), paisible et comme à l'écart du monde. Même après son entrée aux Nations unies, en 1971, il eut du mal à se faire admettre comme un pays réellement indépendant. Ses initiatives ne laissent pourtant planer aucune ambiguïté sur sa volonté de prendre du champ par rapport à l'Inde - sans, toutefois, se livrer à une politique d'équilibre entre ce pays et la Chine, comme a tendance à le faire le Népal proche. « Nous poursuivons aujourd'hui une politique tournée vers le monde extérieur », déclare le ministre des affaires étrangères.

L'entrée de l'ONU fut un acte déterminant, mais le Bhoutan limite ses rapports à un nombre très réduit de pays. Il a établi des relations diplomatiques avec le Bangladesh (1981) et le Népal (1983) - deux pays qui ressentent, eux aussi, l'influence indienne - et cela était déjà suffisamment chargé de signification. Timphu souhaitait aussi depuis longtemps disposer d'un autre débouché vers l'Océan Indien que le port de Calcutta. L'Inde a finalement octroyé, en 1983, un droit de transit à travers son territoire au commerce bhoutanais vers le Bangladesh, ainsi que vers le Népal. Le Bhoutan, qui ne perd pas une occasion de plaider, dans les conférences internationales, la cause des pays enclavés, n'en maîtrise pas pour autant ses relations économiques extérieures, aussi longtemps qu'il formera une zone de libre-échange avec l'Inde (2). Cela l'expose, en particulier, à l'appétit d'hommes d'affaires indiens qui écoulent leurs denrées sur son territoire ou viennent y chercher des produits, dont il est impossible de dire qu'ils ne sont pas exportés... Nous ne pouvons être maîtres de notre commerce extérieur, qui se fait en principe pour 95 % avec l'Inde, ni en connaître les chiffres exacts », reconnaît un haut fonctionnaire de Timphu.

A l'ONU, cependant, ainsi qu'au sein du mouvement des pays non alignés dont il est membre, le Bhoutan ne s'est pas... aligné sur l'Inde au cours des votes sur les questions du Cambodge et de l'Afghanistan et s'est retrouvé parmi les pays modérés dénonçant la présence de « troupes étrangères » dans ces deux Etats.

L'ouverture de nouvelles relations diplomatiques est freinée par le manque de personnel et peut-être aussi par le souci de limiter le nombre de représentations étrangères à Timphu. Sens, l'Inde - dont l'importante mission dans la capitale reflète les ambitions politiques - et le Bangladesh y disposent d'une délégation permanente. Dans la majorité des cas, les pays étrangers sont représentés auprès du royaume par leur ambassade à New-Delhi : la France, pour sa part, ne s'y était pas manifestée depuis plusieurs années, ce qu'elle a fait en avril 1984. Inversement, le Bhoutan ne compte que trois ambassades à l'étranger - New-Delhi, New-York et Dhaka - et, depuis peu, un consulat général au Koweït (qui lui a accordé une aide), chargé d'étendre les relations avec les Etats du Golfe. Mais, singu-

larité de taille, il n'entretient pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis (3) ni avec l'URSS et les autres pays de l'Est. « Nous ne voulons pas être impliqués dans les conflits des superpuissances », déclare le roi Jigme Singye Wangchuck.

... et l'aide internationale

Sur le plan des relations économiques internationales, le Bhoutan a franchi plusieurs étapes ces dernières années. Il avait adhéré au plan de Colombo en 1962. Son admission aux Nations unies lui a ouvert l'accès aux organisations spécialisées de l'ONU. Principal donateur après l'Inde (25,5 millions de dollars pour la période de 1982-1987), le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) distribue une large partie de l'aide internationale (65 millions de dollars, pour 1982-1987). Le Bhoutan bénéficie encore de prêts à faibles taux d'intérêt du Fonds international pour le développement agricole, de la Banque asiatique de développement et de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, sous l'égide de laquelle devrait se constituer bientôt un groupe consultatif international d'assistance au Bhoutan, comme il en existe pour d'autres pays. Timphu estime, en effet, que la procédure mise en place après la Conférence sur les pays les moins avancés - une réunion des organismes et pays donateurs a eu lieu en mai 1983, à Genève, sous la présidence du PNUD - leur permet une mobilisation suffisante en matière de fonds et que celle de la Banque mondiale devrait permettre d'aboutir à de meilleurs résultats.

Aussi bien, le royaume cherche-t-il à s'appuyer sur ces divers organismes multilatéraux pour financer son effort de développement, plutôt que sur l'Inde, même si celle-ci est appelée à conserver une place prépondérante dans l'avenir proche. Cette évolution du Bhoutan le fait « tomber », par la force des choses, et malgré ses professions de foi pour le non-alignement, dans le camp de l'influence occidentale en matière de développement. Et cela afin d'assurer ce qu'on appelle à Timphu la « modernisation » du pays, en sauvegardant les traditions.

GÉRARD VITATTELE.

Prochain article : Handicaps et potentialités.

(1) L'absorption du Sikkim par l'Inde a évidemment placé Timphu sur ses gardes. En 1975, au terme d'une longue bataille politique, l'Inde a imposé dans le royaume voisin, son protectorat depuis 1950, une réforme constitutionnelle ayant conduit à son annexion et à la destruction du royaume. Le Sikkim est aujourd'hui un Etat de l'Union indienne, ce que la Chine, apparemment, ne reconnaît pas. Mais M. Gandhi ne pouvait tolérer l'instabilité du Sikkim et les velléités d'indépendance du monarque, dans une région que traverse la route du Tibet à Darjeeling, où elle maintient également des troupes.

(2) La monnaie bhoutanaise, le Ngultrum (Nu) est parité avec la roupie indienne.

(3) Le Bhoutan reçoit néanmoins une aide américaine indirecte à travers celle des organisations des Nations unies au financement desquelles participent les Etats-Unis et même quelques dons directs de personnalités américaines à des projets de développement spécifiques.

هكزامن الأصل

APRÈS LE SCRUTIN RÉGIONAL EN CORSE

Le RPR et le Front national à la recherche d'un candidat commun

De nos envoyés spéciaux

Ajaccio. — Après l'élection de l'Assemblée de Corse, au sein de laquelle l'opposition dispose, avec le Front national, d'une majorité relative de trente sièges (sur cinquante et un), les deux principaux groupes politiques ont activement recherché l'élection du président, fixée au vendredi 24 août.

A gauche, M. François Giacobbi, dont la liste MRG arrive en tête de la majorité présidentielle avec 14,17 % des suffrages devant celle de M. Nicolas Alfonsi (13,80 %), a déjà fait savoir qu'il serait candidat aux trois tours de scrutin (deux à la majorité absolue et le troisième à la majorité simple).

M. Giacobbi a indiqué qu'il n'envisageait pas d'engager de pourparlers avec les autres partis de gauche. Arrivé en tête des trois listes, il attend de ses partenaires un strict respect de la discipline républicaine. M. Bernard Delanoë, membre du secrétariat national du PS, a déclaré, lors d'une conférence de presse, lundi 13 août à Ajaccio, que

son parti jouera le jeu de cette discipline républicaine, mais il a insisté sur l'importance de l'émergence de la « nouvelle force » que constitue, selon lui, l'alliance entre le PS et le MRG de Corse-du-sud. Au total, la gauche peut bénéficier de vingt-cinq voix. Il est exclu que celles des conseillers autonomistes (trois) ou nationalistes (trois) se portent sur M. Giacobbi, accusé de « claudisme ».

Avec vingt-quatre suffrages, la droite traditionnelle (19 élus pour la liste RPR-UDF-bastaristes et 5 pour la liste CNTU-RPR dissidents) serait en minorité. Il lui faut donc trouver un terrain d'accord avec la liste du Front national conduite par M. Jean-Paul de Rocca-Serra. Ce dernier, tout au long de la campagne, a refusé par avance la candidature de M. Jean-Paul de Rocca-Serra qualifié d'« homme usé ». Il a fait de ce refus un préalable, auquel il ajoute la nécessité de définir un pro-

gramme d'action. Mais le leader local du Front national souhaite une entente avec l'union de l'opposition : il a proposé deux candidats de substitution à M. Jean-Paul de Rocca-Serra : M. Jean Bagnoni, maire et conseiller général UDF de Haute-Corse, et M. Jérôme Polverini, maire (RPR) de Pianottoli-Caldarello (Corse-du-Sud) depuis 1977, tous deux élus sur la liste d'union de l'opposition.

M. de Rocca-Serra a indiqué, lundi 13 août, qu'il se pose aucun préalable à la négociation avec le Front national, estimant que le problème de la présidence est « accessoire ». « Je n'ai pas mené une liste pour être candidat à la présidence mais pour réunir les conditions d'une majorité », a-t-il déclaré.

« Cette majorité devra prendre une direction en vue de dégarer une politique. Être le Front national et nous, il n'y a pas de divergences sur la Corse. Tout le monde fera preuve de sagesse et de raison ».

à la gauche. Je pense que le Front national commettrait une lourde erreur s'il lançait de manière définitive une exclusive contre tel ou tel membre de notre équipe ».

Bras de fer

M. Jean-Paul de Rocca-Serra pourrait donc céder la place à M. Jérôme Polverini. Agé de quarante-quatre ans, énarque, M. Polverini n'était pas partisan du statut particulier. Mais il passe pour un homme désireux de tirer des institutions nouvelles le meilleur parti.

Pour l'heure, le groupe RPR semble vouloir peser davantage sur la négociation, et pour cela, se montre décidé à maintenir la candidature de M. de Rocca-Serra, afin de mettre le Front national au pied du mur. Toute défection à droite ferait en effet le jeu d'une gauche pourtant minoritaire. Mais la tonalité de M. de Rocca-Serra lui-même incline à penser que cette partie de bras de fer tactique est surtout destinée à l'opinion.

Déjà, RPR et Front national se rejoignent sur la composition du bureau de l'Assemblée. L'un et l'autre souhaitent un bureau élargi — notamment aux amis de M. Giacobbi.

Pour le RPR et l'UDF, cette épreuve qu'elle n'attendait pas est une partie difficile. Ils ne sont plus confrontés au jeu des partis implantés dans l'île de longue date ou à un ensemble d'élus inorganisés qu'il s'agit plus de séduire que de convaincre, mais à une force politique qui, en grande partie, son centre de décision à Paris. C'est pourquoi M. de Rocca-Serra s'efforce désormais de strictement « régionaliser » la question de l'alliance avec le Front national local pour que celle-ci ne devienne pas une « nouvelle affaire de Dreyfus », comme l'a suggéré M. Nicolas Alfonsi.

DOMINIQUE ANTONI
et DANIELLE ROUARD.

RÉACTIONS

● M. FRANÇOIS GIACOBBI : « Le MRG est la première formation de gauche en Corse ». — M. François Giacobbi, tête de la liste du MRG de Haute-Corse à l'élection régionale du 12 août, estime que son parti, représentant « la deuxième formation politique de la Corse et la première formation politique de gauche en Corse, il faudra bien en tirer toutes les conséquences ».

Dans une déclaration à l'AFP, M. Giacobbi, sénateur, MM. Jean Zucarelli et Jean-Paul Luisi, députés radicaux de gauche, assurent qu'« ils appliqueront à la lettre les principes énoncés pendant la campagne, à savoir : non à la violence, au racisme et au séparatisme, oui à la paix civile, à la fraternité et à l'unité nationale ».

● M. JEAN POPEREN : « Un cinquantenaire aux prétentions des partis de droite ». — M. Jean Popereen, membre du secrétariat national du PS, constate : « L'ensemble de la gauche progressiste, y compris l'alliance des socialistes et des radicaux de gauche : l'union des partis de droite — RPR et UDF — recule et subit un très dur échec ».

Après tout leur tintamarre de ces derniers jours, c'est un cinquantenaire aux prétentions des partis de droite, qui n'ayant rien à dire sur les sujets importants, n'ont d'autre emploi que de tenter de déstabiliser et troubler la vie démocratique de notre pays (...). M. Poperen, décidément en panne d'imagination, aurait été bien inspiré de s'élever de reprendre le refrain de la dissolution, qui n'est décidément pas de saute ».

● L'agitation des chefs de la droite n'a d'autre effet que d'appuyer de l'eau au moulin des extrémistes du Front national, qui, certes, se retrouvent en Corse en dessous de leur score surprise des élections européennes, mais n'en représentent pas moins une fraction importante de la droite. Les autres formations de droite vont-elles, en Corse comme à Dreux et ailleurs, s'allier au Front national ? (...)

● M. PIERRE BAUBY : Les problèmes fondamentaux ne sont pas réglés. — M. Bauby, secrétaire politique du PCML (marxiste-léniniste), a déclaré : « Ni le statut particulier de la Corse ni la dissolution de l'Assemblée régionale ne permettent de régler les problèmes fondamentaux qui se posent au peuple corse : absence de développement économique, salaires inférieurs de 20 %, chômage record, domination des clans, culture aliénée, etc. ».

La composition de la nouvelle assemblée

Trente-six sortants réélus, vingt-cinq nouveaux venus — dont deux femmes, — le personnel politique de la seconde Assemblée de Corse est renouvelé à plus de 40 %. Le Front national et la liste d'Unité nationale accentuent ce renouvellement. A l'exception de la liste conduite par M. Jean-Paul de Rocca-Serra où tous les élus, sauf un, sont des sortants, chaque liste a peu ou prou renouvelé ses représentants. La moyenne d'âge des sortants est de cinquante ans ; c'est aussi celle des neuf élus de la liste conduite par M. Nicolas Alfonsi. La liste du Front national compte dans ses rangs le doyen de l'Assemblée avec M. Roger Palmieri, quatre-vingt-deux ans, et les indépendants, le benjamin avec M. Dominique Gallot, vingt-six ans. Le groupe Unité nationale, qui compte trois élus est, en moyenne d'âge, le plus jeune : trente-huit ans, alors que le plus âgé est celui de l'UDF, cinquante-neuf ans. Les deux femmes élues dans cette Assemblée sont M^{me} Nicole Borelli, de la liste du Front national, et Agnès Benetti, sur la liste du PCF.

Liste du Front national :
MM. Pascal Arrighi ; Denis Celli ; Roger Palmieri ; Jean-Baptiste Calandini ; Jean-Paul Battisti ; M^{me} Nicole Borelli.

Liste MRG :
MM. François Giacobbi ; Jean-Paul Luisi ; député ; Emile Zucarelli ; Paul-Xavier Scarsino ; Xavier Colonna ; Albert-Roland Calloni ;

Dominique Baldacci ; Jean-Luc Chiappini ; Antoine Paradis.

Union du peuple corse :
MM. Max Simoni ; Dominique Lucchini ; André Fazi.

Liste d'union socialiste et radicale :
MM. Nicolas Alfonsi ; Prosper Alfonsi ; ancien président de l'Assemblée régionale ; Jean Motroni ; Pascal Pozzo di Borgo ; Paul Scarsone ; Vincent Carloti ; Charles Cesari ; Ange Pantaloni ; Toussaint Luciani.

« Unité nationaliste » :
MM. Pierre Poggiali ; Dominique Gallot ; Yves Stella.

[M. Pierre Poggiali, militant nationaliste de longue date, licencié en droit, après des études à l'université de Nice, — où il s'est formé au militantisme dans les milieux d'extrême droite, — animateur de la Consultation des comités nationalistes, dissoute en 1983, est responsable du Mouvement corse pour l'autodétermination. C'est lui qui a permis la médiation et évité, par son engagement personnel, l'effacement entre les nationalistes les forces de l'ordre le 17 janvier 1984, à Serriera, lors de l'enterrement d'un militant de l'ex-FLNC, Etienne Cardo, tué par sa propre bombe. Il est considéré comme l'un des théoriciens et des tacticiens les plus en vue du mouvement nationaliste.]

[M. Dominique Gallot, vingt-six ans, est élu, mais il est surtout connu pour être l'un des chanteurs du groupe Canta u populu Corsu, qu'il a quitté pour des raisons politiques. Il a conduit la liste du MCA aux élections municipales de mars 1983, à Corte.]

[M. Yves Stella, quarante-trois ans, est représentant de commerce et ex-militant de l'ex-FLNC. Il a été élu en juin 1978 devant la Cour de sûreté de l'Etat, puis condamné à quinze ans de réclusion ; il est rentré en Corse en juillet 1981 après l'amnistie générale. Il est l'un des animateurs du MCA. Il joue un rôle actif dans la rédaction du journal nationaliste U Ribombu est considéré comme le représentant de la « gauche » du mouvement nationaliste.]

CNIP :

MM. Joseph Chiarelli ; François-Marie Geronimi ; Jean-Christophe Léandri ; Louis-Ferdinand de Rocca-Serra ; Jean-Marc Baleli.

Liste d'opposition nationale :

MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR ; Charles Ornano, sénateur (NI) ; José Rossi ; Pierre Pasquini, ancien député ; Jean Bagnoni ; Jean-Charles Colonna ; Jérôme Polverini ; Paul Donat-Poli ; Jean-Louis Albertini ; Jean-Paul Colonna ; Xavier Villanova ; Pierre-Philippe Ceccardi ; Paul Patriarche ; Jean Vellutini ; François-Antoine Gandolfi ; Jules-Paul Natali ; François Piazza-Alessandrini ; Henri Antonia ; Antoine Gambini.

PCF :

MM. Dominique Buccini ; Alfonso Tamburini ; Albert-Paul Stefanini ; Albert Ferracci ; Antoine Antonini ; Paul Bengelmi ; M^{me} Agnès Benetti.

● Lendemain d'élection : un blessé. — M. Hervé Martin, vingt et un ans, qui faisait, à Evia (Corse-du-Sud), lundi 13 août, au petit matin, la victoire d'une liste aux élections régionales corse, a été grièvement blessé d'un coup de fusil de chasse parti accidentellement. Son état était jugé critique lundi dans la soirée.

● Arrestation en Haute-Corse d'un militant présumé de l'ex-FLNC. — Jean-Nicolas Antonioti, un militant présumé de l'ex-FLNC, condamné par contumace le 26 juillet par le tribunal de grande instance de Bastia à six mois de prison, a été arrêté lundi 13 août à Vallica (Haute-Corse). Interpellé en juillet 1983 alors qu'il distribuait dans les rues d'U-Rouisse des tracts de l'ex-FLNC, armé et masqué, puis relâché après avoir été inculpé de « reconstitution de ligue dissoute et infraction à la législation sur les armes », Jean-Nicolas Antonioti avait comparu à partir du 19 juillet devant le tribunal de grande instance de Bastia. Ne s'étant pas présenté à l'audience, il sera jugé jeudi 16 août par ce même tribunal.

Que vont faire les nationalistes ?

De notre envoyée spéciale

Que feront les séparatistes à l'assemblée ? Ils délibéreront le jour et plébisciteront la nuit, prédit M. Arrighi. Les leaders de l'opposition n'ont guère apprécié la fantasia des indépendantistes qui ont été l'entrée de trois de leurs à l'assemblée, dans la nuit du 12 au 13 août. Mais, aux dernières municipales, l'opposition ne s'était guère privée de pérorer pour son succès.

L'« Unité nationaliste » s'est, pour sa part, réjouie, le 13 août, d'avoir « infligé un cinglant échec à la stratégie du pouvoir » qui tentait de « marginaliser les nationalistes corse ». Cette liste a obtenu des suffrages un peu partout sur l'île. « Ceux qui ont voté nationaliste ne l'ont pas fait en échange d'un service à rendre ou d'un emploi... Les élus appliquent scrupuleusement les décisions adoptées par l'Assemblée des nationalistes qui se

recommandent de ce combat unitaire ».

La participation à l'assemblée est, à leurs yeux, un moyen parmi d'autres « pour faire avancer la lutte sur le terrain ». Il faudra occuper la rue, rassembler, renforcer les structures du contre-pouvoir, disent-ils.

M. Pierre Poggiali, l'a d'ailleurs confirmé : politique légitime et lutte clandestine sont solidaires d'une stratégie globale de combat. La MCA (Mouvement corse pour l'autodétermination) a convoqué une assemblée générale pour le dimanche 19 août. La menace d'attentats pèse sur les insulaires comme une épée de Damoclès. Elle peut être, désormais un moyen de pression utilisé par les nouveaux élus pour obtenir ce qu'ils demandent : le statut politique pour les emprisonnés, voter l'amnistie.

D. R.

POINT DE VUE

Comment sauver le référendum

par HUGUES PORTELLI (*)

TOUT bien pesé, on peut se demander si l'échec de la révision de l'article 11 de la Constitution ne vient pas du dispositif de l'article 88 de cette même Constitution, ainsi qu'à la manière dont le président a été conduit à l'utiliser. Demander aux deux Chambres d'approuver la révision peut faire redoubler leur vote par le peuple aboutit à combiner deux logiques parfaitement contradictoires : la première est celle de la révision parlementaire, le vote des deux Chambres se poursuivant logiquement par leur réunion en Congrès, ce que fit Valéry Giscard d'Estaing en 1974 et en 1976. La seconde, référendaire, aboutit à donner le rôle essentiel à la ratification populaire, surtout lorsqu'il s'agit, comme en l'occurrence, de réviser la Constitution pour élargir le champ de la loi référendaire au détriment de la loi parlementaire. Il n'est pas étonnant que ces deux logiques se soient enchevêtrées et que le Sénat ait bloqué le système au nom de la « défense des libertés parlementaires ».

Dès le départ, les contradictions de la démarche du président de la République étaient visibles : il voulait tout à la fois élargir le domaine du référendum — et donc de la souveraineté populaire — et d'autre part celui de ses propres attributions — en gardant le monopole de la décision. — Il devait s'attendre à l'opposition foudroyante de l'opposition parlementaire, qui n'accepterait pas de se laisser dépouiller d'un nouveau pan de ses maigres pouvoirs. Dès lors, la seule solution, sauf à envisager d'entrée l'échec de la procédure et en la limitant à une simple opération tactique, était d'aller jusqu'au bout de la logique référendaire, en utilisant, comme l'avait fait le général de Gaulle, l'article 11 de la Constitution pour réviser ce même article et mettre à l'occasion son mandat en jeu devant le pays.

François Mitterrand s'est simplement refusé à le faire : il a refusé d'utiliser l'article 11, continuant à estimer que son utilisation pour une révision serait une violation de la Constitution, et il a déclaré qu'il ne mettrait sa responsabilité en jeu à l'occasion d'un référendum qu'en fonction de la situation. Dès lors, il se trouvait sous les feux convergents de ceux qui lui reprochaient de « jouer » avec le référendum (M. Debré) en

n'allant pas au bout de sa logique et de ceux qui l'accusaient de porter atteinte au parlementarisme en renouant avec le référendum-plébiscite (la majorité sénatoriale).

La situation est claire : au-delà de l'échec de la révision, c'est le référendum qui est moralement atteint ; déjà, le « non » de 1969, le succès médiocre de 1972 avaient conduit à un quasi-abandon. Cette fois, il s'agit d'un rejet. Mais comment pouvait-il en être autrement ?

La logique référendaire de la V^e République, que François Mitterrand n'a suivie qu'en partie, repose sur une vision des institutions aujourd'hui largement obsolète ; celle d'un président de la République représentant l'intérêt général, qui n'appartient pas aux partis, est titulaire du pouvoir d'Etat et responsable devant le peuple. Dans cette conception, le dialogue entre le président et le peuple, via les élections et le référendum, constitue le pignon du système.

Un double verrouillage

Or il faut bien dire que cette conception n'a pu fonctionner qu'aussi longtemps qu'un personnage charismatique s'est trouvé à la tête de l'Etat (de Gaulle jusqu'en 1969) et surtout que deux autres phénomènes ne sont pas venus perturber le système : le fait majoritaire, prolongé par la bipolarisation, qui faisait du président, quand bien même se serait-il voulu le président de tous les Français, le prisonnier de sa majorité, et la renaissance des partis politiques, à partir du moment où ceux-ci étaient transformés en machines électorales destinées à propulser un présidentiable à l'élysee. Prisonnier de sa majorité et de son parti, comment le président pourrait-il recourir à l'article 11, dialoguer avec le peuple sur des questions essentielles sans qu'aussitôt on l'accuse, dans l'opposition, de recourir au plébiscite, voire, comme aujourd'hui, de vouloir se refaire une légitimité sur le dos de l'opposition en lui dérobant son électoral ? Le verrouillage est double : par les partis de la majorité présidentielle au nom du programme durant les débuts du septennat, par ceux de l'opposition, durant le second.

Le général de Gaulle lui-même était d'ailleurs tombé victime de cette contradiction. N'était-il pas devenu progressivement l'homme d'une majorité, d'une coalition, et les majorités référendaires et électorales n'avaient-elles pas fini par coïncider ? Au fur et à mesure que son charisme a décliné et que la querelle institutionnelle s'est estompée, remplaçant le dialogue sur le régime par une opposition gauche/droite, le recours au référendum « au-dessus des partis » devenait impossible. A fortiori pour ses successeurs, qui non seulement n'avaient pas son « équation personnelle », mais surtout étaient les représentants de partis.

Dans la mesure où l'on voit mal comment opérer un retour en arrière au moment où toute la classe politique et l'opinion se sont désormais structurées en fonction de cette réalité nouvelle, quel avenir peut-il y avoir pour le référendum ?

C'est un principe de base de la V^e République et de sa propre doctrine que le peuple français doit trancher lui-même dans ce qui est essentiel à son destin, affirme le général de Gaulle dans ses Mémoires d'espérance. La seule façon de permettre à la souveraineté populaire de s'exprimer sans que le référendum soit bloqué par un conflit de pouvoir entre le Parlement et le président, n'est-ce pas finalement de laisser le peuple se saisir lui-même : le référendum à initiative populaire, sous sa variante suisse ou italienne (abrogative) permet au peuple de réviser les décisions de la classe politique sans dépendre du bon vouloir de celle-ci tout en évitant tout risque plébiscitaire.

N'était-ce pas d'ailleurs ce qu'envisageait François Mitterrand en juillet 1981 avant qu'il n'argue de la difficulté d'organiser de tels référendums (ce qui est très discuté) pour en renvoyer l'hypothèse à un certain avenir ? Et ne serait-ce pas aussi le moyen, en brisant le monopole électoral des grands partis, de faire apparaître de nouveaux mouvements susceptibles, qui sait, d'élargir une majorité présidentielle ?

(*) Professeur de droit public et de sciences politiques à l'université Paris-X Nanterre.

Le Monde



Place aux enfants

société

Presse de rêve et journaux d'actualité

« Nos principaux concurrents ? Je dirais avant tout que ce sont les marchands de confiserie. » Pour M. Salvador Soldevila, directeur de la rédaction du *Journal de Mickey*, la crise que traverse la presse destinée aux enfants n'existe pas. « Nous avons retrouvé nos ventes des années 70, époque où Pif-gadget était notre rival numéro un. La permanence du phénomène Disney a joué en notre faveur. La commercialisation de l'image de Mickey, ce que nous appelons son « merchandising », a sans aucun doute eu un effet bénéfique. De plus, nous constatons un net rajeunissement de notre lectorat. Il est vrai que dans le même temps, nos lecteurs nous quittent plus tôt. A douze ans, la majorité d'entre eux préfèrent passer à la presse spécialisée adulte. »

Aujourd'hui, à raison de 400 000 exemplaires par semaine, le *Journal de Mickey*, qui vient de fêter ses cinquante ans d'existence, demeure, avec *Pif* (390 000 exemplaires en moyenne hebdomadaire pour l'année 1983) l'exemple du succès dans la continuité.

A l'opposé, des titres prestigieux comme *Spirou* ou le *Journal de Tintin* ont vu leurs ventes fléchir sérieusement ces dernières années. Début 1970, *Tintin* tirait à 450 000 exemplaires. En 1983, la moyenne de diffusion par numéro ne s'élevait plus qu'à 56 000 exemplaires. Les responsables de cette situation ? Bien sûr, on évoque la crise, la télévision. Mais ce n'est pas tout. Les goûts des enfants ont évolué. « Nos lecteurs préfèrent souvent lire des albums, déclare l'une des animatrices de la société Lombard France. C'est pour cette raison qu'à Tintin nous publions dorénavant davantage de récits complets dans le journal. En outre, nous sortons régulièrement des numéros spéciaux consacrés à des thèmes comme l'absurde, l'aventure, les histoires de détectives. »

Dans cet ensemble des publications qui revendiquent l'appellation de journaux de loisirs, *Fripounet* occupe une place particulière. Ce mensuel est en effet uniquement diffusé par abonnement (1). De plus, outre les habituelles bandes dessinées, enquêtes et jeux, cette publication propose à ses lecteurs une rubrique de « réflexion religieuse ». « Nous sommes d'obédience chrétienne, précise M. François-Marie Pons, rédacteur en chef de *Fripounet*. Nous travaillons en liaison avec l'Action catholique des enfants (2) qui organise une vingtaine de milliers de clubs *Fripounet* à travers toute la France. Certains articles sont d'ailleurs écrits par les jeunes de ces clubs. »

Malgré cette organisation, les ventes de *Fripounet* (qui diffusait 174 000 exemplaires en 1974) restent faibles. « Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte, ajoute F.-M. Pons. La baisse de la natalité ajoutée à la concurrence de la télévision ne nous aident pas. A cela vient s'ajouter la concurrence de titres comme *Astrapi* ou *Mikado* qui visent exactement les mêmes tranches d'âge que nous, c'est-à-dire les sept-douze ans. »

Il est vrai que l'apparition d'un nouveau type de journaux sur le marché de la presse enfantine a redistribué les cartes. Deux groupes en sont à l'origine : Bayard-Press (lui aussi d'obédience chrétienne) et les éditions Milan installées à Toulouse.

Le souci premier de Bayard-Press est de fixer son lectorat. Depuis 1970, plusieurs journaux ont été lancés qui correspondent à des tranches d'âge précises : *Pomme d'Api* (trois-sept ans), *Astrapi* (sept-onze ans), *Okapi* (dix-quatorze ans). Tous ces titres dépassent les cent mille exemplaires. A ces publications s'ajoutent des mensuels : les *Belles Histoires*, *J'aime lire* (à partir de sept ans) et *Le bouquin* (à partir de dix ans), plus particulièrement consacrés à la lecture. Pour Anne-Marie de Besombes, directrice de la rédaction d'*Okapi*, il s'agit « de répondre au goût des enfants. Le « goût des enfants », voilà bien le problème. Chaque éditeur semble avoir là-dessus sa conception. »

A *Astrapi* et *Okapi*, on dose l'imaginaire et le réel avec un net avantage pour ce dernier aspect. Le but ? Faire découvrir à l'enfant le monde d'une lecture active (à l'aide de fiches, de jeux, de bricolages) la réalité du monde qui l'entoure. La protection de la nature (thème vedette de la presse enfantine), les métiers, les techniques, l'histoire, le sport constituent des valeurs sûres. Dans *Okapi*, la rubrique courir des lecteurs occupe une place importante : on peut y lire des lettres d'enfants qui échangeront, comme des grandes personnes, des conseils pour vaincre la timidité ou qui débattent de l'opportunité d'aller sur la Lune plutôt que de combattre la faim dans le monde.

La démarche des éditions Milan (dont les animatrices précèdent qu'ils sont « laïcs ») est assez proche de celle de Bayard-Press : à preuve des titres comme *Toboggan* (à partir de trois ans) ou *Mikado* (pour les huit-douze ans). Néanmoins, ces journaux sont conçus différemment. « Nous tenons à rester en contact avec les enfants, affirme M. Alain Orli, rédacteur en chef de *Mikado*. Nous travaillons avec des instituteurs et des psychologues de l'université du Mirail pour mettre au point et tester des jeux. Nous nous déplaçons très souvent dans les écoles. Nous croyons beaucoup aux vertus de la co-éducation : les parents sont friands d'un presse qu'ils peuvent partager avec leurs

enfants. » Dans les cartons des éditions Milan, un projet qui verra le jour courant septembre. Il s'agit d'un mensuel, *Premières Nouvelles*, qui présentera l'actualité aux enfants. En somme, une sorte de rêve d'adulte.

Les adultes ! Voilà bien les diables. « Ils ont trop longtemps écrit pour les enfants », remarque M. Monique Ribis, l'une des animatrices de la Coopération enseignement laïc (3), le « bras » imprimeur du mouvement Freinet qui publie notamment *J Magazine* (pour les cinq-sept ans) et *BTJ* (huit-douze ans). Ces deux mensuels, uniquement diffusés par abonnement (tirage : 25 000 exemplaires), privilégient l'expression libre des enfants. Des récits tirés de la vie quotidienne, des enquêtes sur des sujets très divers contribuent à faire des enfants qui le signent « les acteurs culturels de leur temps » pour reprendre une expression de M. Ribis. « Si le quotidien est très présent, poursuit-elle, le rêve occupe une place non négligeable. Les enfants aiment transporter ce qu'ils sont dans des personnages fantastiques. » L'expérience de *J Magazine* et de *BTJ* demeure unique en son genre. On peut en saisir les sous-jacents en consultant au CLEMI (4) l'imposante collection de journaux scolaires émanant d'écoles Freinet mais aussi d'institutions plus traditionnelles. De l'*Echo des carabins* à *Jean Peupin* en passant par *Le soleil est pour tout le monde* ou *Le pays des rêves*, les six-douze ans se livrent dans ces feuilles à une véritable ébauche de poésie, de rêve et de fantasmagorie. Ils écrivent sur le ciel, les étoiles, le soleil, la mort, la violence, la douleur, leurs chagrins, la guerre. L'avenir ? Ils n'en parlent guère. Ou alors c'est à l'image de Philippe, onze ans, qui écrit dans la *Voix des enfants* : « J'avais un robot pour faire mon lit (...), mes devoirs, la vaisselle, me laver, ranger mes affaires, je crois que je m'ennuierais. »

Amis-Coop (5) est aussi fait par des enfants mais les articles sont revus et mis en forme par les membres du comité de rédaction (adultes) de la Scatteco (6). Essentiellement diffusé par le canal des coopératives scolaires, *Amis-Coop* voit lui aussi sa diffusion baisser : après avoir longtemps plané à 100 000 exemplaires, il n'en atteint plus aujourd'hui que 71 000. Une fois de plus, les responsables invoquent la crise. « Nous avons constaté un fléchissement des abonnements dans les régions les plus

touchées sur le plan économique » et dans une moindre mesure, la télévision.

Les enfants se désintéressent-ils de la presse ? Les succès des « nouveaux » journaux démontrent le contraire. Vivant sous le règne de l'image, ils sont plus que jamais sensibles à la présentation de leurs magazines. Quant à la question de l'imaginaire, il conviendrait plutôt de se demander si ce ne sont pas les adultes qui ont cessé de rêver.

BERNARD GENÈS.

Prochain article :

DÉBOURLE
EMBROUILLES
ET P'TITS BOULOTS
par DANIELLE ROUARD.

(1) *Fripounet*, 31, rue de Fleury, 75296 Paris Cedex 06.
(2) Action catholique des enfants, 6, rue Duguesne-Trouin, Paris-6.
(3) CEL : BP 101, 06322 Cannes-La Bocca Cedex.
(4) Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information, 416, passage Louis-Philippe, 75011 Paris.
(5) *Amis-Coop*, 101 bis, rue du Ranelagh, 75016 Paris.
(6) Société coopérative des arts et techniques de l'Offre central de la coopération à l'école, 101 bis, rue du Ranelagh, 75016 Paris.

★ Dans notre série d'articles intitulée *Place aux enfants*, nous avons déjà publié les articles suivants :

« Les petites personnes », par Robert Solé (*Le Monde* du 2 août) ;
« Villes-prisons, villes-rêves », par Olivier Schmitt (3 août) ;
« Des « heures loins de la ZUP », par Roger Cass (3 août) ;
« Où qu'elle est la télé ? », par Jean-François Lacan (4 août) ;
« Les bons points de l'instinct », par Marc Ambrose-Rendu (4 août) ;
« Fiers citoyens de Schillingheim », par Daniel Schueidermann (7 août) ;
« Y a beaucoup de guerres qu'on voit pas à la télé », par Charles Vial (7 août) ;
« Michael Jackson plutôt que Dorthea », par François Tenier (9 août) ;
« Le cinéma boucle le théâtre », par Bernard Raffalli (10 août) ;
« Bonjour les ordinateurs », par Cécile Collas et Jean-François Lacan (11 août) ;
« Cherche grande personne pour jouer », par Philippe Bernard (14 août).

LES SURPRISES DE LA GÉNÉTIQUE

Cousin, mon frère

Deux jumeaux britanniques ont accouché le 12 août à Chesterfield l'une d'un garçon, l'autre d'une fille. Le fait serait banal si les accouchements ne s'étaient produits à cinquante-trois minutes d'écart, et, surtout, si ces deux citoyennes britanniques n'étaient mariées à un couple de jumeaux. Symétrie et synchronie parfaites, puisqu'il s'agit dans les deux cas de jumeaux « vrais », Peter et John Collier d'un côté, Pauline et Pat de l'autre ayant la même constitution génétique.

Les deux enfants sont cousins aux yeux de la loi. Biologiquement, on peut pourtant les considérer comme frère et sœur, puisque l'un et l'autre ont des parents génétiquement interchangeables.

Thème constant de la mythologie, la gemellité intrigue. Souvent redoublée, parfois accréditée, la naissance d'enfants jumeaux a toujours été un événement. On distingue les jumeaux fraternels, dizygotes ou « faux jumeaux » et les « jumeaux vrais » ou monozygotes.

Parce qu'ils représentent deux copies génétiques identiques d'un même individu, les jumeaux offrent en théorie de remarquables possibilités d'études en matière d'hérédité. Outre celle de l'intelligence (qui anime une controverse vieille de plus d'un siècle relatée récemment par les tenants de la sociobiologie), l'hérédité de nombreuses maladies a ainsi pu être étudiée, sans qu'on puisse véritablement conclure.

Un des aspects les plus passionnants des jumeaux est sans doute l'analyse des liens qui les unissent, leur vie durant. Ainsi, par exemple, Pauline et Pat Col-

lier ont vécu toutes les phases de leurs grossesses de manière identique, souffrant des mêmes crampes abdominales et ayant « les mêmes fringales d'escalopes et de côtelettes ».

Agressivité

Psychologie encore avec la première mondiale réalisée à Toronto pour séparer Lin et Win Hut, deux siamois originaires de Birmanie et âgés de deux ans et demi. L'opération a nécessité dix-sept heures de travail et la participation de quarante-trois praticiens. Les deux enfants, normaux au-dessus du diaphragme, disposaient chacun de chronosomes mâles et se partageaient les mêmes organes génitaux masculins.

« Nous savons que les parents voulaient un garçon et ils pensaient que Lin, plus agressif, était celui auquel ce sexe conviendrait le mieux », ont déclaré les médecins. Les chirurgiens ont donc « construit » un vagin à Win Hut, devenue transsexuelle, tandis que son frère sera, un jour, en mesure de procréer.

Trois jours plus tard, des féministes canadiennes dénonçaient à Ottawa, le « stéréotype désolant » qui a prévalu dans la décision d'attribuer le sexe masculin à plus agressif des deux siamois. Selon M. Louise Dulude, vice-présidente du comité d'action nationale sur le statut de la femme, l'idée selon laquelle les hommes sont plus agressifs que les femmes repose sur « des preuves douteuses ».

JEAN-YVES NAU.

L'attentat à la gare de Lyon-Perrache revendiqué au nom de l'ASALA

De notre correspondant

Lyon. — « L'engin avait été placé pour faire des victimes », M. Georges Peyronne, nouveau préfet désigné pour la police du Rhône, a très vite relevé la gravité de l'attentat commis lundi 13 août à la gare de Lyon-Perrache. C'est à 17 h 20 qu'un anémone placé dans un casier de la consigne automatique a fait explosion. Le hall de la gare renouée n'était pas, à cette heure, très fréquenté : seuls deux jeunes gens ont été commotionnés légèrement par le souffle de la déflagration alors qu'une forte odeur de poudre était perçue par les premiers témoins.

Une trentaine de casiers ont été détruits ou endommagés. Les lames métalliques d'un faux plafond ont été arrachées sur une dizaine de mètres. Les enquêteurs ont rapidement établi que l'explosif avait été enfilé dans un cylindre de fonte. La mise à

feu du dispositif n'aurait pas été « parfaite » : la déflagration d'une soudure entre le système d'alimentation électrique et le tube chargé d'environ 200 grammes d'explosif explique l'impact relativement faible de la déflagration.

Les policiers n'ont pas attendu très longtemps la première revendication de cet acte criminel : à 20 h 20, un correspondant anonyme indiquait, par deux fois, au bureau lyonnais de l'Agence France-Presse : « L'ASALA (1) frappe une nouvelle fois. » Cette revendication téléphonique n'est, pour le moment, qu'un élément de l'enquête qui cherche — notamment par l'analyse de l'explosif — à établir d'utiles comparaisons. — C. R.

(1) Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie.

A SAINT-JEAN-DE-LUZ

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté contre la violence au Pays basque

De notre correspondant

Saint-Jean-de-Luz. — Plusieurs centaines de personnes ont répondu, lundi 13 août, à l'appel à manifester lancé par le conseil municipal de Saint-Jean-de-Luz et par la toute récente Union pour la défense des industries touristiques du Pays basque (UDIP). Le manifestant, à la suite de l'attentat, le 8 août, contre l'office du tourisme de la cité portuaire, attentat revendiqué par l'apar-tarrak.

Entouré de nombreux élus de la région, le président de l'UDIP, M. Augustin Arcega, a tenu à déplorer les esprits des hôteliers et commerçants qui auraient tendance à attribuer au mouvement autonomiste basque la seule responsabilité dans la baisse de fréquentation touristique et à faire l'amalgame entre terrorisme et défense d'identité culturelle.

Une confusion facilitée par la conjonction de deux types de violence poursuivant des objectifs opposés : d'un côté les neuf assassinats en huit mois de réfugiés basques espagnols revendiqués par le GAL (groupe antiterroriste de libération) et qui ont provoqué des amputations en cascade, et de l'autre les attentats anti-touristes d'apar-tarrak et le creusement d'une certaine exaction de pourrains être l'œuvre de provocateurs et dont l'effet pourrait se faire sentir pour la saison 1985.

Le président de l'UDIP, bien que paraissant peu soutenu dans cette démarche, a lancé un appel à la négociation : « Ce sont ceux qui ont des idées contraires aux nôtres s'asseyant autour de la table et discutent avec nous dans le calme. » Une invitation qui a déjà recueilli un écho favorable dans les milieux abertzale (patriotes basques), dont PHILIPPE ETCHEVERRY.

EN BREF

Depuis sa prison Régis Schleicher revendique un attentat commis à Paris

Régis Schleicher, âgé de vingt-sept ans et l'un des responsables du mouvement dissous Action directe, détenu à la prison de la Santé à Paris, a revendiqué, dans une lettre adressée à l'Agence France-Presse et datée du 3 août, l'attentat commis la veille contre le siège de l'Agence spatiale européenne. « Guerre de classe contre guerre impérialiste », proclame Schleicher depuis sa prison, affirmant : « Nous avons attaqué et détruit le siège de l'Agence spatiale européenne, base d'application de la stratégie impérialiste de domination de l'OTAN et de son larbin inféodé, l'Etat français. » Arrêté, après une longue traque, le 15 mars, Régis Schleicher a, depuis, été inculpé pour ce hold-up, ainsi que pour le meurtre d'un « squatteur » en janvier 1982 et pour celui de deux policiers, avenue Trudaine à Paris, le 31 mai 1983.

« Ville morte » pour un hôtelier écroulé

Les commerçants de La Seyne-sur-Mer (Alpes-de-Haute-Provence) ont organisé, mardi 14 août, une journée « ville morte », pour demander la libération d'un hôtelier de la ville, inculpé d'homicide volontaire et écroué après avoir tué, le 4 août, un jeune voleur.

Ce jour-là, M. Michel Gay, quarante-trois ans, avait tiré avec un fusil de chasse sur trois jeunes gens qui venaient de dérober un drapeau de ses clients, sur le parking de son hôtel et s'enfuyaient dans une voiture volée antérieurement. Claude Perronne, dix-neuf ans, domicilié à Marseille, avait été mortellement blessé à la nuque. Les deux autres voleurs, âgés de quinze et vingt ans, qui s'étaient rendus peu après, ont été inculpés de vol et laissés en liberté.

M. Diallo dément être le défenseur de Barbie

Nous avons reçu de M. Demba Diallo, avocat, bâtonnier de Bamako (Mali), la lettre suivante : « En vacances à Copenhague, je lis dans le *Monde* daté 5 et 6 août que j'aurais rejoint la défense de Barbie. Je vous prie de bien vouloir porter à la connaissance de vos lecteurs qu'il s'agit sûrement d'une erreur, car je ne suis pas défenseur de Barbie. »

(Notre information représentait une déclaration faite par M. Jacques Vergès, défenseur de Klaus Barbie. M. Vergès, à qui nous avons fait part de la mise au point de M. Diallo, s'est déclaré « surpris », et a annoncé qu'il allait tenter de « tirer l'affaire au clair ».)

CLÉMENT SABATIER.
(11 ans.)

(1) Association pour le développement de l'animation culturelle, 27, quai de la Tourneille, Paris (5^e).

APRÈS LES JEUX OLYMPIQUES DE LOS ANGELES

L'heure des bilans et des mondanités

Après les compétitions, l'heure est aux félicitations et aux réceptions pour les meilleurs concurrents des Jeux olympiques. Quelques heures seulement après la cérémonie de clôture, le président Ronald Reagan a réuni pour un petit déjeuner, lundi 13 août, à Los Angeles, tous les Américains médaillés.

Dans son discours de félicitations, M. Reagan a estimé que « les Jeux ont été un triomphe : les seuls perdants des XXIII^e Jeux ont été ceux qui ne sont pas venus ou n'ont pas pu venir ». Après avoir évoqué les quatre victoires de Carl Lewis en athlétisme et celle de Mary-Lou Retton en gymnastique, il a ajouté : « Si les gens jugent les Américains par ce

qu'ils ont vu de nous, ils doivent ne dire : c'est vraiment un pays de champions. »

Faisant allusion à la prochaine élection présidentielle, M. Reagan a terminé par une boutade : « 1984 a une signification particulière pour moi. Je trouve que c'est une année particulièrement intéressante. Mais, après ce que vous venez de faire à ces Jeux, j'attends avec impatience 1988. »

En France, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a adressé un télégramme à M. Nelson Pailou, président du Comité national olympique. « Au moment où s'achèvent les Jeux de Los Angeles, écrit-il, je vous demande de transmettre à tous nos

athlètes mes chaleureuses félicitations. Ils ont donné le meilleur d'eux-mêmes et obtenu des résultats très satisfaisants. » Les médaillés français et leurs conjoints sont invités à dîner à l'hôtel Matignon le mercredi 22 août.

La plupart des délégations ont quitté Los Angeles lundi. Une bombe a été trouvée dans un autobus qui venait de transporter des athlètes turcs du village olympique à l'aéroport international. Par précaution, le terminal abritant les services des deux compagnies aériennes américaines Pan Am et PSA a été momentanément évacué.

Dans le même temps, M. Juan Antonio Samaranch donnait sa conférence de presse de clôture et

se félicitait du bon déroulement des « grands Jeux de Los Angeles », de leur coût relativement modéré (500 millions de dollars) et de l'absence de problèmes majeurs de sécurité. Avec 5 797 923 spectateurs, les Jeux de Los Angeles ont battu tous les records d'affluence, avec 331 602 personnes de plus qu'à Moscou et 2 600 000 de plus qu'à Montréal.

En dépit de l'absence de relations diplomatiques des pays de l'Est et de la Chine avec la Corée du Sud, M. Samaranch a fait part de son optimisme pour la célébration des Jeux de 1988 à Séoul. A ce sujet, il a exprimé l'espoir que le CIO prenne à l'avenir des sanctions contre les pays boycottant.

Pékin : des retombées politiques

De notre correspondant

Pékin. — La Chine était partie pleine d'espoirs pour ces premiers Jeux olympiques auxquels elle participait depuis 1932 à Los Angeles. Elle tablait sur un maximum de douze médailles d'or. Elle en a, en fait, obtenu quinze, plus huit médailles d'argent et neuf de bronze, ce qui la place au quatrième rang, juste derrière l'Allemagne fédérale.

Ce succès sportif a d'innévitables retombées politiques et diplomatiques et d'importants dirigeants se sont dérangés pour accueillir à l'aéroport les contingents de sportifs venus de Los Angeles en complet, cravate et la fleur à la boutonnière. La victoire des athlètes réajuste ainsi sur le régime.

Les Jeux ont aussi été l'occasion de marquer que, en dépit de leur division en deux équipes — République populaire de Chine et Chine-Taipei — les Chinois, aux yeux de Pékin, ne représentent qu'une nation. La presse de Pékin s'est réjouie d'un « record de Chine » amélioré par un athlète taiwanais. L'agence Chine nouvelle a publié une déclaration faite à un de ses correspondants à Los Angeles par M. Chi Cheng, médaillé aux Jeux de 1968 et directeur technique de l'équipe de Taiwan. Selon celle-ci, « les athlètes de Taiwan et du continent devraient lutter harmonieusement pendant les Jeux, car nous sommes tous chinois ». Le journal Wenhuiyao de Shanghai a informé ses lecteurs du fait que la télévision de Taiwan avait interviewé les médaillés chinois qui ont remporté cinq médailles d'or.

Péters et cortèges

La Chine ne pouvait pas ne pas tirer profit — politiquement comme sportivement — du boycottage soviétique.

Si les gymnastes chinois ont sans doute été les plus remarqués à l'étranger, en Chine, on n'avait

d'eux que pour les volleyeurs et pour Zhou Jianhua. Leurs performances ont été retransmises en direct à la télévision. La victoire des volleyeurs a été suivie d'explosions de pétards et de cortèges de cyclistes portant des banderoles dans les rues de Pékin. Le tri officiel Quotidien du peuple leur a consacré les deux tiers de sa « une », relayant en bas de page la pourtant très importante visite du ministre nord-coréen et citant l'excitation de satisfaction du secrétaire général du parti communiste, M. Hu Yaobang : « Très bien, très bien. »

Si les Jeux avaient très bien commencé pour Pékin, Xu Haifeng avait échoué la première médaille d'or en tir, il se sont mieux terminés pour Zhou Jianhua. Les ouvriers, qui dimanche matin, dans notre appartement, partageaient leur temps entre le travail et la télévision, ne cachaient pas leur déception. Ils avaient, quelques minutes auparavant, applaudi à l'élimination d'un rival américain.

En effet, le public chinois n'est pas toujours, en dépit des campagnes d'éducation et de sa réserve naturelle, fair play. Début juillet, lors de la finale de la Coupe de la grande muraille, entre l'équipe nationale de football et une formation locale ouest-allemande, le public s'était montré assez chauvin. Sifflant les atouts des Allemands, il avait lancé des pierres après leur victoire, les cailloux étant bien des bouteilles de soda en plastique. Il faut dire que les Chinois sont très fiers de football. Ils avaient, à la fin du mois de juin, remporté la finale de la Coupe d'Europe. Les douaniers, que nous avions rencontrés le lendemain, ne tarissaient pas d'éloges sur Platini et Tigana, dont les noms étaient heureusement faciles à transcrire... en chinois.

PATRICE DE BEER.

Moscou : « l'enfer »

De notre correspondant

Moscou. — A l'exception d'une manifestation pour la paix, aucune image de Los Angeles n'est venue troubler la quiétude des télé-spectateurs soviétiques depuis le 29 juillet. Ici, certes, ne d'ont pas à une « couverture » à grande échelle des « sales Jeux de Reagan », comme s'exprime la Komsomolskaïa Pravda. Mais, au début, les Soviétiques regardaient avec une attention plus soutenue que d'habitude le téléjournal quotidien « Vremia », dans l'espoir de glaner, par-ci par-là, quelques impressions fugitives. Or la description fut totale, et cela en dépit des efforts de la direction des programmes de camoufler l'absence des épreuves olympiques par les dix épisodes d'un médicore feuilleton sur les mérites du KGB dans sa lutte contre l'espionnage américain.

Le vrai prix de consolation va suivre dès vendredi avec des reportages de grand style consacrés aux compétitions baptisées « Amis 84 » qui se dérouleront simultanément à Moscou, à Tallin, en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Bulgarie, en Pologne, en RDA et à Cuba. Ces compétitions devraient permettre à la propagande de parachuter l'opération lancée au mois d'avril. Aux athlètes de prouver qu'ils sont les meilleurs, aux télé-spectateurs d'oublier la frustration du boycottage. Car ce fut bel et bien un choc, pour une opinion publique sujette, depuis fort longtemps, à un véritable mutisme olympique, dont le point culminant furent les Jeux d'été d'il y a quatre ans. Tout ce qui tient à l'olympisme a conservé, dans le langage de la propagande, une tonalité nettement positive, et ce fut un exercice périlleux que de changer, soudain, de direction. Dans les conversations, on perçoit une certaine compréhension pour les motifs qui doivent justifier l'absence soviétique. La campagne de dénigrement, alimentée par l'essentiel de citations de commentateurs occidentaux, a porté ses

fruits : Los Angeles est apparue pour beaucoup comme « l'enfer » que s'attachent à dépeindre les médias soviétiques. L'hébdomadaire les Nouvelles de Moscou affirme que « l'on constate, une fois de plus, combien était sage la décision d'une série de comités olympiques nationaux de ne pas envoyer leurs sportifs à Los Angeles ».

Malgré quelques bévues par trop énormes (dès le premier jour, un terrible accident de voiture s'est transformé en un « sanglant attentat terroriste », les aspects politiques de la campagne ont donc eu un impact certain. En revanche, ce n'est pas le cas — ou alors dans une bien moindre mesure — des éléments plus directement liés au sport. Dans un premier temps, la presse avait cherché à démontrer le caractère factice de la plupart des médailles de Los Angeles. Ce fut l'« alibi » d'une couverture des plus maigres : seul Sovetskii Sport publiait au moins les classements des trois premiers de chaque discipline et les résultats techniques.

Or, en cours de route, les médias se sont emparés de la moindre protestation contre l'arbitrage, accusé de favoriser systématiquement les Américains. Ainsi, les évaluateurs l'espèrent d'un public avide de juger de ses propres yeux, et qui s'est senti tout simplement très mal informé.

Attachés à dénoncer le « chauvinisme » américain, la presse soviétique a cherché, ces derniers jours, à s'en démarquer par un certain « fair-play » vis-à-vis de quelques athlètes auxquels elle a fini par reconnaître des mérites olympiques. Il était trop tard, cependant, pour atténuer l'ostentation de la télévision, qui avait choisi de traiter les Jeux comme un « non-événement ». La propagande s'est emparée dans les contradictions, n'hésitant pas à stigmatiser, sur l'habituel ton roflant, l'interruption de la retransmission d'un match de hockey sur gazon, dont l'Inde fut la victime, alors que sur les écrans soviétiques il n'y avait rien à interrompre du tout.

(Interim.)

A la télévision

NUITS BLANCHES

Antenne 2, qui a consacré plus de cent cinquante heures aux retransmissions des Jeux olympiques, dont une bonne moitié en direct, a publié les résultats de ses sondages d'audience « AUDIMAT », réservés en principe à un usage interne.

Le révélateur, qui, du 28 juillet au 11 août, le nombre des téléspectateurs allumés entre minuit et 5 heures du matin a tourné autour de 3 %, c'est-à-dire environ 540 000 sur un total de 18 millions. Le maximum semble avoir été atteint la première nuit, avec la retransmission de la cérémonie d'ouverture, où le taux est resté supérieur à 5 % jusqu'à 3 heures du matin, heure du défilé de la délégation française.

Le résumé mensuel (8 h-9 h), précédé d'un flash, a enregistré un taux d'audience moyen en semaine d'un peu plus de 3 %.

Les Français ont cependant été nombreux à se lever très tôt dimanche 12 août, pour suivre en léger défilé la finale de football qui a opposé le onze national à celui du Brésil : environ 16,5 % de postes allumés entre 7 h 30 et 9 h 15, avec des « pointes » dépassant les 20 % à la fin de la seconde mi-temps.

Les diffusions transmises par la chaîne tous les après-midi (sauf le dimanche de 15 h 30 à 18 h) ont obtenu une audience moyenne d'environ 13 %, avec des « pointes » allant jusqu'à 19 % au cours des premiers jours et des « creux » de 10 % vers la fin de la quinzaine, où l'intérêt des téléspectateurs a manifestement baissé.

ALAIN WOODROW.

Espoirs et inquiétudes de M. Nelson Pailou (CNOSF)

Los Angeles. — « Avec 27 médailles (5 d'or, 7 d'argent et 15 de bronze), nous obtenons notre meilleur total depuis les Jeux de Londres en 1948, qui ne réunissaient que vingt-cinq pays contre cent quarante ici. Nous terminons entre la neuvième et la onzième place au classement mondial. En outre, il apparaît que, entre 50 % et 55 % des deux cent cinquante-deux membres de la sélection ont été finalistes (ou médaillés) et que 85 % ont atteint les demi-finales dans leur discipline, ordre retenu par la commission du sport de haut niveau au moment de biter la liste des athlètes pour Los Angeles. » Tel est le bilan français dressé à chaud par le président du Comité national olympique et sportif (CNOSF), M. Nelson Pailou.

« Habituellement, nous obtenons nos médailles dans trois ou quatre sports traditionnellement forts comme l'escrime, le judo et l'équitation, les nous sommes montés sur le podium dans douze des dix-huit disciplines où nous étions engagés. » Selon lui, il ressort trois grands sujets de satisfaction : 1) Le football : « La médaille d'or obtenue devant 105 000 spectateurs est une proposition extraordinaire pour le sport français et redonne le ballon de sport pays à l'étranger. »

2) L'athlétisme et la natation : « C'est notre grande joie. La poussée des nôtres dans les deux sports olympiques a été remarquable. Les athlètes ont récolté, mais surtout l'ensemble des résultats récompensant des jeunes années d'un état d'esprit conquérant, nous combient de bonheur. C'est une renaissance de ces deux disciplines à la base de l'olympisme et l'avenir de demain nous en sourit. »

3) L'escrime : « Avec 7 médailles, nos braveurs nous ont encore enchantés. Nous ne les remercierons jamais assez de ce qu'ils ont fait pour le sport français. » M. Nelson Pailou n'a pas évoqué les déceptions provoquées par le judo et la voile, qui sont restés très en deçà des résultats attendus mais il a regretté la modeste production des cavaliers qui n'ont pas été « à la hauteur de leur prestige et de leurs qualités » et 2) le comportement à Los Angeles des basketteurs « qui avaient joué leurs Jeux olympiques à Orléans ». Le président du CNOSF pense que la belle moisson française ne doit cependant pas faire tomber les interventions du mouvement sportif dans une « confortable béatitude ».

« Le présent, dit-il, c'est demain, dès notre retour à Paris. Il faut exploiter ces résultats pour faire franchir un cap au sport français, pour lui donner des structures solides, pour mettre en place une véritable politique sportive. »

que sportive de masse destinée à renouveler l'élan procuré par Los Angeles. »

M. Pailou compte vivement sur le nouveau ministre des sports pour travailler dans ce sens. « Durant près de deux semaines, j'ai vu M. Alain Calmat chaque jour, il a effectué d'excellents débuts dans son nouveau rôle. Le courant est très bien passé entre les athlètes et lui. Le ministre a de très sérieux atouts pour réussir. Sa première grande bataille sera celle du budget. »

Durant son séjour, il a participé à plusieurs commissions du CIO au cours desquelles deux sujets essentiels ont été abordés : le boycottage à propos duquel M. Pailou réaffirme que Séoul connaît un nouveau fiasco du fait de l'absence de relations diplomatiques entre les pays de l'Est et la Corée du Sud et du statut de l'athlète de haut niveau (amateurisme). Ces deux points seront abordés lors d'une session du CIO en décembre prochain à Lausanne.

Autre sujet qui tracasse M. Nelson Pailou, les JO de 1992 : « Il ne faut pas se le cacher, Amsterdam, qui a fait un travail remarquable, et Barcelone, auteur d'un parcours honorable ont pris ici une avance sur nous. Personnellement, j'aurais souhaité que le maire de Paris soit plus convaincant devant le très large auditoire qu'il avait réuni. Il faut que la décision définitive intervienne incessamment. Car l'aspect financier est un vrai problème. Les 2 milliards de l'Est, celui de la Ville, et celui de la région suffisent largement. Il faut donc éviter à tout prix qu'un événement essentiel pour le sport français soit, une fois de plus, victime de problèmes politiques. »

Pour accélérer le cours des choses, un comité de candidature sera mis sur pied dès septembre.

ALAIN GRAUDO.

Disqualification de Vainio. — La commission exécutive du Comité international olympique, sur proposition de la commission médicale, a confirmé, lundi 13 août, la disqualification du Finlandais Martti Vainio, deuxième du 10 000 mètres, pour fait de dopage par aérographe. Il appartenait maintenant à la Fédération internationale d'athlétisme de prendre ou non la décision de faire progresser d'une place tous les concurrents arrivés après le coureur finlandais. Cette pratique étant effectivement dans ses usages, le Britannique Mike McLeod et le Kényan Mike Musyoki, arrivés respectivement troisième et quatrième, peuvent espérer recevoir les médailles d'argent et de bronze.

RELIGION

La « théologie de la libération » en procès

(Suite de la première page.)

Née à la fin des années 60, au lendemain du concile Vatican II et de l'assemblée des évêques latino-américains à Medellin (Colombie) en 1968, cette théologie — ou mouvement théologique plutôt, puisque l'« agi » d'une réflexion complexe et foisonnante — est la mise en pratique de l'option préférentielle pour les pauvres prise à Medellin. Or, encore, pour citer un de ses représentants, Segundo Galles, c'est « la réflexion théologique sur le sens de l'engagement de l'Eglise et de ses chrétiens pour la justice, pour la libération des peuples, dans la perspective de l'évangélisation ».

Ce qui caractérise la théologie de la libération, c'est son élaboration à partir d'une situation concrète donnée, la place qu'elle accorde à l'histoire présente et sa traduction en termes d'une « praxis » politique. Trois aspects qui sont au cœur des reproches que lui font les milieux conservateurs, politiques et religieux en Amérique latine, relayés aujourd'hui par les autorités romaines.

L'innovation des théologues de la libération a été de partir du vécu au lieu de la réflexion. Leur « immersion » dans le monde ambiant — ce ne sont pas des théologiens en chambre, ils ont des responsabilités pastorales — est telle qu'ils agissent pour ainsi dire avant de théoriser. Leur théologie vient cautionner une pratique. Ils font un choix social, dicté par la situation d'oppression dans laquelle se trouvent les pauvres, sur lequel ils cherchent ensuite à articuler leur christianisme.

« La théologie de la libération, écrit le théologien français Michel de Certeau, n'est pas le résultat d'une lucidité universelle, internationalisée exportable mais au seul niveau d'une intelligentsia. Elle est une pratique théologique emboîtée en d'autres pratiques, indissociable

de solidarités tactiques, soumise donc aux aléas et aux besoins d'une lutte historique, indéfectible de particularités nationales et continentales. »

C'est pourquoi, en deuxième lieu, la Bible, notamment l'Exode et le récit de la libération d'Israël de l'esclavage en Egypte, est lue dans le contexte historique et politique des luttes de libération en Amérique latine. En parlant de l'« émergence du tiers-monde », qu'il qualifie d'« extraordinaire mutation », le dominicain français Marie-Dominique Chenu a écrit : « Voici que le christianisme est saisi par cette révolution socio-politique. N'allons-nous pas observer une théologie nouvelle — comme fut jadis la théologie latine à côté de l'orientale — et non la prolongation d'une théologie déjà instituée en Occident ? »

D'où la troisième caractéristique de cette théologie : son engagement politique. En Amérique latine, si les sciences exactes ont connu un faible développement, les sciences sociales sont florissantes. Mais elles sont fortement influencées par le marxisme — non pas un marxisme dogmatique, matérialiste et athée, mais plutôt une analyse sociale et économique, qui s'exprime souvent, d'ailleurs, en termes religieux.

Les critiques formulées par la congrégation romaine pour la doctrine de la foi, contre la théologie de la libération en général et les Pères Gutierrez et Boff en particulier, portent notamment sur ces trois points. Cette théologie, estime le cardinal Ratzinger, « constitue une nouvelle forme de réalisation du christianisme dans son ensemble : en cela, elle change toutes les formes de la vie ecclésiastique ». Il s'agit, poursuit-il, d'une « nouvelle interprétation globale du christianisme, qui est souvent sous-évaluée parce

qu'elle n'entre dans aucun schéma d'hérésie existant à ce jour ».

« L'idée d'ouverture au monde et d'action sur le monde s'est transformée en une foi ingénuë en la science. La psychologie, la sociologie et l'interprétation marxiste de l'histoire sont considérées comme scientifiquement fondées et, par conséquent, comme éléments non contestables de la pensée chrétienne. Trop souvent, conclut le prélat de la congrégation, la notion de théologie de la libération est utilisée dans une acception étroite par ceux qui font une option marxiste. »

Le Père Leonardo Boff, enfin, a déjà répondu aux critiques formulées par le cardinal Ratzinger. Dans un article publié par le journal brésilien Folha de São Paulo, le théologien reconnaît que les expressions de la théologie incriminées ont parfois été malheureuses ou exagérées. « Des positions tranchées », écrit-il, sur le choix des pauvres, la praxis politique, la lutte des classes, l'historicité de la foi, etc., peuvent donner l'impression de réductionnisme, sans toutefois y tomber. »

Dans l'ensemble, estime-t-il, les théologues de la libération ne peuvent pas se reconnaître dans la description faite par le cardinal Ratzinger. Pour ce qui est du marxisme, surtout, le Père Boff est formel : « Notre théologie a toujours entendu utiliser le marxisme comme une médiation, comme un outil intellectuel, comme un instrument d'analyse sociale. Voilà le statut épistémologique du marxisme : c'est la théologie, et non pas le marxisme, qui est dans la position de l'objectif théorique. Certes, le marxisme est dangereux, mais il n'en apparaît pas moins utile pour la compréhension de la réalité sociale, surtout pour ce qui est de la pauvreté et de son dépassement. »

ALAIN WOODROW.

HORS-JEUX

Les championnats de France de natation

Deux records de France ont été battus et un autre égalé lors de la deuxième journée des championnats de France de natation qui ont débuté dimanche 12 août à la piscine Georges-Vallières à Paris 20.

MESSIEURS
200 m nage libre. — 1. Bataille (Le Mans), 1 mn 53 s 22 ; 2. Iacono (RCF), 1 mn 54 s 39 ; 3. Schaeffer (Saint-Louis), 1 mn 54 s 67.
100 m dos. — 1. Delcourt (Marseille), 59 s 02 ; 2. Topikoff (RCF), 1 mn 17 s ; 3. Boucher (Toulouse), 1 mn 19 s 19.
50 m brasse. — 1. Boucher (Toulouse), 30 s 17 ; 2. Poier (Courbevoie), 30 s 49 ; 3. Pata (Natacion 66), 30 s 59.
200 m 4 nages messieurs. — 1. Granger (Romilly), 2 mn 9 s 81 ; 2. Laloum (Mansy), 2 mn 10 s 57 ; 3. Metzger (Mulhouse), 2 mn 12 s 19.
400 m libre. — 1. Iacono (RCF), 4 mn 0 s 56 ; 2. Bataille (Le Mans), 4 mn 2 s 51 ; 3. Pou (Nice), 4 mn 3 s 7.
50 m dos. — 1. Delcourt (Marseille), 27 s 63 ; 2. Boucher (Toulouse), 27 s 72 ; 3. Gutzeit (Courbevoie), 27 s 96.
100 m brasse. — 1. Boucher (Toulouse), 1 mn 5 s 04 (nouveau record de France - ancien record : 1 mn 5 s 17 par Bories) ; 2. Pata (Natacion 66), 1 mn 5 s 69 ; 3. Deneuvre (Reims), 1 mn 6 s 96.
200 m papillon. — 1. Horter (Mulhouse), 2 mn 4 s 55 (nouveau record de

France - ancien record : 2 mn 4 s 66 par Savin) ; 2. Maillot (Courbevoie), 2 mn 8 s 85 ; 3. Moine (Marseille), 2 mn 10 s 32.

DAMES
200 m. — 1. Stephan (Mouettes Paris), 2 mn 6 s 40 ; 2. Kamoun (Clichy), 2 mn 6 s 59 ; 3. Jargin (Courbevoie), 2 mn 6 s 78.
100 m dos. — 1. Guilloit (Cholet), 1 mn 7 s 50 ; 2. Jargin (Courbevoie), 1 mn 7 s 81 ; 3. Azais (Natacion 66), 1 mn 8 s 39.
50 m brasse. — 1. Lemaire (Poitiers), 34 s 54 ; 2. Morillon (Mouettes Paris), 34 s 59 ; 3. Deschryver (Dunkerque), 35 s 37.
200 m 4 nages. — 1. Wirth (Mulhouse), 2 mn 23 s 62 ; 2. Louvier (Charleville), 2 mn 25 s 91 ; 3. Lefèvre (Argentan), 2 mn 26 s 12.
400 mètres. — 1. Guil (Dinard), 4 mn 28 s 27 ; 2. Stephan (Mouettes Paris), 4 mn 29 s 60 ; 3. Cousien (Versailles), 4 mn 29 s 66.
50 m dos. — 1. Jargin (Courbevoie), 27 s 16 (record de France égalé) ; 2. Guilloit (Cholet), 27 s 02 ; 3. Faure (Poitiers), 27 s 35.
100 m brasse. — 1. Poirot (Flers-Aubais), 1 mn 11 s 79 ; 2. Louvier (Charleville), 1 mn 13 s 04 ; 3. Vetter (Wasselonne), 1 mn 14 s 72.
200 m papillon. — 1. Supiot (Angers), 2 mn 19 s 88 ; 2. Stephan (Mouettes Paris), 2 mn 20 s 46 ; 3. Bournaud (Basse-Terre), 2 mn 23 s 26.

Le Monde

culture

EXPOSITIONS

« UN SIÈCLE D'IMAGES DE PIÉTÉ » AU MUSÉE DE LA SEITA

Un kitsch dévot

La couleur sied à la piété. A un point tel que c'est en un papillonnage d'images baroques qu'elle se traduit au musée de la SEITA. L'ensemble peut être considéré comme un art à une plus haute idée de l'art. Mais il correspond au propos des organisateurs : Jean-Pierre Seguin, qui est une caution, notamment en ce qui concerne l'art populaire (c'est-à-dire à l'usage du peuple), Catherine Rosenbaum-Dondaine, auxquels il faut ajouter un dominicain, le Frère Michel Albarracín, car les collections de la Bibliothèque nationale mises à contribution sont complètes par celles de la bibliothèque du Saulchoir.

Ils ont voulu illustrer un siècle d'histoire du sentiment religieux en France, et, dans cette perspective, attirer l'attention d'un vaste public, héritier des utilisateurs de cette imagerie mais oubliés de sa signification (...). Cette proposition est faite aux agnostiques autant qu'aux croyants, car la démarche suggérée va au-delà de l'observation d'un fait d'ordre religieux. L'extraordinaire diffusion de l'image de piété - des centaines de millions d'exemplaires, en un siècle - en fait une plate-forme idéale pour l'étude du sens et du pouvoir de l'image et de l'évolution des mentalités, dans le contexte d'une société qui était encore, massivement, chrétienne.

Sentiment religieux ? Sentimentalisme plutôt, à voir le déferlement suave d'un rutilant des spécimens, qui marque la reconnaissance catholique du royaume d'1814, avec la restauration monarchique. Le colportage s'ébranle dans la foule des « missions », qui s'évertuent, non sans succès, à rechristianiser le pays. L'iconographie suit pas à pas les étapes de cette campagne, passant du même coup à la prospérité des éditeurs : des Turgis, Duchartre et Saulnier, Letaille, Bousset-Lebel et Cie, et aussi des imagiers d'Épinal et de leurs émules d'outre-Rhin. Les vérités éternelles d'abord, ainsi que la mythologie chrétienne et son cortège de canonisés. Puis, après la révolution de juillet, devant une recrudescence de l'anticléricalisme, on s'évertue à offrir les « consolations ».

Dubout au château de Castanet

A la loupe

« Je crois que je serai mon chemin dans cette carrière », écrivait Albert Dubout, dans une lettre écrite en 1922, de dessiniste en caricatures. Cette carrière se poursuit au-delà de la mort. L'exposition annuelle du château de Castanet, dans les Cévennes, près de Villefort, lui est consacrée.

Elle comporte un peu plus de cent dessins originaux exécutés pour illustrer cinq ouvrages édités par Gilbert Jeune à Paris : les œuvres de Villon (1933), *Gargantua et Pantagruel*, de Rabelais (1937), les *Contes diaboliques*, de Balzac (1939), *la Saline contre les femmes*, de Boileau (1944), *l'Eloge de la folie*, d'Érasme (1951).

Toute la verve du caricaturiste éclate dans ces gravures : les Bacchus couverts de pampres, les diables au pied fourchu, les grosses femmes et les petits hommes, les cupides farceurs, les satyres rieurs, les halbardiers poltrons, les chevaliers nobles, les savants à lorgnon.

Les dessins sont accompagnés des passages de texte choisis par Dubout afin que ces illustrations soient placées à la bonne page. Les deux vers de Boileau

Rien ne le rebute, ni sa voix
Ni sa masse de chair
Bicrement taillée
sont évidemment du lot !

Une loupe, tout à fait indispensable, est mise à la disposition du visiteur pour mieux distinguer les finesses imperceptibles des compositions grouillantes, comme la défaite de Picrochole à la Roche-Clermont, où deux armées s'affrontent d'esoc et de taille, entre couleuvres et bombards.

ROGER BÉCIAUX.
* Jusqu'à fin août. Entrée 9 F, y compris la visite du château.

ABBAYE DE FONTEVRAUD. - Le centre de recréation de Fontevraud organise un week-end, du 14 au 16 septembre 1984, sur le thème « L'homme et sa quête de l'essentiel ». Le Maître de la charité, de Charles Péguy, sera présenté à cette occasion dans une mise en scène de Jean-Paul Lucot, avec François Lelièvre et Catherine Salviat. Des concerts sont prévus, notamment des danses pour piano et violoncelle de Frédéric et Ramond Fontana. Trois membres de l'association, le compositeur Marcel Landowski, l'économiste et sociologue Jean Fourastié et le biologiste Pierre Grasse, participeront à des débats avec le RP Marie-Dominique Philippe, théologien catholique, et l'écrivain Christian Chabasse.

tions de la religion - aux victimes de la mutation industrielle.

Aux épanchements romantiques tout pendant l'offensive des médailles miraculeuses, des apparitions de la Vierge et tout l'arsenal des sentences édifiantes. Un halo suranné nimbait le visage émacié du curé d'Ar et la représentation supposée de « sa » sainte Philomène plus ou moins inventée. L'agiotage est florissant. Alors l'Eglise se fait enseignante. Avant même la loi Falloux, pour épauler les leçons du catéchisme, au service de la bourgeoisie victorieuse, l'imagerie didactique vient au secours de la doctrine. Même Thiers demande « que l'action du curé soit forte (...). Je compte beaucoup sur lui pour propager cette bonne philosophie qui apprend à l'homme qu'il est ici-bas pour souffrir... ».

Après la chute du Second Empire, l'évolution de l'imagerie religieuse suit un peu l'évolution politique. Prolifération des images de première communion, des « images-souvenirs à échanger entre catholiques désireux d'affirmer leur complicité dans une institution en butte à l'hostilité » du monde « au temps de la république triomphante (...). La mort, la croix, l'Enfant Jésus, la Vierge et les saints n'ont certes pas changé, non plus que le Saint-Sacrement, en un siècle, mais bien le regard que les générations successives leur ont porté ».

A cœur ouvert

Certes, la thématique est la même : la mort, un crâne, rappel des fins dernières, ou le trépas émuant du juste en regard de l'agonie du pécheur promis au diable, en attendant que pour les générations suivantes l'ange du souvenir prononce des paroles d'espoir sur le bord du tombeau ; la cohorte des élus pour ainsi dire rajeunis. Se métamorphosent aussi les traits du Christ, surtout figuré en « petit Jésus », divin modèle pour les enfants sages, adorable bébé couché sur une croix à sa taille, sidant son père pourrieux dans son atelier, bambin joufflu émergeant d'un ciboule, etc. Dans cette bonhomie, le Sacré-Cœur a le premier rôle. Il éclipse même le Crucifié, le cœur devenu organe autonome, couronné de guirlandes d'épines. Il y a aussi le cœur de Marie et, entre autres sujets, toute une série d'emblèmes allégoriques : au langage des fleurs répondent le chant des oiseaux, le roucoulement des colombes, les bélements de l'agneau. Multiples symboles de la pureté, de l'amour des chastes épouses du Sauveur.

Enfin, vers la fin du siècle, rayonne de plus en plus l'hostie eucharistique, tandis que se propage la foudroyante renommée de la « petite » sainte Thérèse de Lisieux, élevée à la hauteur d'un mythe. On a eu le louable souci de confronter les épisodes d'une légende évoqués avec

une sensibilité lénitive et les photos réelles de la carmélite - fort différentes des portraits officiels pour lesquels, dit-on, une danseuse aurait posé.

Car, dans un catalogue exemplaire, l'exposé historique, que nous avons largement utilisé, est rédigé aussi objectivement que possible.

Que les commentateurs nous permettent cependant de considérer avec moins d'indulgence (s) cette pieuse exposition, qui reflète une immense entreprise de débauche collective, doublée d'une réussite commerciale, tout en leur sachant gré d'avoir recueilli le tir avec une rude et trop brève citation de Léon Bloy.

On sera sans doute étonné par tant de pitié de guimauve en irrépressible expansion, par une imagerie qui, en sa candeur, sa naïveté, réserve des joies peu orthodoxes - qui va parfois jusqu'au calembour. Témoin ce quatrain « péché » au bas d'une scène montrant l'Enfant Jésus pêchant à la ligne avec un cœur au bout de l'hameçon :

O doux appât ! que celui de Jésus
C'est la douceur c'est la bonté
Le bon Jésus le pêcheur seul
En nous pêchant il dit ne
[pêche plus.]

Et, pourquoi ne pas le reconnaître, un charme certain émane du mauvais goût, poussé au paroxysme, du « kitsch dévot », selon Abraham Moles, qui va de ce laminisme de bas étage 1830 au médiévisme inspiré par les enluminures des livres d'heures et aux succédanés de l'Art nouveau. Une esthétique involontaire, à grand renfort de gaudrages, de guillichés, de dentelles, d'application d'or ou d'argent, proche des accumulations chères à maints artistes contemporains grâce aux « planches » d'éditeurs conservées à la Bibliothèque nationale. Ailleurs, ses excès ont un relent de surréalisme. La rose sanglante, en effet, qui s'égoutte des fleurs les plus inoffensives, reflète-elle vraiment une pitié innocente ? Vers le milieu du dix-neuvième siècle surtout, on assiste à un déluge de sang, et pas seulement dans ce Christ en croix. « d'après celui peint par saint Alphonse de Liguori », s'inscrivent de la tête aux pieds. Oh ! tous ces cœurs qui saignent, toutes ces gouttes précieuses qu'il ne faut pas laisser perdre ! Remy de Gourmont, il est vrai, avait déjà décodé ce sadisme mystique dans la complaisance mise à représenter les supplices des martyrs... Seul que les primitifs avaient du talent, eux.

Quoi qu'il en soit, aucun patrio-
tisme ne doit être méprisé. Surtout
celui-ci, qui mérite une seconde lecture.

JEAN-MARIE DUNOYER.
* Musée-galerie de la SEITA,
12 rue Surcouf, 75007 Paris. Jusqu'au
15 septembre.

THÉÂTRE

OPÉRA DE PARIS

La prochaine saison au palais Garnier, à la salle Favart, mais aussi au Théâtre des Champs-Élysées comprendra deux créations et trois nouvelles productions, neuf spectacles donnés pour la première fois à Paris, en collaboration avec d'autres théâtres (dont quatre à Favart) et quatre reprises.

Au palais Garnier, *Macbeth*, de Verdi, nouvelle mise en scène d'Antoine Vitez, direction Georges Prêtre, avec Shirley Verrett et Renato Bruson (septembre-octobre), reprise du *Cavalleria* à la rose, de l'Enlèvement au sérail (novembre-décembre) et de la Tosca (décembre-janvier), de Tristan et Isolde, dans une mise en scène de Michael Hampe (janvier-février), création de *Docteur Faust*, de Konrad Boehmer, qui a remporté le prix Liebermann (février-mars), *Wozzeck*, dans la réalisation florentine de Liliana Cavani (mars-avril), *l'Aleste*, de Gluck, mise en scène par P.-L. Fizzi à Genève (avril-mai), *la Bal masqué* de Covent-Garden (mai-juin), enfin une nouvelle production de *Robert le Diable*, de Meyerbeer, par Petrus Ionesco (juin-juillet).

Parmi les chanteurs de très grands noms : Gheza Dimitrova, Elisabeth Söderström, Hildegard Behrens, Luciano Pavarotti, René Kollo, Gwyneth Jones, Fiorenza Cossotto, etc.

A la salle Favart, *l'Etoile*, de Chabrier, venue de Lyon, la reprise du *Mariage secret* (octobre à décembre), *le Convive de pierre*, de Dargomyjsky, dans la mise en scène de Milan par O. Krejča (janvier-février), *l'Hippolyte et Aricie* d'Alkan-Provence, mais dirigé par William Christie (mars-avril), *Don Quichotte*, de Massenet, production

de Faggoni à Venise, avec Ruggero Raimondi (juin-juillet).

Par ailleurs, l'Opéra donnera trois spectacles en collaboration avec le Théâtre des Champs-Élysées, qui retrouve sa vocation lyrique : création de la *Médée*, de Gavin Bryars (avec l'Opéra de Lyon), dans une mise en scène de Bob Wilson (novembre-décembre), *Ariadane*, de Haendel, dans la réalisation de Pizzi (mars-avril) et *Pelléas et Mélisande* de par Menotti (mai-juin).

Chât ballets, *Roméo et Juliette*, de Prokofiev, par Noureev (octobre), *Premier Orage*, de Lucinda Childs, musique de Chostakovitch, et le *Sacre du printemps*, de Béjart (novembre), *la Luc des cygnes* par Noureev (décembre-janvier), une soirée de créations de David Bintley et Nils Christie (mars), *le Symphonie funèbre et triomphale*, de Beethoven, par Rudi van Dantzig (avril-mai) et création de *Washington Square* de Charles Ives, par Noureev (juin-juillet).

A la salle Favart, quatre spectacles : *Commedia dell'arte* (du Puy, Schumann et Strauss, chorégraphies de Cramer, Fokine, Balanchine, en décembre), hommage à Antony Tudor (février-mars), une soirée du GRGCP (avril-mai), *la Fille mal gardée* et *Soir de l'été*, par l'Ecole de danse (avril-mai).

COMÉDIE-FRANÇAISE
Pour sa deuxième saison à la tête de la Comédie-Française, Jean-Pierre Vincent présente cinq nouvelles productions classiques : *le Misanthrope*, dans une nouvelle mise en scène, et avec Michel Aumont (de septembre à janvier et de mars à mai) *Bérénice* par Klaus Michael Grüber (de décembre à février et en juin) *le Triomphe de*

MUSIQUE

Claude Ballif pour un été

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, ces querelles n'ont plus qu'un intérêt historique, car il est possible d'apprécier le *Marteau sans maître* sans dénigrer ce que Francis Poulenc composait à la même époque, et dans un réalisme et piano la *Sonatine* de l'un et la *Sonate* de l'autre trouvent naturellement leur place entre la *Sérénade* de Beethoven et les *Variations* de Schubert. Cependant une autre perspective s'ouvre : l'autre et la conservatrice se porte bien, si bien même qu'il n'hésite pas à se faire passer pour le dernier cri.

La position de Claude Ballif, centriste impénitent par une espèce de rébellion naturelle contre les dogmes trop catégoriques, est donc toujours aussi inacceptable pour les uns que

pour les autres. Pourtant, c'est dans la conjoncture actuelle, où tant de compositeurs font plus ou moins brillamment machine arrière devant le veto qu'une partie du public oppose à tout ce qui ne se laisse pas écouter docilement, que l'expérience et l'exemple de Claude Ballif prennent tout leur relief.

Certes, à la différence des voies extrêmes de l'académisme ou de l'innovation déclarée, le voie médiane n'a pas de règles à observer ni à combattre : celui qui l'emprunte doit en réalité se frayer un chemin, sachant que, au fond, on n'invente rien - on choisit entre tout ce qui est possible - et qu'aucune méthode n'est garantie. Cette position de gestionnaire éclairé, de « bon père de famille », selon l'expression du code

civil, est à la fois la plus tranquille et la plus dangereuse : pour en réchapper, il faut posséder un tempérament, une originalité dérangante, qui amènent ceux qui ont de naissance à s'écarter sincèrement d'un jour « comme tout le monde », tout en se gardant bien de faire ce qu'il faudrait pour cela.

Précisément, chez Ballif, il y a un démon capricieux qui veille, et rien de ce qu'il écrit n'est sage ou seulement bien tourné : il y a, comme chez Liszt, une sorte de malice grinçante - la tendresse est si pudique qu'elle semble fugitive, - et cependant on sent toujours une délicatesse d'écriture qui compense le côté rageur de certaines déhiscences inopinées. Lorsqu'il lui faut présenter sa musique au public, Claude Ballif commence à parler timidement, comme s'il implorait qu'on l'excuse par avance, la voix se fait pasteline, séductrice, puis peu à peu la parole s'accroît, s'emporte, on dirait une colère de l'esprit... mais non, il se calme tout à coup, et achève sur la pointe des pieds.

L'habileté et l'inspiration

Se musique lui ressemble, et, dès le Trio pour hautbois, clarinette et basson de 1953, on devine à la diversité des séquences que le compositeur, toutes les facettes d'un tempérament authentique. La finesse de l'interprétation du Trio Ozi rendait justice à cette musique qui exige autant de netteté que de chaleur. On retrouvait ces mêmes qualités dans l'interprétation du Trio de Marus Constant, écrit à la même époque dans l'esthétique du Conservatoire, mais avec une habileté qui n'écrit pas l'inspiration. Alexandre Ouzounoff donnait ensuite deux mouvements du *Solfège* pour besson que Claude Ballif écrit actuellement à son intention et où il fait un usage du quatuor de son dont l'oreille ne saisit peut-être pas immédiatement les richesses, mais qui œuvre à l'instrument beaucoup de possibilités.

Enfin le Quatuor Arditi révélait le *Premier Quatuor*, datant de 1955, créé seulement en 1973 et fort peu joué depuis, une œuvre pleine de nerfs et de sève, aux articulations franches, avec des idées à revendre comme en ont seulement les jeunes compositeurs. Le Quatuor Arditi donnait ensuite une interprétation plus brillante qu'habile du *Quatrième Quatuor* de Bartok : sans respirations, une tension perpétuelle confinée à la sécheresse.

Parmi les œuvres de Claude Ballif qu'on pourra entendre au Festival estival, ces jours prochains, on signalera particulièrement le *Deuxième Quatuor*, le 23 août, un octuor le 27 août, *Le concert*, pour orchestre, le 28 août, puis, en septembre, *A cor et à cri* (le 10), la création du *Solfège* pour percussion et un quintette de cuivres (le 13), et la première représentation du drame nocturne *Dracoula*, les 19 et 20 septembre.

GÉRARD CONDÉ.

* Renseignements : 2, place du Châtelet, Paris. Tél. : 887-54-42.

Les « tubes » de Semur-en-Auxois

Autrefois le *White Horse*, à Semur-en-Auxois, dans la Côte-d'Or, s'appelait le *Chêne Blanc*. Bob, le patron, avait un électrophone sur lequel il empaillait des quarante-cinq tours. Entre chaque slow, les filles avaient le temps de souffler ou de changer de cavalier. C'était il y a vingt ans. Semur-en-Auxois découvrait les joies de la pop music et faisait plus ample connaissance avec Bob, un ancien danseur, qui promettait des nuits éblouissantes dans un espace restreint mais confortable, de couleur mi-potiron, mi-rouille, potiroillée. Depuis, le *White Horse* a subi de nombreuses transformations. Des glaces un peu partout pour le Rimmel qui coule ou l'épi de travers ; des lumières éblouissantes, un régal pour l'ambiance ; et les deux platines, un drame pour les filles, qui embarquées dans un slow doivent rester accrochées au même cavalier durant toute la soirée.

Aujourd'hui, le *White Horse* est devenu le lieu de rendez-vous des « jeunes » bien élevés de Semur-en-Auxois. Bob, à l'entrée, surveille de près tous ceux qui auraient la funeste envie de se noyer dans le whisky ou le gin. Des médaines, des notaires, des secrétaires, des anesthésistes, beaucoup d'habitants et des vacanciers viennent danser ici. Au *White Horse*, les débâcles sont à la carte. Denis, le disc-jockey, connaît ses clients et sait ce qu'ils désirent. « *La coupe main* », dit-il. « *La haute couture de la discothèque* », renchérit Bob, qui a le sens des formes.

Musique simple : les tubes de l'étré. Ceux qui passent inlassablement sur les radios, livres ou pas, celles qui sont illustrées par des vidéo-clips. Pas de surprise. Michael Jackson fait l'unanimité. Son chant blanc de dentelles doit inspirer on se

sait quels fantasmes aux filles qui servent les poings en l'écoutant. Pour les garçons, c'est en général Diana Ross qui inspire l'image du couple idéal. Vient ensuite les ribambelles d'Anglo-Saxons, Lionel Richie, James Ingram, qui alternent avec les Français Lavilliers, Régine, ou France Gall, qui fait un malheur avec *Débranché*. Les groupes Heart Attack et Police concurrencent les Stones, largués au rang de vieux cronchons pour barbons décadents.

Denis à la chic de n'être pas secoué et de respecter les souvenirs des danseurs. On lui demande sans cesse des disques, les Bee Gees ou Supertramp pour les nostalgiques des années précédentes. On les hébète du hit parade (Marc Lavoine, Jeanne Mas, Jean-Luc Lahaye) pour les amoureux en puissance.

Plus tard dans la soirée, Denis enlève les séries rock-slow. Passes savantes et calmes languoureuses, les nuits folles de Semur-en-Auxois ont le charme des boums entre amis. Et, vers deux heures du matin, ayant adopté l'attitude philosophique du hambocbard hâlant, les survivants du *White Horse* attaquent les rythmes exotiques - brésiliens, antillais, jamaïcains. Ils ont une santé infernale. Il faudra Bob Marley pour les éreinter. Seuls restent alors les fêtards, les vrais, ceux qui n'ont-jamais-sommeil, et on revient aux années 60. Le dernier soubresaut Bob est blanchâtre mais souriant. Philippe, un jeune médecin, parle de « liberté ». Un individu du genre « baboune Michelin » lui répond verbalement « sensibilité littéraire ». C'est l'heure où l'on élabore des théories définitives.

CAROLINE DE BARONCELLI.

Les programmations de la rentrée

THEATRE DE LA VILLE

Pour sa dix-septième et dernière saison, Jean Mercuro, au Théâtre de la Ville, fera alterner, comme chaque année, le théâtre et la danse, à 20 h 30, la musique classique, le théâtre et le folklore dans des spectacles d'une heure, à 18 h 30.

Le Festival d'automne ouvre la saison avec *les Nègres*, de Jean Genet en allemand par Peter Schaubühne, de Berlin-Ouest, du 13 au 16 octobre. Avec le Centre dramatique national de Nice, le Théâtre de la Ville présente le *Chevalier à la rose*, de Hofmannsthal, par Jean-Louis Thamin, du 15 novembre au 23 décembre, et avec le Centre dramatique national des Alpes et le Festival d'Avignon *Richard III*, de Shakespeare, par Georges Lavandant, du 8 janvier au 10 février. Jean Mercuro montera et interprétera lui-même *Volpone*, de Jules Romains, d'après Ben Jonsson, du 26 février au 31 mars.

Au programme de la saison de danse, des compagnies célèbres et de plus jeunes troupes, de France et de l'étranger. Le Tanztheater de Wuppertal, de Pina Bausch, du 10 au 21 avril, le Ballet de Hambourg, de John Neumeier, du 23 avril au 5 mai, et le Nederlands Dans Theater, de Jiri Kylian, du 7 au 25 mai, tous trois révélés à Paris par le Théâtre de la Ville, seront au rendez-vous. Les jeunes compagnies seront représentées par le groupe Emile Dubois, de Jean-Claude Gallota, du 20 au 23 octobre, Régine Chopinot, du 24 au 26 octobre, la chorégraphe et danseuse belge Anne Teresa Keersmaeker, du 11 au 15 juin, François Verret, du 18 au 22 juin, et Hervé Dianas, à 18 h 30, du 18 au 22 juin. Le Ballet de l'Opéra de Bâle sera à Paris, pour la première fois, du 29 mai au 8 juin.

مركز من الأمل

théâtre

cinéma



SPECTACLES

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Mirois, 1^{er} (260-43-99).

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP (A. v.o.) : Saint-Michel, 5^e (336-78-17).

IL BIDONE (Il. v.o.) : Saint-André des Arts, 6^e (326-48-18) ; Olympia, 14^e (545-35-31).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A. v.o.) : Capri, 2^e (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Parisienne, 14^e (329-83-11).

L'INCONNU DU NORD-EXPRESS (A. v.o.) : Action Christine, 6^e (329-11-30).

LADY LOU (A. v.o.) : Action Christine, 6^e (329-11-30).

LILI MARLEEN (All. v.o.) : Rivoli, 4^e (327-63-32).

MAIS QUI A TUÉ HARRY ? (A. v.o.) : Logos, 5^e (354-42-34) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; Parisienne, 14^e (320-30-19).

MANHATTAN (A. v.o.) : Parisienne, 14^e (320-30-19).

MEAN STREET (A. v.o.) : Mirois, 1^{er} (260-43-99) ; Alpha, 5^e (354-39-47) ; (v.f.) : Parisienne, 14^e (320-30-19).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.f.) : UGC Opéra, 2^e (261-50-32).

MÉTAL HURLANT (A. v.o.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Cluny Palace, 5^e (354-07-76) ; Ambassade, 8^e (359-19-08) ; (v.f.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Maxéville, 9^e (770-72-86) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (329-89-52).

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS (en Le Bal des Valériens) (A. v.o.) : Forum, 1^{er} (297-52-74) ; 14 Juillet Parisien, 6^e (326-58-00) ; 14 Juillet Racia, 6^e (326-58-00) ; Georges, 8^e (562-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11^e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15^e (575-79-79).

METROPOLIS (All.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Cluny Palace, 5^e (354-07-76) ; (v.f.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Maxéville, 9^e (770-72-86) ; Gaumont Sud, 14^e (327-84-50) ; Miramar, 14^e (329-89-52).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.f.) : Capri, 2^e (508-11-69).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl. v.o.) : Cluny Palace, 5^e (354-07-76).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Angl. v.o.) : Quintette, 5^e (633-79-38).

LA MORT AUX TROUBES (A. v.o.) : Mirois, 1^{er} (260-43-99).

NOBLESSE OBLIGE (A. v.o.) : Action Écluse, 5^e (325-72-07).

LES NUITS DE CAMBRIA (Il. v.o.) : Cluny Palace, 5^e (354-07-76).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1^{er} (233-42-26) ; Marignan, 8^e (359-92-82) ; (v.f.) : Parisienne, 14^e (320-30-19).

OSCAR (Fr.) : Berlioz, 2^e (742-60-33) ; Ambassade, 8^e (359-19-08).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1^{er} (508-94-14).

PARIS VU PAR (1964) (Fr.) : Olympia Éclair, 14^e (545-35-31).

POUR UNE POGNÉE DE DOLLARS (A. v.o.) : Saint-Séverin, 5^e (354-30-91).

PULSIONS (A. v.o.) : Rotonde, 6^e (633-08-32) ; Émirats, 15^e (575-79-79) ; (v.f.) : UGC Opéra, 2^e (261-50-32) ; UGC Convention, 15^e (575-79-79).

RASHOMON (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15^e (532-91-68).

LE RETOUR DE MARIN GUERRE (Fr.) : Saint-Germain Village, 5^e (633-63-20) ; Lincoln, 9^e (770-72-86) ; Parisienne, 14^e (320-30-19).

RUE BARBARE (Fr.) : Parisienne, 14^e (320-30-19).

RUSTY JAMES (A. v.o.) : Cinéoches Saint-Germain, 6^e (633-08-32).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.o.) : Bonaparte, 6^e (326-12-12).

LES SEIGNEURS DE LA ROUTE (en La Course à la Mort de L'an 2000) (A. v.o.) : Marignan, 8^e (359-92-82) ; (v.f.) : Parisienne, 14^e (320-30-19) ; Maxéville, 9^e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14^e (320-30-19).

LA SOIF DU MAL (A. v.o.) : Lincoln, 9^e (770-72-86) ; Parisienne, 14^e (320-30-19).

SUEURS FROIDES (A. v.o.) : Action Christine, 6^e (329-11-30).

TAXI DRIVER (A. v.o.) : Clusé Beauvoir, 5^e (352-36-31) ; Bata, 5^e (352-36-31).

THE BLUES BROTHERS (A. v.o.) : UGC Danon, 6^e (329-42-62) ; Biarritz, 9^e (723-48-23).

THE ROSE (A. v.o.) : Châtelet Victoria, 1^{er} (508-94-14).

THE SERVANT (A. v.o.) : Champ, 5^e (354-31-60).

TRAQUENARD (A. v.o.) : Action Christine, 6^e (329-11-30).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A. v.o.) (version intégrale) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6^e (222-72-80) ; Publicis Champagne-Élysées, 8^e (720-76-33) ; Bienvenue Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; Kinopanorama, 15^e (306-50-50).

VICTOR VICTORIA (A. v.o.) : Pagoda, 7^e (705-12-15).

VIVRE ET VISSER MOURIR (A. v.o.) : Gaumont Hallé, 1^{er} (297-49-70) ; Cluny Palace, 5^e (354-07-76) ; Colisée, 8^e (359-29-46) ; (v.f.) : Richelieu, 2^e (233-96-70) ; Bretagne, 6^e (222-57-97) ; France, 9^e (770-33-88) ; Fauvet, 13^e (331-60-74) ; Mistral, 14^e (559-52-43) ; Gaumont Convention, 15^e (828-43-27) ; Paté Clichy, 18^e (522-46-01).

WEST SIDE STORY (A. v.o.) : Paris-Montparnasse, 15^e (544-25-02) ; Balzac, 15^e (361-10-60).

ZÉRO DE CONDUITE (Fr.) : Danfort, 14^e (321-41-01).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : (v.f.) : République Cinéma, 11^e (805-51-35).

Les festivals

ERIC ROHMER : COMÉDIES ET PROVERBES : Studio Clichy, 5^e (354-89-22) ; Les Deux Marais.

ERIC ROHMER : ÉLOGE À LA RIGUEUR : Danfort, 14^e (321-41-01) ; Perceval le Gallois : La Collectionneuse ; l'Amour l'apaise-midi.

LA GRANDE PARADE DES COMÉDIES MUSICALES (v.o.) : Mac-Mahon, 17^e (380-24-81) ; la Blonde ou la Rousse ; Amanda.

HITCHCOCK (v.o.) : Action rive gauche, 5^e (325-44-40) ; les Ombres.

HITCHCOCK PÉRIODE ANGLAISE (v.o.) : le Club de l'écluse, 17^e (380-42-05) ; Jeanne et Innocent.

HOMOSEXUALITÉ (v.o.) : Clusé Beauvoir, 5^e (352-36-31) ; Sébastien ; Querelle, Flaub.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action Christine, 6^e (329-11-30) ; les Anges aux figures sales ; La mort n'était pas au rendez-vous.

MAX BROTHERS (v.o.) : Action Écluse, 5^e (325-72-07) ; Fleurs de cheval ; Un jour sans cour.

MONTY CLIFT (v.o.) : Action Lafayette, 9^e (329-79-89) ; Soudain l'été dernier.

LES POLARS DE L'ÉTÉ (v.o.) : Action Lafayette, 9^e (329-79-89) ; le Balier du tueur ; Boule noir Clyde.

OTTO PREMINGER (v.o.) : Studio de la Contrepartie, 5^e (325-72-07) ; Laura ; la Rivière sans retour ; Carmen Jones ; André.

LE PIRE DEPARADON : Studio des Unions, 5^e (354-39-19) ; Reporters ; Sae Clemente ; Tchad-Yemen-Théâtre Too ; 20 h : les Amnésies.

Les séances spéciales

AMERICAN GIGOLO (v.o.) : Châtelet Victoria, 1^{er} (508-94-14), 15 h 20.

LE CHATEAU DE L'ARAGNÉE (Jap. v.o.) : Saint-Lambert, 15^e (532-91-68), 18 h 45.

LA DAME DE SHANGHAI (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6^e (633-07-77), 24 h.

LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Temples, 3^e (274-54-56), mer. 14 h 45, 20 h.

LA FIEVRE DANS LE SANG (A. v.o.) : Studio Bernard, 7^e (783-64-66), 17 h 30.

MONTY VENESE (Il. v.o.) : Temples, 3^e (274-54-56), 20 h.

MISTER ARKADIN (A. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6^e (633-07-77), 24 h.

POSSESSION (v.o.) : (Angl. v.o.) : Olympia-Luxembourg, 6^e (633-07-77), 24 h.

SÉRIE NOIRE (Fr.) : Temples, 3^e (274-54-56), 22 h 10.

LA TRAVIATA (Il. v.o.) : Studio Gaiety, 5^e (354-72-71), 16 h ; Calypso, 17^e (380-24-81), 17 h 16.

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Châtelet Victoria, 1^{er} (508-94-14), 19 h 20.

VIVRE VITE (v.o.) : (Esp. v.o.) : République Cinéma, 11^e (805-51-35), 16 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11^e (805-51-35), 16 h.

VENT DE PARAITRE
NUMÉRO
SPECIAL
8 PAGES

Le Monde
dossiers et documents

LE CINÉMA EN FRANCE

Le public : la star, c'est le rire - Derrière l'écran, une industrie - Trusts et arènes - Le rôle de l'État : stimuler plus que gêner - Ciné et télé complices et rivaux - Créateurs et étoiles - Voir et promouvoir : critiques et festivals - Les métiers du cinéma.

DESSINS DE PLANTU ET DE CARLOS BRITTO

JUILLET-AOÛT 1984

A COMMANDER AU MONDE, SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 6, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

COMMUNICATION

A ÉCOUTER

UNE ÉMISSION
DE P. PERRAULT ET J.-D. LAFOND

Sur les traces de Jacques Cartier

Jean-Daniel Lafond, un Français fixé au Québec depuis 1974 et aujourd'hui citoyen canadien, a, avec le poète et cinéaste québécois Pierre Perrault, relevé les traces de Jacques Cartier, le grand navigateur et découvreur français à qui l'on doit (en 1534) la première découverte de la rive orientale du futur Canada. Terre déjà peuplée d'indiens, de «sauvages», selon la langue employée par Cartier lui-même dans ses relations de voyage, sauvages désignant tout bonnement les habitants de la forêt, excluant toute nuance péjorative. J.-D. Lafond a donc à son tour pris le large. Il nous livre sur France-Culture treize émissions d'une heure (sur cent cinquante heures de matériel enregistré). La première, «Pardons de Saint-Malo», s'inspire beaucoup du dernier film de Pierre Perrault, les Voies basses et en travers, coproduit il y a deux ans par l'Office national du film canadien (ONF) et l'Institut national de l'audiovisuel (INA). Elle en reprend les principaux personnages. Mais Lafond dédouble la propos en quelque sorte, dialogue à son tour avec l'auteur de ce pays sans bon sens et fait resurgir d'entre les murs de la cité malouine tout un héritage, des figures illustres du passé : outre Jacques Cartier, qui «invente» quatre siècles et demi avant l'heure le Québec, Surcouf, Chateaubriand, Lamennais. Que cachent les légendes ?

A Pierre Perrault, venu au cinéma, à son cinéma de la parole omniprésente, oratrice d'histoire et d'identité, à partir de la chose écrite, puis de la radio, il y a presque trente ans, Jean-Daniel Lafond essaie de déchiffrer le pourquoi et le comment de ce passé, et de la folie aventure des «diamants du Canada» : la conquête d'une autre Amérique, pas tout à fait celle de Christophe Colomb, qui se mettre à dialoguer par la bouche de notre compatriote Michel Serres, philosophe, écrivain, avec ce même Cartier, objet de la série Dialogues, nous explique J.-D. Lafond, et entre celui qui rêvait d'Amérique et celui qui l'a vraiment découverte.

Perrault réunit des textes, écrits spécialement pour l'occasion, de cette voix de contour qui n'en finit pas de révéler malgré tout, et qui est à elle seule un poème, un peu comme celle de Jean Rouch face à l'Afrique. J.-D. Lafond ne compte pas qu'il a voulu un peu le suivre à la trace, à partir des lieux et des personnages de ses films, et en même temps introduire une dimension critique, une contre-parole amicale.

Le même moment, les éditions Edilg, la Ligue de l'enseignement, publient, en association avec les éditions de l'Hexagone à Montréal (la maison d'édition du poète Gaston Miron), Carrément, un choix de textes de Jacques Cartier, de Wenders, Werner Herzog, Fritz Lang, pour autant à juste titre s'indigner de se trouver dans cette même collection en compagnie aussi frivole ! De quel droit osez-vous réclamer du sursis à Pierre Perrault, face au cinéma établi, pose la question fondamentale : «Comment accepter toutes ces souffrances imaginaires, tous ces bonheurs de cinéma quand il y a de part et d'autre tant d'hommes qui s'ignorent, qui ne savent même pas le son de leur voix, la couleur de leur accent, le temps de leur caractère ?»

Logique avec lui-même, Pierre Perrault veut découvrir le visage d'autrui, partir de l'expérience vécue de ses compatriotes hier et aujourd'hui. Logique avec Perrault, Jean-Daniel Lafond passe au peigne fin de son analyse radiophonique cette aventure de la parole. L'un parle à travers le cinéma, l'autre prétend écouter à son tour celui qui s'est fait une vocation de reconstruire l'histoire et l'imaginaire de ses compatriotes, à travers le discours. Au spectateur, et à l'auditeur de démêler les fils assez complexes d'un dialogue où nous découvrons un pays.

Les diamants de Cartier n'étaient peut-être que mica et cuivre, une parfaite mystification. L'aventure de Jacques Cartier, reprise par Pierre Perrault et commentée par Jean-Daniel Lafond, c'est un peu le récit fait à Voltaire et à ses fameux «apprentis de peigne», tournés en dérision en méconnaissance de cause.

LOUIS MARCOWELLES.
* Avec deux vents navigants, ou Jacques Cartier, le voyage imagé, 1534-1984. Treize émissions de Pierre Perrault et Jean-Daniel Lafond. France-Culture, tous les jours de 10 heures à 11 heures, jusqu'au 29 août, sauf les week-ends.
* Carrément de Pierre Perrault, illustré, 128 p., Éditions Edilg, 67 F.

Mardi 14 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Mardi** de l'information : les homosexuels.
Le magazine de la rédaction de TF 1 : Diffusé le mercredi 14 novembre 1983, le premier dossier d'actualité de TF 1 consacré à l'homosexualité. Marion Desmarres et Chantal Casabian ont enquêté pendant trois mois, interrogé des hommes, des femmes qui disent comment ils vivent à Paris ou en province, comment ils s'intègrent ou non. La première place a été donnée aux témoins.
21 h 35 **Dialogue avec le secret** : la célébration des ancêtres.
Série réalisée par Stéphane Kuro. Les masques gynécobes les Goures de la Côte d'Ivoire.
Les Goures habitent à l'ouest de la rivière Bondouma dans la région centrale de la Côte d'Ivoire. Ils sont très connus pour la richesse de leur art plastique et leurs masques qui représentent des génies de la brousse, certains très puissants, d'autres qui ont la forme d'animaux sauvages, avec une sorte de hiérarchie. Ce film est essentiellement consacré à la danse d'une trentaine de masques dans un village.
22 h **Journal**.
22 h 15 **Cinéma** : Alexandrie pourquoi ?
Film égyptien de Y. Chahine (1978), avec N. Fathi, F. Chawky, E. El Aiyli, M. Tewfik, M. El Madi (v.o. sous-titré).
Alexandrie 1942. Tandis que les troupes allemandes se rapprochent, les nationalistes extrémistes complètent contre les Anglais, un adolescent, issu d'une famille catholique, rêve d'être acteur et monte un spectacle avec ses camarades. Le grand cinéaste égyptien Youssef Chahine fait revivre, ici, sa propre adolescence, décrit une société où, malgré la domination britannique et la guerre, il y avait une coexistence libérale des différentes religions. Il prend parti pour la tolérance et la liberté des peuples.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Cinéma** : le Roman d'Elvis.
Film américain de John Carpenter (1979), avec K. Russell, S. Winters, B. Russell, R. Gray, S. Habley (Rediffusion).
La vie d'Elvis Presley, son ascension vers la gloire, son destin érotique. Tout est à l'origine pour la télévision américaine, cette biographie romanesque d'un homme d'un personnage imaginaire. L'acteur interprète

le «king» se lui rassemble que vaguement. On entend les chansons par la voix de Ronnie McDowell. Caroleux film.
22 h 30 **Jazz** : Une sorte de blues.
Réalisation G. Daude.
De grands moments de jazz, de 1939 à nos jours : Didier Malherbe, Miles Davis, Olivier Rattman, Don Cherry, Cab Calloway, Barry Altschul et Steve Lacy, Jean-Michel Kadjan.
23 h 5 **Journal**.
23 h 25 **Bonsoir** les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 **Cinéma** : La légion saute sur Kolwezi.
Film français de R. Costard (1979), avec B. Crumet, L. Malet, M. Farmer, G. Gemma, J. Perrin, P. Vanneck.
L'authentique exploit des parachutistes de la légion qui, en mai 1978, délivrèrent les coopérants européens et américains, prisonniers, dans un centre minier du Zaïre, des rebelles katangais. Raoul Costard a traité ce sujet avec une sorte de réalisme documentaire. Il a aussi mis en valeur les vertus militaires et le courage individuel.
22 h 10 **Journal**.
22 h 20 **Histoire de l'art** : les Bourgeois de Calais.
L'œuvre de Rodin qui rompt avec la convention du moment officiel.
22 h 35 **Prélude à la nuit**.
«Concerto n° 1 en sol mineur» de Mendelssohn.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Les films et l'œuvre** : A.C. Charpentier.
21 h 30 **Quatrième festival de piano de la Roque d'Anthéron** : Jean-Bernard Pommeret.

FRANCE-MUSIQUE

20 h **Concert** (échanges internationaux) émis de la radio autrichienne, Festival de Salzbourg 1984 : *Quatuor à cordes n° 7* de H.E. Apostel et *Quatuor à cordes n° 2* de Beethoven, par le Quatuor Haydn.
22 h **Les sélections de France-Musique** : Blanche Selva (1884-1942), œuvres de J.-S. Bach, Franck, Schumann et Beethoven à 23 h 10, Jean-Club, en direct du Petit Opéra.

Mercredi 15 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h 45 **Emission** télévisuelle.
10 h **Foi et tradition** des chrétiens orientaux.
10 h 30 **Le jour du Seigneur**.
11 h **Messe** de l'Assommoir en Eurovision depuis le monastère de Batalha, au Portugal.
11 h 55 **Quarante ans déjà**.
12 h **Bonjour**, bon appétit. Magazine de Michel Olivier, Paris capitale.
12 h 30 **Consommation sans pépinière**.
12 h 35 **Cocktail maison**.
13 h **Journal**.
13 h 30 **Série** : La conquête de l'Ouest.
14 h 25 **Croque-vacances**.
15 h 25 **Les courses en direct** de Desauville.
16 h 45 **Les vœux solennelles de l'Assommoir**.
Concert enregistré en l'abbaye de La Chaise-Dieu avec la participation de la Grande Bande et la Chambre du Roy et du chœur régional du Nord-Pas-de-Calais, solistes B. Bellamy, A. Melion, D. Vize, H. Ledroit.
18 h 20 **Dessins animés**.
18 h 45 **Série** : L'art au monde des ténèbres.
Rediffusion de la grande série sur les grottes de Lascaux.
19 h 30 **Point** : Prix vacances.
19 h 40 **Cas chers** : Josephine Baker.
19 h 53 **Tirage de la loterie nationale**.
20 h **Journal**.
20 h 30 **Tirage du Loto**.
20 h 35 **Série** : Dallas.
21 h 25 **Point** : Prix vacances.
21 h 30 **Point** : Prix vacances.

21 h 35 **Mémoire** : Fernand Braudel.
Réal. J.-C. Bringer et D. Froissant (1^{re} partie).
Un portrait en deux parties de l'historien, épistémologue, administrateur de la Maison des sciences de l'homme et membre de la mission des Archives diplomatiques. Voyage filmé en gros plan, vif, alerte, sous une chevelure blanche, Fernand Braudel raconte, au milieu de ses livres, ses souvenirs, ses goûts, sa vie, Bédouin, trop long, et finalement didactique.
22 h 35 **Télévision de chambre** : les Ombres.
De Jean-Claude Brisson, avec J. Serres, D. Verde, N. Brevet, (Rediffusion).
Une HLM dans la banlieue parisienne. Une jeune femme raconte, à son père, son histoire, sa vie, ses rêves, son avenir de «cantatrice». Un jeu caricatural, mais la relation père malheureux-fille adulte est émouvante.
23 h 40 **Stations**.
Festival vidéo de Bob Wilson.
23 h 45 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **Antiope**.
12 h **Journal** (et à 12 h 45 et 18 h 40).
12 h 5 **Muppets Show**.
12 h 30 **Feuilleton** : Les amours de la Belle.
13 h 35 **Série** : Voyages au fond des mers.
14 h 25 **Aujourd'hui la vie**.
Avec Mireille Nègre, danseuse et comédienne. (Rediffusion).
15 h 25 **Série** : Akagora.
15 h 55 **Point** : Prix vacances.
16 h 30 **Point** : Prix vacances.
18 h **Récoré A 2**.
18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 **Document** : Moudra Afrique.
19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
20 h **Journal**.
20 h 35 **Téléfilm** : Si la Garonne avait voulu.
De R. Souza, réal. G. Lasserre. Avec J. Serres, R. Souza, F. Arnel, C. Vagnon.
Deux amis d'enfance se retrouvent à quarante ans pour quelques jours avant de se séparer à nouveau chacun sur son chemin. Qu'en est-il fait de leur vie après leurs jeux sauvages et complexes de l'adolescence ? Où en est leur amitié ? Qui a triché, perdu, gagné ? Une comédie douce-amère sur l'ambiguïté quotidienne.
22 h 5 **Série** : Cent ans d'automobile.
De J. Bardis, D. Dubarry, F. Maze, réal. P. Dhôtel, L. Equer, F. Maze. N° 7 : les bicyclettes de routes.
Le réseau routier ne date pas d'hier - et les voies romaines sont là pour nous le rappeler - mais ce n'est que sous Louis XV et Louis XVI que s'est construit le premier réseau cohérent : 30 000 kilomètres déployés en étoile autour de Paris. Au dix-neuvième siècle, la circu-

lation est multipliée par quatre, et on invente le macadam. En 1939, la France s'emorgueillit du plus beau réseau routier d'Europe. Et aujourd'hui ?

22 h 35 **Sport** : Catch à Sarinova.
Catch à quatre : Flash Gordon et Angelito contre Eliot Frederico et Black Shadow.
23 h **Journal**.
23 h 20 **Bonsoir** les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 05 **Régates** à Saint-Sébastien.
19 h 55 **Dessin animé** : l'inspecteur Gadget.
20 h 5 **Les jeux**.
20 h 35 **Document** : Léo Ferré.
Réalité éditoriale au Théâtre des Champs-Élysées les 6 et 7 avril 1984. Réal. Guy Job.
Troisième émission. Habillé de noir ou de rouge, Léo Ferré, flûte à la main. Le concert le plus sur cette scène immense du Théâtre des Champs-Élysées, prise par le spectacle de son homme seul, artiste et poète jusqu'à dans ses gestes, dans ses mouvements. Léo Ferré, génie, éternel. Il chante avec le temps, ironiquement, conscient de ses paroles. Il gronde contre la censure.
21 h 25 **Série** : Opération Open.
Les foudres de Beethoven. De Sergio Cazzul, idée de M.-F. Mascaro, scénario, adapt., dialogues de B. Granger, Réal. R. Pignat.
Situation grave dans une petite ville portugaise située dans la zone sismique d'Alentejo. Un terrible séisme attaque la ville, la production chute, masses de chômage. Les frères Dexter, comédiens d'habitude, arrivent sur les lieux. La troisième film d'une série qui traite des problèmes de l'environnement.
22 h 20 **Journal**.
22 h 40 **Prélude à la nuit**.
Improvisation à l'orgue, de Louis Robillard.

FRANCE-CULTURE

7 h **Mathématiques** : sur la route de Compostelle.
7 h 30 **Revue de presse**.
8 h **Fait divers**.
8 h 30 **Agenda** : les nonnes au Moyen Âge.
9 h 05 **Un pays**, une histoire, à la recherche d'une écriture perdue.
9 h 35 **Musique** : avoies de savane.
10 h **Musée à la cathédrale de Saint-Malo**.
11 h **Musique** : dérivés des continents.
12 h **Panorama**.
13 h 30 **Feuilleton** : le Crime d'Orléans.
14 h **Les cultures face aux vertiges de la technique** : mines et symbole, l'apothéose de Foucault.
15 h 3 **Enluminures** : le manuscrit : le pays intérieur.
15 h 30 **Musique** : Bréville.
16 h 30 **Processions ethnologiques** en France : cités de transit.
17 h 30 **Entretiens-Arts plastiques**, avec Georges Jeanclos.
18 h **La seconde guerre mondiale** : la guerre du Pacifique et la grande Asie japonaise (1941-1943).
19 h 20 **Blues** : notes in the blue sky.
19 h 30 **La femme et la planète** : exploration... du côté des racines.
20 h **Blaise Cendrars**, poète intercontinental.
20 h 30 **L'opéra** : c'est la fête : l'opéra viennois (l'âge d'or).
21 h 30 **Entretiens et souvenirs** : pris dans une mémoire... avec Paul Lorenz (Paris 1920).
22 h **La crise aux confins** : la guerre du Pacifique et la grande Asie japonaise (1941-1943).
23 h **Bastille** : l'écrou.
23 h 30 **Musique** : Bréville.
23 h 40 **Piece des étoiles**.

FRANCE-MUSIQUE

2 h **Les maîtres de France-Musique**.
7 h 7 **Point** : Prix vacances.
9 h 5 **Les maîtres de France-Musique** : Aspects de Glenn Gould, œuvres de J.S. Bach, Hindemith, Beethoven, Moravetz, Anhalt, Hétu.
12 h 5 **Concert** (donné le 13 janvier 1981 à la Salle Gaveau), Bureau de Taffet, Poulenc, Ligeti, Messiaen, Roussel, par le Quintette à vent Taffet.
13 h 30 **Les chœurs de la terre**.
14 h 4 **Reprises contemporaines** : Luigi Nono.
15 h **Carte blanche** : il y a cent ans... œuvres de Rimski-Korsakov, Puccini, Fauré, Duparc, Brahms, Wolf, Bruckner.
18 h 5 **L'œuvre** d'Arthur Schnitzel.
19 h **Le temps de jazz** : Jazz en famille : le poivre et le sel.
20 h **Soliste lyrique** (échanges internationaux) : donné le

LE CARNET DU Monde

INFORMATIONS «SERVICES»

Décès

M. Robert Delmas, M. Alfred Naudet, ses enfants et petits-enfants, la comtesse Raymond de Pourtalès, ses enfants et petits-enfants, M. Jean Hardy, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Didier Nick et leurs enfants, M. et M^{me} Norbert Monod, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Frédérique Delmas-Mégret, la marquise douairière de Rensseau d'Amboise, M. et M^{me} John Nicoletti, ont le deuil de faire part du décès de

M. Robert DELMAS, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, croix de guerre 1939-1945 avec Palmes, médaille de la Résistance.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église réformée de l'Association, 19, rue Corbier, à Paris-16^e, le jeudi 16 août, à 14 heures.

2, rue Joseph-Bern, 75006 Paris.

M. Jeanne Dubreil, sa belle-mère, M. Philippe Droit, son épouse, Patriot, Etienne, Thierry, Gilles, ses enfants, M. et M^{me} Pierre Droit et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Coton et leurs enfants, M. et M^{me} Gérard Paté et leurs enfants, M. et M^{me} Claude Wagner et leurs enfants, Les familles Poline, Charrois, Picard, Demain, Sadoul, Foulon,

ont le deuil de faire part du décès de

M. Philippe DROIT, survenu le 12 août 1984 en son domicile, 19, rue Mirabeau, à Paris-16^e. Les obsèques seront célébrées dans l'intimité, le vendredi 17 août, en l'église Notre-Dame d'Antoni, à 8 h 30. Un service sera célébré ultérieurement. Cet avis tient lieu de faire-part.

Les collaborateurs du cabinet Droit ont le deuil de faire part du décès de

M. Philippe DROIT, expert-comptable DFLG, inscrit au tableau de l'ordre de Paris, ancien arbitre près le tribunal de commerce de Paris, commissaire de société, membre de la compagnie régionale de Paris.

44, avenue Mozart, 75016 Paris.

M. Paul J. Lochak, M. Betty Chaline, M. Simon Ballandras, M. et M^{me} Pierre Lochak, M. et M^{me} Danièle Lochak, M. Jacques Chevalier, ont le deuil de faire part du décès de

M. Boris LOCHAK, le 11 août 1984 à Paris. La levée du corps aura lieu à la chapelle de l'hôpital américain de Neuilly, le jeudi 16 août, à 10 h 30, et l'inhumation au cimetière nouveau de Neuilly, à 11 h 30.

ROBLOT S. A.
522-27-22
ORGANISATION D'OBSEQUES

Chambourcy, Poitiers, Nantes.

M. Yves Puget, son épouse, M. et M^{me} Daniel Mérignargues et leurs fils, Le capitaine et M^{me} Pierre Puget et leurs filles, M. et M^{me} Eric Freling et leur fils, M^{me} Bénédicte Puget, M. Eric Puget, ses enfants et petits-enfants, M. Jean de Touzalin, sa belle-mère, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, ont le deuil de faire part du décès de

colonel Yves PUGET, officier de la Légion d'honneur.

Les obsèques religieuses auront lieu en la chapelle du quartier général des Loges de Saint-Germain-en-Laye, le jeudi 16 août 1984, à 8 h 30.

Inhumation au cimetière Mairie-corde, à 16 heures, à Nantes.

Remerciements

M. Hilda Coquery, très touchée des témoignages d'estime et d'amitié reçus à la suite du décès de son époux,

M. Paul COQUERY, tient à remercier tous ceux qui lui ont ainsi marqué leur sympathie.

M. et M^{me} Charles Delmar, Yves, Sylvie et Laurent Delmar, remercient toutes les personnes qui ont pris part à leur deuil à l'occasion du décès de leur fils et frère,

Jean-Luc DELMAR,

survenu accidentellement le 24 juillet 1984.

Anniversaires

Pour le cinquantième anniversaire de sa mort, son fils demande une pensée affectueuse à tous ceux qui ont connu

Jaime HERZOG,

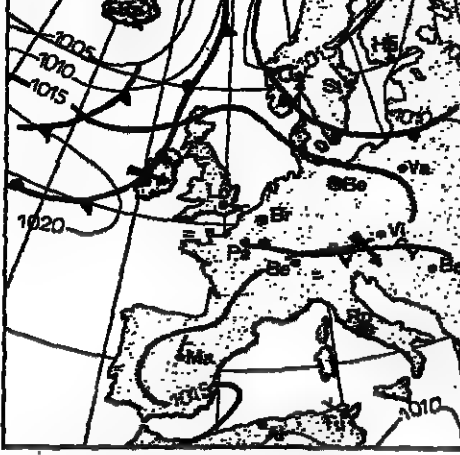
l'ont estimée et sont restés fidèles à son souvenir.

Le 15 août 1984.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de sursur des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14.08.84 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mardi 14 août à 0 heure et le mercredi 15 août à 0 heure.

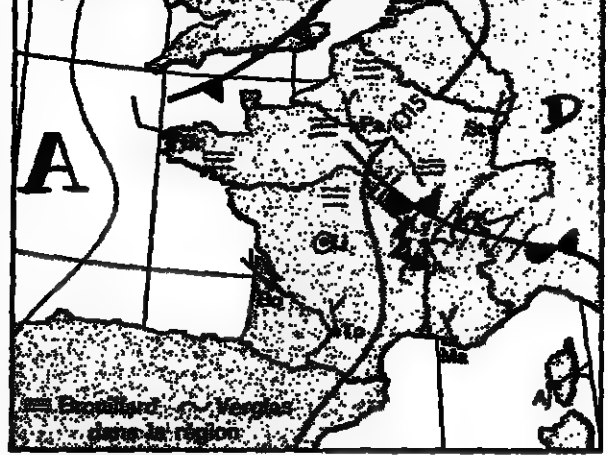
La situation générale évoluera peu, de l'air humide et instable affectant une moitié nord-est du pays, tandis qu'au sud et à l'ouest prédominera un temps ensoleillé avec quelques foyers orageux. Mercredi, du nord de la Bretagne au nord des Alpes et sur les régions situées plus au nord, le matin le temps sera brumeux et très nuageux avec quelques pluies locales faibles. Sur le quart nord-est, quelques orages faibles pourront être observés en fin de nuit et en tout début de journée. L'après-midi, les éclaircies se développeront. Elles seront plus limitées près de la Manche. Quelques averses orageuses se produiront sur le relief dans le Nord-Est et sur les Alpes du nord.

Aléa, le début de journée sera brumeux, avec des brouillards, en particulier sur la Bretagne sud et l'Aquitaine. Dans le sud-est, on observera des nuages moyens instables. Puis le temps sera ensoleillé avec quelques nuages. En Corse, il faut considérer un risque d'averse avec orages en début et fin de journée.

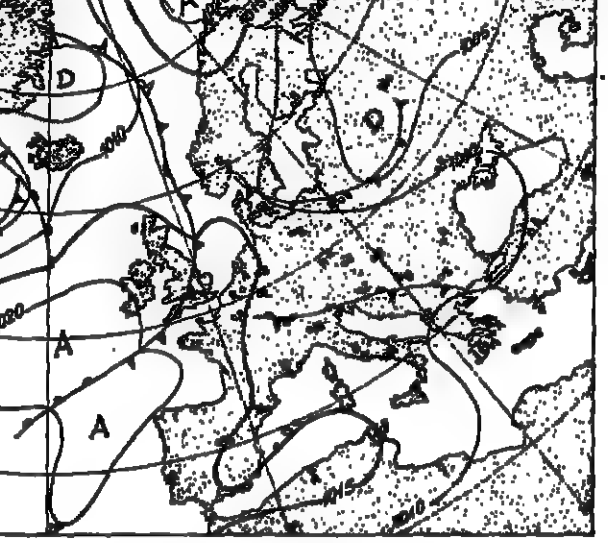
Les températures minimales seront de 15 à 17 degrés en Méditerranée, 11 à 13 degrés dans le Nord-Est, 12 à 15 degrés ailleurs. Les maxima évolueront peu par rapport à la veille. Sans d'exception pour la fin de semaine, les nuages d'air d'altitude qui très lentement sur notre pays ont persisté un temps brumeux associé à un flux de secteur est dominant. Toutefois, à partir de samedi, l'axe anticyclonique défilant de l'Angleterre à la Scandinavie et qui nous protégeait du courant perturbé océanique, commencent à s'affaiblir avec l'approche par l'Ouest d'un front froid peu actif.

Temps prévu pour la fin de la semaine. Jeudi et vendredi, des cébes de la Manche, au Nord, au Nord-Est et au nord des Alpes, un temps brumeux ou nuageux prédominera encore en début de matinée, mais le soleil fera de larges apparitions au cours de la journée et les températures maximales atteindront 22 à 25 degrés. Sur les autres régions, un temps ensoleillé prédominera après dis-

PRÉVISIONS POUR LE 5-08-84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOUT A 0 HEURE (GMT)



stipation de quelques brumes locales et les températures s'élèveront jusqu'à 25 à 29 degrés du Nord au Sud. Toutefois, quelques foyers orageux sont possibles dans le Sud-Ouest et en Corse. Samedi, la situation évoluera peu, sauf près de l'Atlantique où une dégradation du temps devrait se produire.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 14 août à 8 heures, de 1015,6 millibars soit 761,8 mm de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 août; le second le minimum de la nuit du 13 au 14 août): Ajaccio, 25 et 14 degrés; Biarritz, 23 et 16; Bordeaux, 28 et 14; Bourges, 24 et 12; Brém, 21 et 11; Caen, 22 et 15; Cherbourg, 20 et 10; Clermont-Ferrand, 25 et 11; Dijon, 18 et 13; Grenoble-Sud-Est, 27 et 12; Grenoble-St-Goirs, 25 et 11; Lille, 24 et 13; Lyon, 24 et 12; Marseille-Marignane, 27 et 16; Nancy, 24 et 9; Nantes, 24 et 12; Nice-Côte

d'Azur, 25 et 18; Paris-Montsouris, 25 et 16; Paris-Orly, 24 et 16; Pau, 26 et 15; Perpignan, 29 et 17; Rennes, 23 et 11; Strasbourg, 23 et 11; Tours, 23 et 12; Toulouse, 26 et 13; Poitiers-Poitou, 33 et 23. Températures relevées à l'étranger: Alger, 28 et 19 degrés; Amsterdam, 24 et 11; Athènes, 32 et 12; Berlin, 23 et 12; Bonn, 26 et 12; Bruxelles, 25 et 12; Le Caire, 36 et 24; Ben Casarim, 26 et 19; Copenhague, 23 et 12; Dakar, 30 et 25; Djérba, 41 et 25; Genève, 11 (mini); Istanbul, 27 et 19; Jérusalem, 28 et 18; Lisbonne, 30 et 14; Londres, 25 et 13; Luxembourg, 24 et 12; Madrid, 33 et 12; Moscou, 17 et 11; New-York, 21 (mini); Palma-de-Majorque, 30 et 16; Rio-de-Janeiro, 25 et 22; Rome, 27 et 18; Stockholm, 20 et 13; Téhéran, 46 et 27; Tunis, 30 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

(Publicité)
ANGLAIS/ALLEMAND/ESPAGNOL/ITALIEN/RUSSE/GREC
DIPLOMES DE LANGUES
A VOCATION PROFESSIONNELLE
Préparez, transcrivez chez vous, par correspondance, un examen de langue pratique pour valider votre formation et augmenter votre qualification:
CHAMBERS DE COMMERCES TRANSLANGUES, UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE,
ITS TRANSLANGUES COMMERCIAL, INTERPRETE D'ENTREPRISE
Cours d'examen dans toutes les langues. Préparation assurée à tous ceux qui possèdent une pratique courante de la langue. Cours de mise à niveau pour débutants et faux débutants. Inscription tous les ans. Obligatoire de formation continue. Cours de perfectionnement à Paris-Lesclaux.
Demandez gratuitement à: **LANGUES ET AFFAIRES**, rue de la Chapelle, 82303 Paris-Lesclaux.
Tél: 10 270.81.86 ou 270.72.63 (réception 24h).

ANNONCES CLASSEES

emplois régionaux
LE SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'ECOLE NATIONALE DE MUSIQUE DU YAMIN recense UN ATTACHE STATUTAIRE pour la gestion administrative de l'école (140 salariés). Envoyer candidature avec dossier complet (diplôme, expérience, etc.) à: **DELEGATION DEPARTEMENTALE A LA MUSIQUE**, A.D.A. Comité Général, 81014 ALBI CEDEX.
OFFRES D'EMPLOIS
IMPRIMERIE Moderne installée dans la zone de Saint-Remplacante du 1^{er} au 15 septembre. Tél: 770-33-88 entre 8 h et 11 h 30 ou 043-31-43.
Urgent. ATTACHE DE PRESSE pour éditeur Rive Gauche de presse littéraire. Expérience exigée. Direction indépendante. Culture, concert, cinéma, d'après C.V. + photo. Envoyer dossier complet à: **LE MONDE PUBLIS**, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
VILLE DE LA BANLIEUE SUD DE PARIS cherche UN CHIEF DE LABORATOIRE D'ANALYSES MEDICALES pour son Centre de santé municipale. Adressez demande et C.V. avec photo à: **LE MONDE PUBLIS**, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
VILLE DE CORSE-ESSENNES recense Pour son école multisports (le mercredi matin) MONTEURS (TRUCES) Adresser candidature au Palais des Sports, 80, rue de la République, 91100 CORSE-ESSENNES. Téléphone: 486-42-55.

DEMANDES D'EMPLOIS
JEUNE FEMME 23 ANS recherche place stable de secrétaire à temps partiel pour début octobre. Réponse hebdomadaire s'il vous plaît. Envoyer dossier complet à: **LE MONDE PUBLIS**, service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Jeune femme, 28 ans, diplômée université, cherche emploi (travaux + DCA géographie et aménagement). Libre de toute charge. Tél: 18 (3) 478-71-18.
propositions diverses
L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée **FRANCE CARRIERES** (C 70). B.P. 402, 09 Paris.
Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée **MIGRATIONS (L.M.)**. B.P. 291, 09 Paris.
automobiles
ventes
moins de 5 C.V.
Vendu cause départ. R-4 GTL, année 80, 65.000 km, bon état général. Prix: 14.000 F. Téléphone: 836-03-65.
de 5 à 7 C.V.
A VENDRE 1980. Vase 5 portes, 5 vitres, 63.000 km, 18.000 F. Radio-cassette, très bon état. Tél. apr. 19 h, 028-43-37.
enseignement
ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer, (400 Km de Londres) dans l'un des 100 centres de formation mondiales, venez dans le monde anglais et anglais d'anglais. Méthode moderne 1987 et apprenez par le British Council. 218, 20 rue de la République, 91100 Corbeil-Essonnes (Seine-et-Marne). Tél: (01) 698-25-23 (Suisse).
25% RÉDUCTION
chez **REGENCY SCHOOL OF ENGLISH**
Rangée, Kent, Angleterre. Tél: 045-5212. Fax: 045-5212. Courriel: rency@rency.co.uk. Adresse: 11, rue de la République, 91100 Corbeil-Essonnes. Tél: (01) 698-25-23 (Suisse).
L'immobilier
REPRODUCTION INTERDITE
appartements ventes
17^e arr^t
PEREIRE 220 m²
dans imm. pierre de l'Ass. APPT DE STAND. Triple. Répart: 4 ch, 780-1-2-1.
Province
SAINT-TROPEZ
CHATELAIN SAINT-JAMES
STUDIOS, 2 PIÈCES
LUXE, TERRASSE, JARDIN. PRIX: 1.200.000 F. (94) 97-20-23.
locations non meublées
Paris
A LOUER NOMBREUSES OFFRES DE PARTICULIERS. PARIS-BANLIEUE. Téléphone: 296-88-48.
LOCATIONS DISPONIBLES PARIS-BANLIEUE C.L.P.
807-05-46
68, rue de Chemin-Vert, 75011 PARIS.
M^{me} ST-AMBOISE.
15^e arrondissement, à LOUER 2 P. coin, 60 m², 2.500 F CC. Tél: 790-51-31, pr. 370 jusqu'à 18 heures.
locations non meublées
demandes
Région parisienne
Pour Sûreté européenne cherche villas, pavillons pour CADRES. 885-88-66 - 223-87-02.

Comment devenir Suisse en neuf mois
(et le rester pendant trente ans au moins)

Par les temps qui courent, il est bien agréable d'être Suisse.
De faire partie d'une communauté qui approuve le secret bancaire, qui refuse la semaine de 40 heures et qui apprécie les entreprises qui gagnent de l'argent. De vivre dans un pays superbe, dont la réputation touristique n'est plus à faire. De pouvoir compter chaque année les grèves sur les doigts d'une main. De...
Ah, les Suisses! On les envie et, souvent, on ne les aime pas beaucoup. Avec vous remarquez que les ratés détestent ceux qui réussissent? Qu'ils trouvent toujours de laborieuses justifications pour expliquer le succès des autres, où il est question de destin, de hasard, de chance?

Etre Suisse
La vérité est bien plus simple. Etre Suisse, ce n'est pas seulement disposer du célèbre passeport rouge à croix blanche. C'est aussi partager quelques qualités et une certaine mentalité, où il est encore question d'effort, de réalisme, d'esprit d'entreprise, de profit...
Savez-vous qu'un siècle dernier, la Suisse était un pays si pauvre que son gouvernement étudiait des possibilités d'émigration massive vers le Nouveau-Monde? Ne croyez-vous pas qu'il a fallu plus que de la chance pour faire aujourd'hui de la Confédération un des États les plus prospères du globe?

Devenir Suisse
Cet esprit, vous pouvez l'acquérir. Et devenir «Suisse» en neuf mois. Simplement en suivant le programme Administration de l'Entreprise de l'ECADE.

Saisissez maintenant votre chance d'être admis
Chaque année, l'ECADE accueille 40 stagiaires dans le programme Administration de l'Entreprise. En prouvant votre détermination et votre envie réelle de «devenir Suisse», vous pouvez encore obtenir une place pour la session 1984/1985 (octobre à juin).
Il vous suffit de nous adresser quelques lignes justifiant votre désir d'être admis, accompagnées d'une brève présentation de vous-même (vos diplômes nous intéressent, vos motivations nous passionnent). Sachez nous convaincre: vous recevrez en retour, sans engagement, un dossier d'information et une formule d'admission.
Adressez vos messages à M^{me} F. Henry Direction administrative Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises ECADE Rue du Bugnon 4 CH-1005 Lausanne (Suisse) Tél. (021) 221.511.

IMPORTANT - Administration de l'Entreprise est un programme de formation polyvalente en gestion d'entreprise, d'une durée de neuf mois à plein temps, donnant accès à un «Diplôme de formation de base en gestion d'entreprise». L'ECADE est une institution indépendante d'enseignement privé fondée en 1960.
Certes, le diplôme de l'ECADE n'est pas un passeport officiel. Mais, pour des milliers d'entrepreneurs dans plus de 70 pays du globe, depuis près de vingt-cinq ans, le diplôme de l'ECADE vaut au moins autant. Parce qu'il prouve que vous possédez ces qualités et cet esprit qui font les bons (et, souvent, les grands) managers.

bureaux
DOMICILIATIONS
Constitution de Société, Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50.
maisons individuelles
78 BORD DE SEINE MAISON P. 4, 100 m², jardin, 850 m², P. 1.580.000 F. C.V. 1.338-16-50.
maisons de campagne
Vendons cause départ, belle maison ancienne, dans village de collines.
VUE IMPRÉNEURABLE à 9 poss., 220 m² carée, gar., jard., chauff., central, 9 km de l'air-sur-Sorgues, Vaucluse, à l'est du mistral. T. 000 20-32-78.
terrains
UNIQUE COTE D'AZUR LA CROIX-VALMER
Prop. beige construite 90 a. vend. 2 ha constructible (1 seul m² 200 m² (pas de lot)). Cert. urban. poss. (env. 84). Situation: Presq'île Saint-Tropez (point géodésique 174). Part Nat. Cote d'Azur. Site sauvage classé, vue imprenable. Alt. 150 m., mer à 1.000 mètres. Affaire rare (sans interm.) 1.500.000 FF (quatre). Curieux s'abstenir. Env. s/nr 8.287 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
pavillons
URGENT. PART. VO SUR CO-TEAU DE MONTLOUIS (37) MAISON J.M.E.L.E. HAUTES 2 ans, p. 18 m², comm., P. 5, gar., 2 bns, m. c., gîte, cave et petit terrain. P. 450.000 F. (quatre). Petit PAP. Pour tous renseignements, BRUNELLI, Tél: (16) 471 46-00-71.
VILLERS-SUR-MARNE
Prix, gare et comm., sur jardin de 185 m². Pavillon deux pièces, cuisine, petit garage. Agenc. yves. Prix 320.000 F. JANREAU, 304-21-08.

INFORMATIONS «SERVICES» ANNIVERSAIRE

VIE ASSOCIATIVE

Calvaires bretons

En 1952, un assureur de Vannes passionné de vieilles pierres, Gérard Verleau, créait l'association Breiz Santel (1). Son but : sauvegarder les petits monuments religieux (croix, calvaires, fontaines, chapelles) qui sont nombreux dans les cinq départements bretons (la Loire-Atlantique étant comprise dans ses investigations). Au fil des années, les adhérents grossissent ses rangs. Ils sont actuellement un millier environ. Le président, M. Maho, est entrepreneur de travaux publics à Baud (Morbihan), et cette association possède un permanent, M. Fabrice Nindrailles, chef de chantier de formation.

Ni rien transformer de l'architecture initiale, reconstruire si possible avec le matériel trouvé sur place en s'inspirant des documents d'époque ou d'anciennes photographies : c'est un travail en profondeur que Breiz Santel développe avec ses moyens propres. Malgré ce travail de fouille, l'association souffre de ne pas être reconnue sur le terrain par certaines municipalités qui pourtant devraient se réjouir qu'elle fasse le travail pour un moindre coût. Le problème n'est pas de l'ordre de la reconnaissance, mais de la reconnaissance.

MICHEL LORET.

(1) Breiz Santel, 18, rue Emile-Burgault, 56000 Vannes, édite un bulletin trimestriel.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 15 AOÛT

« La Sainte-Chapelle et la Conciergerie », 15 heures, boulevard du Palais, devant les grilles (Arcus).

« De la maison de Robespierre aux convents et clubs de la rue Saint-Honoré », (M^{me} Barbier).

« Moutier et ses secrets », 10 h 30, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'île de la Cité », 15 heures, 24, place Saint-Sulpice (B. Chamy).

« La Mosquée de Paris », 15 heures, place du Palais-de-Justice (M^{me} Feraud).

« Faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Chambre des députés (Las Flépées).

« Saint-Denis », 14 h 30, portail central de la basilique (Luzhe-vizites).

« Un châtelet et ses mystères », 14 heures, métro Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Le quartier de l'Horloge », 10 h 30, 2, rue du Renard (Paris autrefois).

« Selon le ministère des Finances », 15 heures, 93, rue de Rivoli (Paris et son histoire).

« Le Vieux Belleville », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

DES GRANDES AFFAIRES A LA RÉSISTANCE

Jacques Bingen, le méconnu

Il y a quarante-quatre ans, le 16 juillet 1940, débarquant en Angleterre pour rejoindre la France libre un jeune officier séduisant et d'une brillante intelligence, Jacques Bingen, trente-trois ans. C'est un administrateur confirmé. Beau-frère d'André Citroën, qui l'a formé aux affaires, ingénieur des mines, diplômé de sciences politiques, il a dirigé une société d'armement naval et de transports maritimes. De Gaulle en fera le directeur de la France libre. Tâche nécessaire mais peu exaltante pour un homme assoiffé d'action et de contacts humains.

Au printemps 1943, Bingen respire : il entre dans les services spéciaux de la France libre, le BCRA (Bureau central de renseignement et d'action) pour y diriger les affaires non militaires. Il reçoit les chefs des organisations clandestines venues en mission secrète à Londres.

Lorsque, en février 1943, Jean Moulin, délégué général du Comité français de libération

nationale en France occupée, passe trois semaines à Londres, Bingen obtient de lui la promesse de l'appeler à ses côtés.

Promesse non tenue : Moulin est arrêté à Caluire le 21 juin 1943. Il n'a pas d'adjoint. Claude Bouchinet-Serreulle nous les fils rompus. Mais il faut du renfort. Dans la nuit du 15 au 16 août 1943, Bingen arrive en Ile-de-France avec le titre de délégué général par intérim. Il crée ou participe à la création des commissions qui structurent la Résistance. Il met sur pied, notamment, le comité financier. Il réussit à assurer le regroupement des éléments armés dans les Forces françaises de l'intérieur, en accord avec le Conseil national de la Résistance, que préside Georges Bidault. Il est - et il l'est - « prodigieusement heureux » au cours de cette « paradisiaque période d'enfer ».

Fin avril 1944, il remet ses fonctions de délégué général à un « résistant de l'intérieur » Alexandre Parodi, et redouble dévoué pour la zone sud. Pour

peu de temps. Il est trahi. Le 13 mai 1944, il est arrêté à Clermont-Ferrand. Il assomme deux gardiens, s'évade. Il est repris, neutralisé son agresseur. Mais des soldats allemands sont accourus. Jacques Bingen, chargé de trop de secrets pour courir le risque de la torture, se donne la mort.

Avant son départ de Londres, dans une lettre-testament, il supplie le général de Gaulle « de ne pas oublier, après la radieuse victoire, que si la France est une grande dame, les Français sont bien fatigués. Il faudra qu'il ait pour eux non seulement beaucoup d'ambitions, mais aussi beaucoup d'indulgence tendresse ».

Cet homme passionné, qui voulait « lutter dangereusement pour les idées de liberté », est mal connu. Aucun parti politique, aucune organisation de résistance n'a reconnu pour sien « l'homme de Londres », qui, dans la joie de l'action, accomplissait le destin qu'il avait prévu.

J. P.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 13 et mardi 14 août

DES ARRÊTÉS

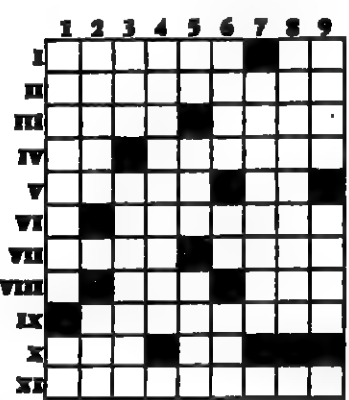
● Modifiant le taux de rendement des bons du Trésor à intérêt progressif émis à compter du 16 août 1984.

● Fixant le tarif des produits sanguins déposés dans les officines de pharmacie.

● Portant règlement des visites de groupes aux galeries nationales d'exposition du Grand Palais.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3775



HORIZONTALEMENT

I. Mauvais film. Rendu après avoir été avalé. - II. Gardien de parc. - III. Plus on a une sale tête et plus on a des chances de lui plaire. Fait le malin en jouant les naïfs. - IV. Conjonction. Ordre qui impose le silence. - V. Fait trinquier en donnant une goutte. Fait l'appel. VI. Espèces de phalanges qui faisaient souvent le coup de poing. VII. Arrive à la fin des cours. Eau courante. - VIII. Baie du Japon. Ce n'est certes pas le dernier orl. - IX. Exprimées ou étouffées selon le cas. - X. Fait bonne contenance. Symbole. XI. Comme une expression corporelle.

VERTICALEMENT

1. Œuvre de chair. Symbole chinois. - 2. Sépare Russes et Chinois ou les unit. On pouvait s'y étendre ou s'y faire étendre. - 3. Terme d'affection ou d'infection. Que l'on peut inclure dans un plan de vol. - 4. Court toujours, bien qu'elle ait tout le temps. - 5. Note. Pierres précieuses pour un solitaire. Fut lésé d'un côté et délesté d'un autre. - 6. Sont sûrement le fauve. Porte une robe à queue. Jette du jus. - 7. Construction qui se tient. - 8. Mettre et remettre. - 9. Déchet humain. En France.

Solution du problème n° 3774

Horizontalement
I. Tabatière. - II. Amidonné. - III. Ce. - Mutant. - IV. Entité. Ir. - V. Ta. Rend. - VI. Grasse. - VII. Fiat. Isba. - VIII. Esprit. Ud. - IX. Steiner. - X. Sc. Ai. - XI. Ustensile.

Verticalement
1. Tacet. Fessu. - 2. Aménage. - 3. Bi. Rape (voir ce mot). - 4. Admiratrice. - 5. Toutes. In. - 6. Intensité. - 7. ENA. Dés. Rai. - 8. Reni. Bu. Il. - 9. Estrapade. - 10. GUY BROUTY.

FEMMES ET LIBERTÉS

Le numéro 33 de *Hommes et libertés*, journal de la Ligue des droits de l'homme, parle... des femmes : liberté, solidarité, vie professionnelle, vie carcérale, etc., avec une interview de M. François Mitterrand.

★ Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 707-56-35. Prix du numéro 20 F.

CONSUMMATION

PÊCHE AUX MOULES : DANGER

Dans un communiqué publié le 11 août, l'Union fédérale des consommateurs (UFC) attire l'attention du public sur le risque d'intoxication que présente actuellement la consommation de moules.

Au secrétariat d'Etat à la mer, on indique que trois régions en France sont actuellement touchées. « Sur quelques kilomètres du littoral, vers Barfleur dans le Cotentin, en Basse-Normandie à côté de Caen et dans la baie de Douarnenez, les moules présentent un risque à la consommation à cause de la prolifération d'un phytoplancton toxique pour l'homme ». Ces zones de production sont surveillées en permanence par l'IFREMER (Institut français de recherches en mer). « Dès que l'Institut relève une anomalie, indique-t-on au secrétariat d'Etat, nous faisons interdire le ramassage, la pêche et la vente des moules. Les coquillages commercialisés ne présentent donc aucun danger pour le consommateur ». Le seul risque, en fait, est lié à la pêche amateur dans les zones concernées.

ÉCHECS

TIGRAN PETROSSIAN EST MORT

Moscou (AFP). - Le Soviétique Tigran Petrossian, ancien champion du monde d'échecs, est décédé à Moscou, à l'âge de cinquante-cinq ans, des suites d'une « longue et grave maladie », a annoncé mardi l'agence soviétique Tass. (Né le 17 juin 1929 à Tbilissi (Géorgie), Tigran Petrossian était l'un des plus brillants représentants de l'école d'échecs soviétique. Grand maître depuis 1952, Petrossian avait été champion du monde de 1963 à 1969, après avoir défait successivement ses compatriotes Mikhaïl Botvinnik, en 1963, et Boris Spassky, en 1969. Petrossian avait également obtenu avec l'équipe de l'URSS la première place aux Olympiades d'échecs de 1958 à 1974. Il avait été quatre fois champion d'URSS : en 1959, 1961, 1969 et 1976. Membre depuis 1958 du présidium de la Fédération d'échecs d'URSS, il était également journaliste et avait publié, en 1968, un ouvrage intitulé *Echecs et philosophie*.)

jusqu'au 15 8, même le dimanche

PAR ARRÊTÉ PREFECTORAL

ON CASSE !!!

-25% SUR TOUT

dégriff meubles

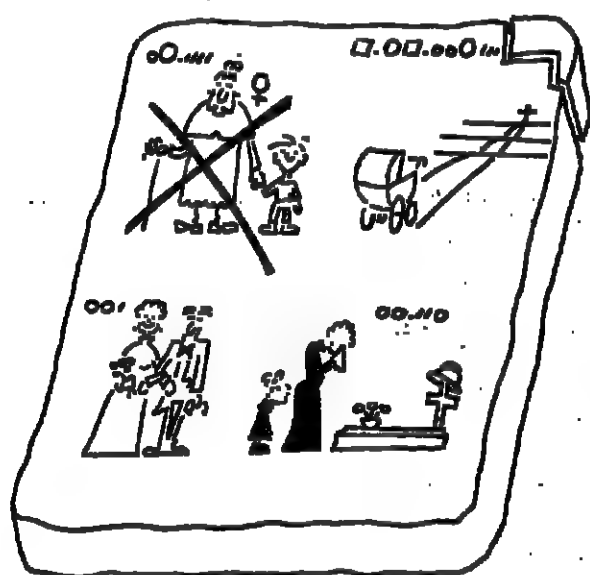
42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e

Tél. 504.45.24 Métro Austerlitz

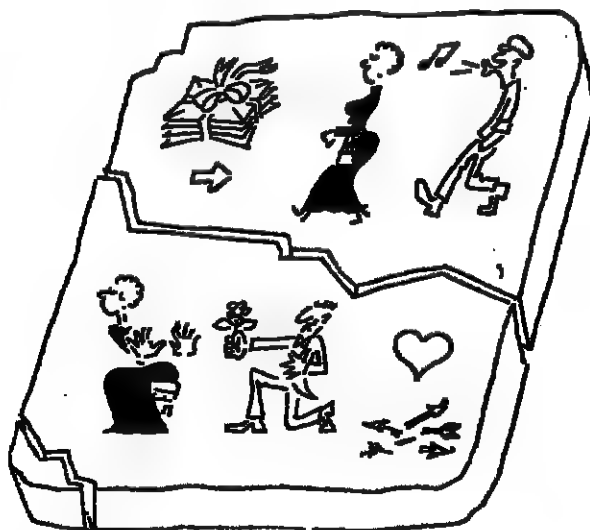
ÉTÉ

Histoire d'Amour par kony

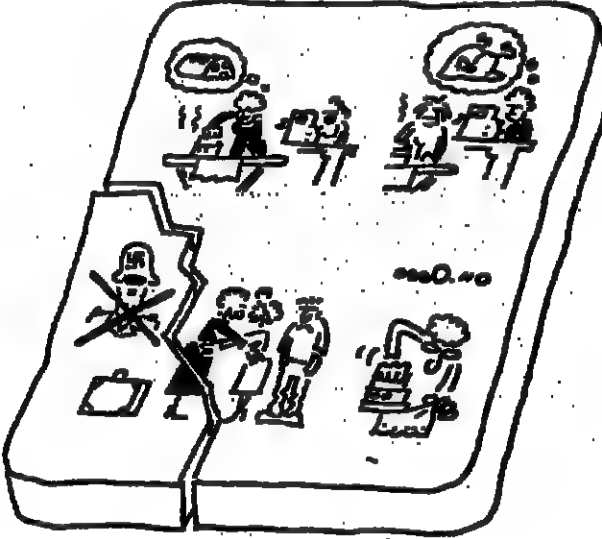
PEUT-ÊTRE AURAIS-SE DU VIVRE A UNE AUTRE ÉPOQUE ?



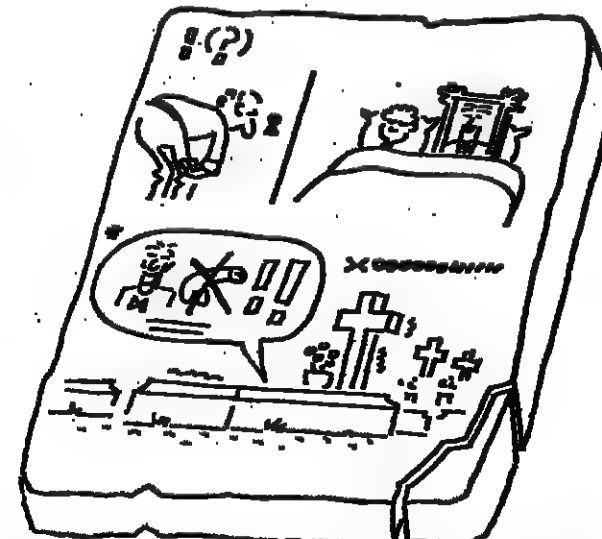
TRADUCTION : 1983. MA GRAND MÈRE MATERNELLE VIENT DE MOURIR A L'ÂGE DE 24 ANS. SA LONGUE VIE AURA ÉTÉ EXEMPLAIRE. MARIÉE A 21 ANS ELLE PERD SON MARI A LA GUERRE ET SE RETROUVE SEULE A 28 ANS AVEC SA PETITE FILLE...



DES LETTRES RETROUVÉES CHEZ ELLE INDICENT QU'ELLE FUT TRÈS COURTISÉE APRÈS LA MORT DE SON MARI ET QU'ELLE EUT MÊME DES PRÉTENDANTS SÉRIEUX ; MAIS ELLE NE SE REMARIA JAMAIS...



.. POUR L'ÉLEVER, ELLE ACCEPTE UN MODESTE EMPLOI DE TENUERIE ET TRAVAILLE SI BIEN QU'ELLE S'ÉTABLIT A SON COMPTE QUELQUES ANNÉES PLUS TARD. APRÈS LA SECONDE GUERRE MONDIALE ELLE VIENT VIVRE PRÈS DE SES PARENTS ET CONTINUE DE TRAVAILLER JUSQU'À L'ÂGE DE 78 ANS...



.. ELLE AFFIRMAIT ET LE TÉMOIGNAGE DE SES PROCHES SEMBLE LE CONFIRMER QUE DEPUIS SON VEUVEGE ELLE N'AVAIT JAMAIS EU D'AMANT. ELLE A MAINTENANT RETROUVÉ SON HOMME APRÈS 66 ANS DE SÉPARATION. « SE TE RÉPÈTE QUE JE N'AI PAS COUCHÉ AVEC LOI ! »



CES GENS LÀ AVAIENT VRAIMENT DES MOEURS EXTRAORDINAIRES !

(André)

Monde

ÉCHOGRAPHIE LA CONFÉRENCE

Écho

Saint-Siège quant à Washington d'« étape »

Le pape Jean-Paul II, qui se rendra à Washington le 15 août, a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

Le pape a déclaré qu'il ne voulait pas s'engager dans une discussion sur l'abortion.

مركز الامن

DÉMOGRAPHIE

LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE MEXICO SUR LA POPULATION

Échecs américains

Mexico. — Dans le combat politique qui s'est engagé lors de la Conférence internationale sur la population, les États-Unis viennent de subir une série de défaites.

La plus cuisante sans doute porte sur la recommandation 34, concernant notamment la référence à la « création de zones de peuplement dans les territoires occupés par la force », dont les Américains demandaient la suppression, bien que cette recommandation ait été adoptée sans difficulté au cours de la dernière réunion préparatoire à la conférence de New-York. Ils estiment qu'elle avait un caractère politique étranger aux thèmes de la conférence et ne visait qu'Israël — en fait, une violente empoignade entre Turcs et Chypriotes, au cours d'une discussion en commission, a montré que les Israéliens n'étaient

pas seuls concernés. Les pays arabes proposaient un contre-amendement mettant explicitement en cause Israël.

De multiples réunions privées au cours du week-end pour trouver un compromis n'avaient pas abouti : à la demande du Mexique, les pays arabes acceptaient de retirer leur amendement, mais les Américains continuaient d'exiger la suppression pure et simple de la recommandation 34.

L'intervention du secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, qui avait rencontré le ministre de l'Intérieur mexicain, président de la conférence, le secrétaire général du

De notre envoyé spécial

Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population et les différentes parties intéressées, aboutit, lundi 13 août, à proposer un texte bilingue rattachant à la convention de Genève l'établissement de colonies dans les territoires occupés. Cette version, acceptée par les Arabes, ne fut pas par les Américains, qui demandaient la suppression de cette allusion.

Après de multiples votes de procédure, les Américains demandant d'abord l'ajournement du débat, puis soulevant l'insuffisance de la conférence sur un problème de nature juridique (l'interprétation de la convention de Genève), la commission finit par constater l'échec du compromis proposé, et la recommandation initiale fut adoptée par 83 voix contre 3 (États-Unis, Israël et Libéria) et 15 abstentions (dont le Japon, le Vatican, la Suisse et le Zaïre).

Outre les États arabes, le bloc socialiste et la très grande majorité des pays d'Afrique et d'Asie (entre autres l'Indonésie et la Malaisie), tous les Occidentaux (sauf la Belgique, absente), ont voté pour, lors de ce dernier scrutin. En fait, les Occidentaux, réticents à l'égard du pseudo-compromis rédigé sous les auspices du secrétaire général de l'ONU, voulaient rester cohérents avec l'attitude qu'ils avaient adoptée lors des réunions préparatoires, considérant que le texte avait malgré tout un caractère général.

En regard, les modifications obtenues par les États-Unis sur la nécessité de « respecter les valeurs religieuses et culturelles des couples », notamment des minorités, en matière de planification des naissances (avec l'appui du Vatican, voir article ci-dessous) ou d'éviter toute contrainte, et le compromis sur le désarmement paraissent de maigres compensations.

La solidarité islamique, et plus généralement tiers-mondiste l'a emporté dans beaucoup de pays pourtant traditionnellement alliés des Américains (qu'il s'agisse du Maroc ou de l'Indonésie). Le retournement tardif de la Maison Blanche sur les problèmes de population, l'attitude jugée « agressive » ou « arrogante » de la délégation, ont irrité de nombreux pays, notamment latino-américains et asiatiques.

L'annonce, samedi, du versement de la part de la contribution américaine au Fonds des Nations unies en matière de population, venant après les conditions mises à ce versement, n'a pas suffi aux États-Unis pour gagner des appuis : tout au plus ont-ils obtenu quelques silences — ou absences — au moment des votes. Ce déboîtement a d'ailleurs suivi une intervention à Mexico, d'une délégation parlementaire américaine hostile au « nouveau cours » de la Maison Blanche : celui-ci — qui peut attirer des voix lors de la prochaine élection présidentielle — reste néanmoins controversé ; il est toujours sévèrement jugé, en particulier par la presse américaine.

GUY HERZLICH.

La solidarité islamique l'emporte

Cet échec n'est pas le seul pour les Américains. Le premier, l'amendement qu'ils avaient proposé en faveur de l'« économie de marché » et d'un « climat de liberté économique », avait été renvoyé sine die. Un deuxième, qui soulignait les « énormes progrès » accomplis en matière de fécondité, d'espérance de vie et de niveau de vie depuis trente ans, jugé trop optimiste, restait en suspens lundi soir. Un troisième, invitant à « abaisser les entraves au commerce », à accroître les exportations pour soulager la dette extérieure des pays sous-développés et à « encourager les différentes formes d'investissement et d'esprit d'entreprise » n'a été accepté qu'après une longue controverse, notamment avec l'Union soviétique.

SOCIAL

Citroën : le ministre du travail a reçu une délégation de la CGT

En recevant M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, le 13 août au soir, M. Michel Delebarre, ministre du Travail, a reçu une délégation de son préfecteur de la Gironde, M. Pierre Bérégovoy, n'entendant pas s'obliger à répondre, pour le 18 août, à la demande de 2.937 licenciements présentée par la direction de Citroën.

On faisait d'ailleurs observer dans son entourage, comme à l'hôtel Matignon, que cette échéance n'avait rien d'impérieux et ne correspondait à aucune nécessité légale, la date du 18 août ayant seulement été avancée parce que M. Bérégovoy avait donné, le 18 mai dernier, un délai de trois mois aux patrons

immigrés. Le nouveau ministre du travail, de son côté, suivait l'affaire de près, depuis sa prise de fonction. Mais il apparaissait bientôt que M. Michel Delebarre, quoique soucieux de respecter les engagements de son préfecteur de la Gironde, M. Pierre Bérégovoy, n'entendait pas s'obliger à répondre, pour le 18 août, à la demande de 2.937 licenciements présentée par la direction de Citroën.

On faisait d'ailleurs observer dans son entourage, comme à l'hôtel Matignon, que cette échéance n'avait rien d'impérieux et ne correspondait à aucune nécessité légale, la date du 18 août ayant seulement été avancée parce que M. Bérégovoy avait donné, le 18 mai dernier, un délai de trois mois aux patrons

AFFAIRES

L'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE : consultation gratuite en dessous de deux minutes

Les consultations de l'annuaire électronique seront désormais gratuites si elles n'excèdent pas deux minutes, quel que soit le département de l'abonné. Cette disposition, adoptée par les PTT, est applicable depuis le 1^{er} août. Auparavant, les consultations étaient gratuites, quelle que soit la durée, moyennant un paiement du numéro recherché dans la même département.

Avec le nouveau dispositif, pour une recherche qui dépasse deux minutes l'abonné se verra facturer une taxe de base (0,75 F) toutes les deux minutes, avec toutefois les mêmes tarifs réduits suivant les horaires que pour le téléphone. Aujourd'hui, 190.000 abonnés au téléphone disposent d'un annuaire électronique.

MONNAIES

RECU DU DOLLAR

Sur les indications de New-York, le dollar a baissé mardi matin 14 août sur toutes les grandes places financières internationales. A Paris, entre autres, il se traitait peu avant midi à 8,89 F (contre 8,920 F lundi en début d'après-midi). A Francfort, le billet vert valait 2,8940 DM (contre 2,9175 DM). Son cours était de 2,4388 FF (contre 2,4585 FF) à Zurich.

Les cambistes attribuent ce repli du dollar à des ventes bénéficiaires liées à une détente des taux d'intérêt outre-Atlantique. Dans l'ensemble, les affluents ont été très calmes.

A Londres, le prix de l'or est resté en volée de 348 dollars l'once (contre 343,50 dollars lundi).

Lisez

Le Monde
classés et documents

ÉTRANGER

La première session de la conférence des Nations unies a jeté les bases de la lutte contre les pavillons de complaisance

De notre correspondante

Genève. — C'est sur une note d'un optimisme modéré que s'est achevée au Palais des Nations, sous la présidence de M. Lamine Fadika (Côte d'Ivoire), la première session de la conférence des Nations unies sur les « conditions d'immatriculation des navires ».

L'expression, d'apparence anodine, vise en fait l'un des problèmes les plus graves qui affectent la navigation maritime puisqu'il ne s'agit de rien moins que de freiner la prolifération des pavillons de complaisance.

Les navires battant pavillon de complaisance forment actuellement le tiers de la flotte mondiale, soit 202 millions de tonnes port lourd (TPL), les deux principaux pays dits de « libre immatriculation » étant le Liberia et Panama avec 135 et 58 millions de TPL (chiffres de l'ONU pour 1983). Ce système peut permettre toutes sortes d'abus, tels la violation des conventions de travail des gens de mer, le mépris des normes d'hygiène et de sécurité, le manque de précaution risquant de provoquer des accidents tragiques comme celui de l'Amoco-Cadiz au large des côtes bretonnes en 1978. Cette situation fait que ceux des pays du tiers-monde — et c'est la grande majorité — qui n'autorisent pas la libre immatriculation et n'en offrent pas par conséquent les avantages, n'ont pratiquement aucune chance d'accroître le rôle jusqu'à présent minime qu'ils aiment avoir jouer dans les échanges commerciaux par voie de mer.

Une réglementation internationale en ce domaine est apparue comme impérative à tous les participants à la conférence, et c'est là un premier point acquis. L'accord a pu se faire sur un certain nombre d'autres points de principe :

- Nécessité pour chaque navire d'avoir une nationalité et une seule, celle de son pavillon ;
- Existence d'un lien substantiel entre le navire et l'État du pavillon, un tel lien devant être concrétisé par l'existence sur le territoire de celui-ci d'une administration maritime (c'est-à-dire de services nationaux capables de faire respecter à bord des navires battant pavillon de l'État les normes techniques, écologiques et sociales applicables), d'un registre détaillé des navires sous sa juridiction et d'une « représentation appropriée » (siège social, direction générale ou office de gestion) des armateurs ;
- Participation de ressortissants de l'État du pavillon aux équipages, ainsi qu'aux sociétés d'armement des navires ;

• Possibilité d'identification du ou des véritables propriétaires d'un navire.

Une deuxième session de la conférence est prévue pour le début de l'automne. Les réserves et divergences qui subsistent et opposent les grandes puissances maritimes à l'économie de marché et les pays de libre circulation aux États communistes et à la plupart des pays du tiers-monde portent essentiellement sur la nature du traité à conclure (convention limitant les parties, simple recommandation ou instrument combinant) et sur l'importance relative de la participation de l'État du pavillon au recrutement des équipages et au capital des sociétés, les uns préconisant la souplesse indispensable à leurs yeux au développement du commerce mondial, les autres estimant que sans une participation suffisante on ne saurait parler de lien substantiel entre un État et une flotte battant son pavillon.

I. V.

GRANDE-BRETAGNE

Recul de la production industrielle. — La production industrielle britannique a baissé de 3 % au deuxième trimestre, à cause de la continuation de la grève des mineurs, entrée le 12 août dans son sixième mois. Normalement les houillères contribuent pour environ 4 % à la production industrielle, qui, selon l'Office central de la statistique, se serait sinon redressée de 0,5 %. Toutefois, le conflit n'a eu jusqu'à présent que de faibles répercussions sur l'industrie manufacturière, dont la production n'a diminué que de 0,5 %, se maintenant à un niveau supérieur de 2,5 % à celui du deuxième trimestre de 1983. Ces répercussions se sont limitées essentiellement à la sidérurgie. — (AFP.)

Contraction du commerce de détail. — Le volume du commerce de détail a diminué de 1,2 % en juillet, selon les statistiques provisoires du ministère britannique du commerce. Intervenu en dépit des soldes d'été — avancées à juillet par de nombreuses chaînes de magasins — cette contraction semble avoir été motivée par le renchérissement du coût du crédit. En outre le pouvoir d'achat a été réduit par l'augmentation du coût du logement consécutive au relèvement du taux des prêts hypothécaires.

Toutefois pour l'ensemble des trois derniers mois (mai à juillet), le volume du commerce dépasse encore d'un peu plus de 1 % celui des trois mois précédents et de près de 4 % celui de la période correspondante de 1983. — (AFP.)

Le Saint-Siège qualifie la position de Washington d'« étape historique »

De notre correspondant

Cité du Vatican. — Le Saint-Siège a suivi avec une vive attention les travaux de la Conférence mondiale sur la population, qui vient de s'achever à Mexico. Tant Radio-Vatican que l'Observateur Romano ont donné un grand écho à la position défendue à Mexico par le représentant du Saint-Siège, l'archevêque belge Mgr Jean Schotte, vice-président de la commission post-conciliaire Justice et Paix.

La diplomatie vaticane a, en fait, remporté une victoire. Surtout en réussissant à convaincre Washington de ne plus financer les organisations pour le développement qui « soutiennent l'avortement comme moyen de contrôle des naissances ». Alors qu'il y a dix ans à Bucarest, le Saint-Siège n'avait pu faire fléchir les États-Unis, il se retrouve cette fois au centre d'un front anti-avortement qui regroupe les États-Unis, l'Union soviétique et une partie du tiers-monde. L'Observateur Romano a qualifié la nouvelle position américaine d'« étape historique sur la route de la réaffirmation dans le monde entier du droit civil à la vie de tous hommes depuis sa conception ».

En vue de cette Conférence mondiale sur la population et au cours des travaux de celle-ci, le Vatican n'a pas épargné ses efforts pour diffuser son message. Outre l'intervention du représentant du Saint-Siège à Mexico des initiatives avaient été prises à plusieurs niveaux : d'une part, démarche directe auprès des autorités responsables des représentants diplomatiques du Vatican ; d'autre part, afin de toucher les fidèles de la base, la lettre pastorale des évêques du Mexique envoyée en juin non seulement aux chrétiens, mais aussi aux « hommes de bonne volonté ».

Dès le mois de juin, les nonces apostoliques en poste à travers le monde avaient ainsi reçu une note confidentielle de Rome les invitant à prendre contact avec les autorités compétentes, afin de leur rappeler la position du Saint-Siège. En substance, celle-ci se ramène à la proposition suivante : plutôt que de réduire les bouches à nourrir, on doit s'employer à faire décoller les éco-

nomies des pays en voie de développement.

La dignité de la personne humaine

Anticipant l'intervention de son représentant à Mexico, Jean-Paul II avait pour sa part directement pris contact avec les gouvernements des pays participants à la conférence, et remis personnellement un message au secrétaire général de celle-ci, M. Rafael Salas, au cours d'un entretien qui a eu lieu le 7 juin au Vatican. Le pape annonçait son intention de dénoncer « au nom de la dignité de la personne humaine », tous les cas d'aide au développement conditionnels à la mise en place de programmes de contraception, de stérilisation ou d'avortement.

« Au cours de son audience générale le 2 août, Jean-Paul II a, une nouvelle fois, rappelé la position de l'Église, citant l'encyclique Humanae Vitae. « Il est moralement illicite d'interrompre un processus de fécondation déjà commencé », avait déclaré le pape, ajoutant qu'on ne peut avoir recours même aux méthodes naturelles de contraception qu'en raison de « motifs sérieux des conditions physiques et psychologiques des époux ou de des circonstances extérieures ».

En matière démographique, le Vatican n'a pas changé d'un iota la position définie par les encycliques Populorum Progressio (1967) qui fit objectivement de l'Église un allié du tiers-monde en demandant d'accroître l'aide au développement, et Humanae Vitae (1968) qui interdit les méthodes artificielles de contraception et va à l'encontre des thèses défendues par une frange « libérale » du catholicisme occidental. Les États-Unis, sans doute pour des raisons tenant moins à la morale qu'à la politique, l'ont suivi sur le second terrain. Pour des motifs différents, les pays latino-américains, beaucoup de pays africains et l'Union soviétique se sont déclarés favorables. En revanche, la Suède et la Chine étaient opposées à l'amendement proposé par le Vatican.

PHILIPPE PONS.

L'OMS plaide vigoureusement en faveur de la planification familiale

« Les femmes sont les principales victimes d'une fécondité incontrôlée », et les conséquences d'un relâchement de l'effort en matière de planification familiale se traduiraient directement par des pertes en vies humaines : c'est un vigoureux plaidoyer en faveur de l'espacement des naissances que l'Organisation mondiale de la santé, dont les États-Unis financent à raison de près d'un quart le fonctionnement, publie pour la clôture de la conférence de Mexico.

La planification familiale, tout d'abord, réduit la mortalité maternelle lors de la grossesse et de l'accouchement, souligne l'OMS. Cette mortalité, tombée à six décès de femmes pour cent mille naissances en Europe, atteint mille pour cent mille dans certains pays d'Afrique et d'Asie, rappelle l'organisation, avant d'ajouter : « Une fécondité incontrôlée, des taux élevés d'avortements clandestins et une absence partielle ou totale de soins au cours de la grossesse et de l'accouchement constituent les principales raisons pour lesquelles chaque année plus d'un demi-million de femmes meurent à l'occasion de leurs maternités, laissant orphelins un million d'enfants au moins. La plupart de ces décès sont évitables et la planification familiale a un rôle crucial à jouer dans cette prévention ».

D'autre part, ajoute l'OMS, l'espacement des naissances réduit la mortalité et la morbidité infan-

tales. L'organisation précise même sur ce point que, si toutes les naissances se produisaient à deux ans d'écart et non à un rythme plus rapproché, la mortalité infantile pourrait être diminuée, de ce seul fait, de 10 % en moyenne. Les naissances trop peu espacées favorisent, en effet, l'insuffisance pondérale de l'enfant au début de sa vie, donc aggravent sa vulnérabilité aux infections et à la malnutrition.

L'OMS précise que, sur les 125 millions d'enfants qui naissent chaque année dans le monde, 20 millions environ présentent une insuffisance pondérale, soit près d'un sur six. En outre, les maternités répétés, qui favorisent l'épuisement des mères, portent tort aux enfants plus âgés, dont la fragilité s'en trouve accrue : ainsi estime-t-on que les enfants nés en septième position, qui ne sont pas rares dans les pays en voie de développement, sont menacés d'un taux de mortalité supérieur d'un tiers à celui des enfants nés en deuxième ou troisième position.

Au total, conclut l'organisation, quelque 300 millions de couples dans le monde « ne désirent plus d'enfants mais n'utilisent aucun moyen de planification familiale », faute d'accès à des méthodes appropriées. Comme toujours, ajoute l'OMS, « les couches les plus pauvres de la population sont les dernières à bénéficier des services sociaux ».

QUINZE ORGANISMES D'HLM VONT PARTICIPER A L'EXPÉRIMENTATION D'UNE AIDE UNIQUE

Les quinze organismes d'HLM choisis dans une liste de candidats par M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, pour participer à l'expérimentation d'une aide à la personne unique sont maintenant connus.

Situés dans douze départements (Ain, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Charente-Maritime, Loire-Atlantique, Nord, Bas-Rhin, Haute-Saône, Vaucluse, et trois départements de la région parisienne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), ces quinze organismes réunissent deux offices départementaux (Bas-Rhin et Haute-Saône), sept offices municipaux (Avignon, Bourges-Bresse, Cannes, Cligny, Drancy, La Rochelle, Vitry-sur-Seine) et six sociétés anonymes (Le Campiniois d'habitation dans le Val-de-Marne, celle de la Haute-Saône, celle de Lille et environs, Loire-Atlantique Habitation, Travail et Propriété dans les Bouches-du-Rhône et Vaucluse-logement).

Leur patrimoine groupe les 70.000 logements sur lesquels sera expérimentée, d'ici à la fin de l'année, la « remise à plat des loyers », selon une surface corrigée aménagée, et la création d'une aide unique à la personne remplaçant l'allocation-logement et l'aide personnalisée au logement.

Ces nouveaux loyers et cette nouvelle aide seront négociés, sur le plan local, avec les usagers.

CONJONCTURE

LA BAISSÉ DES TAUX DE L'ÉPARGNE

Un soutien à l'activité économique

(Suite de la première page.)

Elle s'inscrit dans un processus de ralentissement général de l'inflation qui a eu pour effet de réduire progressivement l'écart existant entre, d'une part, l'intérêt versé sur les quelques 50 millions de livrets A des caisses d'épargne (réseau Ecureuil et PTT) et « bleu » du Crédit mutuel et, d'autre part, la hausse des prix. Entre 1974 et 1980, rappelle le ministre dans une déclaration à l'Agence France-Presse, cet écart était de 4,4 % en moyenne. « Nous l'avons réduit à environ 1 %, et l'épargne n'a jamais été aussi bien protégée que depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République », souligne M. Bérégovoy. A la fin juin le rythme d'inflation, calculé en glissement et en année mobile, ressortait à 7,8 %. A titre de comparaison, la rémunération moyenne des livrets d'épargne, pour l'ensemble de l'année, sera de 7,125 % (7,5 % durant sept mois et demi et 6,5 % au-delà).

Baisse du coût de la ressource

En premier lieu, on est en droit de se demander si cette moindre rémunération ne va pas pénaliser un peu plus les livrets A des caisses d'épargne, qui souffrent actuellement des transferts opérés au profit de nouveaux produits, tels que le Codevi et, dans une moindre mesure, d'une baisse du taux d'épargne des Français. Au cours du premier trimestre 1984, la totalité des dépôts sur les retraits (livrets A, B, Codevi, épargne-logement...) avait diminué de plus de la moitié pour tomber à 1,86 milliard de francs contre 4,31 milliards au 31 mars 1983. Depuis, le relèvement du plafond du livret A aidant (il a été porté à 80 000 francs le 15 juin dernier), la situation s'est un peu redressée, mais, pour l'ensemble du premier semestre 1984, la collecte sur les livrets A continue à être nettement inférieure à celle de l'an passé (4,2 milliards de francs contre 10 milliards en 1983).

En revanche, dans le même temps, le livret d'épargne populaire ou « livret rose » a enregistré des entrées de 2,9 milliards de francs d'une période à l'autre. On remarque au passage que le gouvernement a décidé de maintenir l'écart de 1 % existant depuis sa création entre les autres livrets et le LEP, réservé aux personnes qui paient moins de 1340 F d'impôts par an. Justice sociale oblige.

Compte tenu de cette baisse générale du coût de la ressource pour l'ensemble des organismes collecteurs (banques, caisses d'épargne, guichets de poste...), la deuxième étape a consisté à réduire à la fois la

rémunération des plans d'épargne-logement, les taux des crédits consentis pour l'accession à la propriété, mais aussi ceux de trois procédures financières propres à l'industrie : prêts du Fonds industriel de modernisation, prêts spéciaux à l'investissement et prêts bancaires aux entreprises.

A l'identique ? Pas tout à fait. Cette diminution s'étage en effet entre 0,50 % et 1 % selon la nature du prêt, la différence étant encore plus sensible pour ce qui concerne le taux de base bancaire, inchangé depuis le 1^{er} janvier 1983 et dont la baisse a été limitée à 0,25 %, pour le ramener à 12 % avec effet du 15 août. Visiblement, du côté du système bancaire, on a traité les pieds. Mission pourtant a été confiée à la Banque nationale de Paris de prendre les devants dès lundi prochain en pratiquant une baisse d'un quart de point de ce taux qui sert de référence aux conditions de crédit octroyées par les établissements tant aux particuliers qu'aux entreprises, et les autres banques se sont progressivement alignées sur le BNP, ensuite, comme il est de règle dans ce domaine.

Pouvait-on faire plus, alors que le coût du crédit reste encore élevé en France ? Sans doute, si l'on en juge par le mouvement dégressif observé sur le taux de rendement des obligations et, surtout, par la baisse régulièrement constatée sur le marché monétaire, où se retrouvent prêteurs et emprunteurs, et dont le taux moyen est tombé très nettement au-dessous de 12 % en juillet dernier. Mais les banques se sont empressées de mettre en avant leur faible rentabilité, obérée par les provisions croissantes qu'elles doivent constituer pour prévenir les conséquences de risques industriels accrues, et les pouvoirs publics ont finalement opté pour cette baisse modeste du taux de base.

Coup de pouce

Dont acte pour ce compromis, mais, là aussi, on remarque que, parallèlement à ce taux de base qui concerne l'ensemble des emprunteurs, la Rue de Rivoli a donné un coup de pouce supplémentaire à trois catégories de crédits à taux bonifiés destinées aux seules entreprises industrielles. En payant 0,25 % de moins d'agios à leurs banques sur le TBB, elles vont économiser quelque 2 milliards de francs de frais financiers. De plus, ces firmes sont invitées à recourir davantage aux procédures bonifiées ad hoc mises à leur disposition et dont le coût a fortement baissé en quelques mois. A titre d'exemple, le taux des prêts spéciaux à l'investissement (PSI) est revenu de 12,75 % à 9,75 % entre

la fin de l'année 1982 et le mi-juin, et le mouvement s'accroît puisqu'il vient d'être fixé à 9,25 %.

Il semble bien que ce soit là la première étape d'une action plus ambitieuse qui vise à revoir l'ensemble des multiples procédures de prêts bonifiés, distribuées par des organismes divers qui, souvent, font le même métier, sans qu'on sache très bien où doit aller l'intérêt national. Sans remettre en cause cette — longue — pratique des taux préférentiels, il est probable qu'à l'avenir le gouvernement va s'attacher à déterminer quelles sont les véritables priorités qui méritent une contribution supplémentaire du budget de l'État

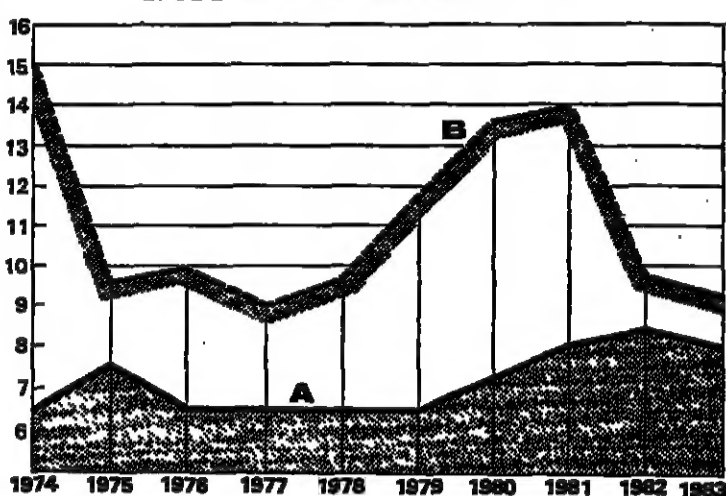
(investissement, exportation, innovation...). Tout en remédiant peut-être à cette sélectivité accrue des circuits financiers, constatée au cours des dernières années et qui conduit à un cloisonnement excessif du crédit en France. Une démarche en ce sens pourrait déboucher sur des mesures concrètes l'année prochaine.

Il y a quelques jours, M. Bérégovoy rappelait son attachement à la croissance. L'opération qu'il vient de décider sur les taux d'intérêt va dans ce sens puisqu'elle vise à soutenir l'investissement sous toutes ses formes et celui des entreprises en particulier.

SERGE MARTI.

UN ÉCART QUI DIMINUE

ÉVOLUTION DES TAUX MOYENS DU LIVRET A ET DE L'INDICE DES PRIX DEPUIS 10 ANS



A : taux du livret A des caisses d'épargne (en moyenne) ;

B : progression de l'indice des prix.

Source : ministère de l'économie et des finances.

La nouvelle hiérarchie

Les taux suivants s'appliquent à partir du 14 ou du 15 août, selon les établissements, pour le taux de base bancaire, du 15 août pour les livrets d'épargne, bons du Trésor, les nouveaux plans d'épargne-logement et du 1^{er} octobre prochain pour les prêts à l'accession à la propriété :

Particuliers :

- Livrets A et B des caisses d'épargne et des PTT, Codevi, livret bleu du Crédit mutuel, livret d'épargne ordinaire des banques et du Crédit agricole : 6,5 % (au lieu de 7,5 %).
- Livrets d'épargne populaire ou LEP : 7,5 % au lieu de 8,5 %.
- Bons du Trésor, du Crédit agricole à cinq ans : 12 % au lieu de 13 %.

- Prêts sur plan d'épargne-logement : 7 % au lieu de 8 %.
- Prêts locatifs aidés (taux révisable) : 6,6 % au lieu de 7,1 %.
- Prêts d'accession à la propriété (PAP) (taux fixe et taux révisable) : 10,67 % au lieu de 10,92 %.

Collectivités locales :

- Taux des prêts révisables : 10 % au lieu de 11 %.

Entreprises :

- Taux de base bancaire : 12 % au lieu de 12,25 %.
- Prêts spéciaux à l'investissement (PSI) et crédits accordés dans le cadre du Fonds industriel de modernisation (FIM) : 9,25 % au lieu de 9,75 %.
- Prêts bancaires aux entreprises (PBE) : 9,75 % au lieu de 10,75 %.

AU DEUXIÈME TRIMESTRE

Le produit intérieur brut a diminué de 0,3 %

Le produit intérieur brut (PIB) marchand a diminué de 0,3 % au deuxième trimestre, après avoir augmenté de 0,9 % durant les trois premiers mois de 1984. Il s'agit des premiers résultats des comptes nationaux publiés par l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques). L'an dernier, le PIB marchand avait reculé de 0,4 % au premier trimestre, progressé de 0,5 % au deuxième, stagné au troisième et augmenté de 0,7 % au quatrième.

L'industrie et le reste de la production sont responsables à égalité, précise l'INSEE, de la baisse du deuxième trimestre 1984. Après avoir augmenté de 2 % de janvier à mars, la valeur ajoutée industrielle a diminué de 0,3 % (+ 0,7 % au deuxième trimestre 1983). Les branches dont l'activité est en recul sont d'ailleurs celles qui étaient à l'origine de la croissance précédente (énergie, construction électrique et électronique).

Pour sa part, la consommation des ménages a baissé de 0,6 %, après avoir progressé de 0,4 % au premier trimestre (+ 0,4 % d'avril à juin 1983). Le poste énergie a été en repli, après avoir « exceptionnellement » augmenté. La baisse de la consommation de produits manufacturés a continué, mais, alors qu'elle touchait « exclusivement, mais fortement » l'automobile, elle s'est répartie sur tous les biens de consommation et d'équipement ménager.

En revanche, la formation brute de capital fixe s'est accrue de 1,4 %, après avoir diminué de 1,6 % au trimestre précédent (- 2,3 % d'avril à juin 1983). Ce résultat est dû à une croissance de 2,5 % (- 1,5 % de janvier à mars et - 3,1 % au deuxième trimestre 1983) des investissements des entreprises. De son côté la formation de stocks a nettement augmenté (4,2 milliards de francs d'avril à juin, après 2,6 milliards au trimestre précédent), portant principalement sur les biens d'équipement professionnel et de consommation.

Les importations se sont, en conséquence, accrues de 1,3 % après avoir baissé de 0,2 % de janvier à mars (- 3,4 % au deuxième trimestre 1983). Cette hausse, pour l'essentiel, a concerné les produits manufacturés, plus spécialement les biens d'équipement professionnel. Les achats d'énergie se sont réduits, après avoir fortement augmenté, mais se sont maintenus au-dessus de leur niveau moyen du deuxième trimestre 1983.

En sens inverse, les exportations ont reculé de 1,2 %, après avoir diminué de 0,1 % au premier trimestre (+ 4,1 % d'avril à juin 1983). Ce mouvement, souligne l'INSEE, est imputable aux biens d'équipement professionnel qui, après les ventes « exceptionnelles » du premier trimestre — concentrées principalement dans le secteur de l'aéronautique —, se sont situées à près de 3 % au-dessous de leur niveau moyen de 1983.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

• **Électronique : ambitions chinoises.** — La Chine a l'intention de porter la production annuelle de ses industries électroniques à 80 milliards de yuans (40 milliards de dollars) d'ici l'an 2000. Selon un article du ministre chinois de l'Industrie électronique, M. Jiang Zemin, paru dans la dernière édition du mensuel chinois *Intertrade*, « l'objectif est de tripler la production annuelle de 1980 et d'adapter la technologie aux standards mondiaux de la fin des années 80 et du début des années 90 ».

L'industrie électronique chinoise a été planifiée avec une avance de dix ans sur les autres secteurs industriels. Les efforts seront concentrés sur des projets-clés, la modernisation des usines et des méthodes de recherche et de production. Ainsi, selon M. Jiang Zemin, l'accent sera mis sur la micro-électronique, les micro-ordinateurs et une production de masse de composants électroniques.

« Pour moderniser son industrie », ajoute M. Jiang Zemin, la Chine doit compter sur la coopération technique des pays étrangers, et importer tous les produits technologiques indispensables », ainsi que des logiciels.

• **Les prix des matières premières.** — Les prix internationaux des matières premières importées par la France — exprimés en francs — ont diminué de 1,2 % en juillet. L'indice s'établissait à 222,3. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 1,1 %, mais ceux des matières premières alimentaires ont baissé de 4,8 %. Exprimé en devises, l'indice global a reculé de 3,6 % (- 7,4 % pour les matières premières alimentaires et - 1,3 % pour les matières premières industrielles).

Agriculture

• **En Algérie, un parasite détruit la récolte d'agrumes.** — La mouche blanche dite « aleuride » a déjà atteint 8 000 hectares de cultures sur 45 000. Les dégâts sont évalués à 80 millions de dinars (130 millions de francs). Les larves de cet insecte attaquent la sève des arbres et épuisent les plantes. La lutte contre ce parasite est compromise par la forte sécheresse que connaît actuellement l'Algérie. L'eau est en effet le meilleur ennemi naturel de l'aleuride, et le procédé chimique de lutte contre cet insecte exige 20 000 à 25 000 litres d'eau par hectare pour épandre le traitement. — (AFP.)

République rwandaise

Ministère des travaux publics et de l'énergie

ELECTROGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Electrogaz, établissement public de production, transport et distribution d'électricité, d'eau et de gaz, autorisé par le gouvernement rwandais, lance un appel d'offres international pour :

LE PROJET NATIONAL D'ÉNERGIE DOMESTIQUE EDI-84-01

• REMISE EN ÉTAT DE LA CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE DE NTARUKA.

La puissance totale installée est de 11,25 MW (3 x 3,75 MW).

Les travaux seront financés par un crédit de l'Association internationale de développement mis à la disposition du gouvernement rwandais et rétrocedé à Electrogaz.

Les travaux comprennent les tâches résumées ci-dessous :

1. Partie génie civil : réfection et réparation de la prise d'eau (ouvrages métalliques), la galerie d'amenée et la conduite forcée, réaménagement du bâtiment de la centrale, renouvellement des dispositifs de mesure hydraulique.
2. Partie mécanique : réhabilitation et révision des vannes et des trois turbines Francis à axe horizontal à double feu Escher-Wyss.
3. Partie électrique :
 - remplacement des carcasses statiques de deux alternateurs de type Amav 190-116-ACEC Belge, ainsi que des excitatrices de trois alternateurs ;
 - de nouveaux équipements et installations (poste de 6,6 kV, services auxiliaires de courant alternatif et continu, transformateurs de S.A., installations de commande, mesure de protection, etc.) ;

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ressortissant de tous les pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse et de Taiwan.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés à partir du 20 juillet 1984, contre remise d'un chèque.

Prix d'achat du dossier
Dossier complet
comportant 4 tomes

	à Kigali	ou à Stuttgart
Soit à : ELECTROGAZ Boîte postale 537 Kigali, Rwanda Tél. 591 ELGZ - RW Tél. 36-66	30 000 FRW	700 DM
Soit à : FICHTNER Ingénieurs-Consultants Sarveystrasse 3 Boîte postale 572 7000 Stuttgart 1 République fédérale d'Allemagne Tél. 723602 FCES - D Tél. (0711) 8995-366		

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date limite de réception des offres.

La date limite de remise des offres est fixée au 16 octobre 1984. Les offres doivent parvenir avant 9 heures locales au Secrétariat permanent du conseil des adjudications au ministère des finances et de l'économie, B.P. 158, Kigali.

République rwandaise

Ministère des travaux publics et de l'énergie

ELECTROGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'administration rwandaise, représentée par le ministère des travaux publics et de l'énergie et Electrogaz, lance un appel d'offres pour :

LE PROJET NATIONAL D'ÉNERGIE DOMESTIQUE EDI-84-03 - « VÉHICULES »

Le financement des fournitures a été demandé auprès de la Banque mondiale. L'entrepreneur est tenu de fournir les véhicules spécifiés en tenant compte des tâches d'exploitation et de maintenance à effectuer ainsi que des conditions locales. Il doit également fournir les pièces de rechange qui permettront un remplacement immédiat des pièces endommagées ou usées.

Type et quantité de véhicules :

- LOT 1 : 5 camions normaux, version 4x2 ;
- LOT 2 : 1 camion spécial, version 4x2, avec élévateur pour la maintenance de l'éclairage ;
- LOT 3 : 3 camions tous terrains version 4x4 ;
- LOT 4 : 2 autobus à 30 places assises ;
- LOT 5 : 2 berlines 5 places ;
- LOT 6 : jeux de matériel de réserve.

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales ressortissant de tous les pays membres de la Banque mondiale, de la Suisse et de Taiwan.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés à partir du 20 juillet 1984, contre remise d'un chèque.

Prix d'achat du dossier
Dossier complet comportant 4 tomes

	à Kigali	à Stuttgart
Soit à : ELECTROGAZ Boîte postale 537 Kigali, Rwanda Tél. 591 ELGZ - RW Tél. 36-66	10 000 FRW	300 DM
Soit à : FICHTNER Ingénieurs-Consultants Sarveystrasse 3 Boîte postale 572 7000 Stuttgart 1 République fédérale d'Allemagne Tél. 723602 FCES - D Tél. (0711) 8995-366		

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date limite de réception des offres.

La date limite de remise des offres est fixée au 16 octobre 1984, avant 9 heures au Secrétariat permanent du conseil des adjudications au ministère des finances et de l'économie, B.P. 158, Kigali.

République rwandaise

Ministère des travaux publics et de l'énergie

ELECTROGAZ

AVIS D'APPEL D'OFFRES

L'administration rwandaise, représentée par le ministère des travaux publics et de l'énergie et Electrogaz, lance un appel d'offres pour :

LE PROJET NATIONAL D'ÉNERGIE DOMESTIQUE EDI-84-02

• REMISE EN ÉTAT DE FONCTIONNEMENT FIABLE DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE NATIONAL

Le financement des travaux a été demandé à la Caisse centrale de coopération économique, France.

Les travaux comprennent les tâches résumées ci-dessous :

- la réhabilitation de deux postes de transformation existants (70/6,6 kV, 70/15 kV, 70/30 kV, 110/15 kV, 110/30 kV) ;
- l'installation d'un nouveau poste de transformation 70/15 kV ;
- l'extension et la modification du système de télécommunication (GPI) et de protection ;
- l'amélioration d'un système de télécommande (télécommande à partir d'un poste central) ;
- l'aménagement de deux lignes LEA 15 kV ;
- l'amélioration du réseau de distribution 15 kV et 0,4 kV à Kigali ;
- la reconstruction d'une ligne LEA 15 kV ;
- l'amélioration de l'exploitation des lignes LEA 30 kV avec dérivation ;
- d'autres améliorations du réseau de transport et de distribution.

L'appel d'offres est réservé aux entreprises ou prestataires de services ayant leur siège social ou domicile en France, au Rwanda ou étant ressortissants français.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés à partir du 20 juillet 1984, contre remise d'un chèque.

Prix d'achat du dossier
Dossier complet
comportant 4 tomes

	à Kigali	à Stuttgart
Soit à : ELECTROGAZ Boîte postale 537 Kigali, Rwanda Tél. 591 ELGZ - RW Tél. 36-66	44 000 FRW	1 000 DM
Soit à : FICHTNER Ingénieurs-Consultants Sarveystrasse 3 Boîte postale 572 7000 Stuttgart 1 République fédérale d'Allemagne Tél. 723602 FCES - D Tél. (0711) 8995-366		

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt jours à compter de la date limite de réception des offres.

La date limite de remise des offres est fixée au 16 octobre 1984, avant 9 heures au Secrétariat permanent du conseil des adjudications au ministère des finances et de l'économie, B.P. 158, Kigali.

صكزامن الاصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

14 AOUT

PARIS

14 août

Croix

Rien, il ne s'est rien passé mardi à la Bourse de Paris. Déjà fortement rétrogradé en début de semaine, les cours d'échanges se sont encore renoués. A la veille de la fin du 3^e trimestre des professionnels, et des investisseurs aussi, avaient déserté le Palais, et, sur les différents groupes, l'on entendait bûler les commis. Faute de mince, les affaires courantes ont été expédiées. Surprises : le marché a bien résisté. A la clôture, l'indice a bien tenu à 1220,07.

Le bilan de la journée est néanmoins rassurant. Sur 1985 valeurs traitées, 563 ont encore baissé, 676 ont monté et 446 s'ont pas varié.

Deux facteurs ont joué en faveur de cette reprise : la forte diminution des courants de ventes dans l'après-midi ; la hausse d'IBM déchaînée par une nouvelle selon laquelle la compagnie d'ordinateurs à lancer un nouveau ordinateur personnel de bureau.

Personne autour du Big Board ne s'est montré surpris par le comportement du marché. Les grands investisseurs ont à peu près fait le plein des actions ces derniers temps. Livrés à elle-même, la Bourse est à l'abri de la moindre information, surtout en provenance du front monétaire. Pour l'instant, le sentiment est qu'une détente des taux d'intérêt à court terme n'est pas impossible. Dans cette perspective, beaucoup conservent l'arme au pied. La faiblesse de l'activité témoigne de l'attente général. Les échanges ont porté sur 7.56 millions de titres contre 7.11 millions vendredi, niveau le plus bas depuis le 30 juillet dernier.

Sur le marché de l'or pris de son plein, le légal a gagné 950 F à 99 950 F. A Londres, il est resté à 10 400 F (contre 10 235 F - 10 365 F). Les valeurs étrangères ont été recherchées.

Sur le marché de l'or pris de son plein, le légal a gagné 950 F à 99 950 F. A Londres, il est resté à 10 400 F (contre 10 235 F - 10 365 F). Les valeurs étrangères ont été recherchées.

Recul du napoleon à 611 F (- 5 F).

Le volume des transactions s'est élevé à 3.33 millions de francs contre 3 millions de francs.

NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Sous le signe du repli durant la première moitié de la séance de lundi, Wall Street s'est, par la suite, assez sensiblement redressé. La plus grande partie des pertes subies hier ont été effacées et, à la clôture, l'indice des industrielles enregistrant une très modeste avance de 1,99 point à 1 220,07.

Le bilan de la journée est néanmoins rassurant. Sur 1985 valeurs traitées, 563 ont encore baissé, 676 ont monté et 446 s'ont pas varié.

Deux facteurs ont joué en faveur de cette reprise : la forte diminution des courants de ventes dans l'après-midi ; la hausse d'IBM déchaînée par une nouvelle selon laquelle la compagnie d'ordinateurs à lancer un nouveau ordinateur personnel de bureau.

Personne autour du Big Board ne s'est montré surpris par le comportement du marché. Les grands investisseurs ont à peu près fait le plein des actions ces derniers temps. Livrés à elle-même, la Bourse est à l'abri de la moindre information, surtout en provenance du front monétaire. Pour l'instant, le sentiment est qu'une détente des taux d'intérêt à court terme n'est pas impossible. Dans cette perspective, beaucoup conservent l'arme au pied. La faiblesse de l'activité témoigne de l'attente général. Les échanges ont porté sur 7.56 millions de titres contre 7.11 millions vendredi, niveau le plus bas depuis le 30 juillet dernier.

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	25 10	25 10	0
5 %	40 20	40 20	0
10 %	71 10	71 10	0
15 %	116 00	116 00	0
20 %	161 00	161 00	0
25 %	206 00	206 00	0
30 %	251 00	251 00	0
35 %	296 00	296 00	0
40 %	341 00	341 00	0
45 %	386 00	386 00	0
50 %	431 00	431 00	0
55 %	476 00	476 00	0
60 %	521 00	521 00	0
65 %	566 00	566 00	0
70 %	611 00	611 00	0
75 %	656 00	656 00	0
80 %	701 00	701 00	0
85 %	746 00	746 00	0
90 %	791 00	791 00	0
95 %	836 00	836 00	0
100 %	881 00	881 00	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0

LA VIE DES SOCIÉTÉS

AKZO. - Le groupe chimique néerlandais a plus que doublé son bénéfice net pour le premier semestre 1984 par rapport à la période correspondante de 1983, dont le montant passe à 393,1 millions de florins (+ 128 %). Le résultat net de deuxième trimestre a augmenté de 67,5 % et atteint 193,6 millions de florins. Le bénéfice net par action ordinaire de 20 florins nominal s'élevait à 10,75 de 12 florins par rapport à la même période de 1983 (7,71 florins). Pour le deuxième trimestre 1984, il s'élève à 5,30 florins, contre 3,49 au second trimestre 1983.

As 30 juin dernier, le chiffre d'affaires d'AKZO s'est élevé à 8.274,3 millions de florins, en hausse de 12 % par rapport à la même période de 1983 (7.371,3 millions). Les ventes de fibres chimiques ont augmenté de 16 % à 2.563 millions de florins, tandis que celui des produits chimiques progressait de 26,5 % à 2.403 millions de florins.

CHIMIQUE DE LA GRANDE FABRIQUE. - Le chiffre d'affaires de cette société est estimé à 723 (contre 643) millions de francs pour le premier semestre 1984.

AIR FRANCE. - La compagnie aérienne indique qu'au cours du premier semestre 1984, elle a transporté sur ses lignes 5,48 millions de passagers et 229.000 tonnes de fret, soit une progression de 1,1 % du trafic passagers et de 16,5 % du trafic fret par rapport à la même période de 1983. Le coefficient d'occupation moyen des vols a augmenté de 2,1 points, passant de 63,6 % à 65,7 %, le coefficient d'occupation de la Concorde étant de 59,7 %.

DUTCH STATES MINES. - Ce groupe chimique d'état des Pays-Bas a annoncé à Rotterdam, en 1984, des profits très supérieurs à ceux de 1983. Le bénéfice net pour le premier semestre a plus que doublé par rapport à la période correspondante de 1983 et s'élève à 289 millions de florins, contre 26 millions. Cependant, cette forte progression ne devrait pas se poursuivre durant le second semestre au même rythme.

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'élève à 12,53 milliards de florins (10,63 en 1983), marquant ainsi une augmentation de 20 % due, pour un tiers, à l'augmentation en volume de la production. Selon la société, la hausse du dollar serait le facteur principal de son progrès actuel.

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100 = 29 oct. 1983)

Valeur française	100	100
Valeur étrangère	93,2	93,2

COTE DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 = 31 oct. 1983)

Indice global	100	100
Indice financier	100	100

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Euros prêts de 14 jours : 11 1/2 %
Euros prêts de 30 jours : 11 1/2 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO
1 dollar (en yen) : 243,50 / 242,60

Règlement mensuel

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
100 %	881 00	881 00	0	100 %	881 00	881 00	0	100 %	881 00	881 00	0	100 %	881 00	881 00	0
95 %	836 00	836 00	0	95 %	836 00	836 00	0	95 %	836 00	836 00	0	95 %	836 00	836 00	0
90 %	791 00	791 00	0	90 %	791 00	791 00	0	90 %	791 00	791 00	0	90 %	791 00	791 00	0
85 %	746 00	746 00	0	85 %	746 00	746 00	0	85 %	746 00	746 00	0	85 %	746 00	746 00	0
80 %	701 00	701 00	0	80 %	701 00	701 00	0	80 %	701 00	701 00	0	80 %	701 00	701 00	0
75 %	656 00	656 00	0	75 %	656 00	656 00	0	75 %	656 00	656 00	0	75 %	656 00	656 00	0
70 %	611 00	611 00	0	70 %	611 00	611 00	0	70 %	611 00	611 00	0	70 %	611 00	611 00	0
65 %	566 00	566 00	0	65 %	566 00	566 00	0	65 %	566 00	566 00	0	65 %	566 00	566 00	0
60 %	521 00	521 00	0	60 %	521 00	521 00	0	60 %	521 00	521 00	0	60 %	521 00	521 00	0
55 %	476 00	476 00	0	55 %	476 00	476 00	0	55 %	476 00	476 00	0	55 %	476 00	476 00	0
50 %	431 00	431 00	0	50 %	431 00	431 00	0	50 %	431 00	431 00	0	50 %	431 00	431 00	0
45 %	386 00	386 00	0	45 %	386 00	386 00	0	45 %	386 00	386 00	0	45 %	386 00	386 00	0
40 %	341 00	341 00	0	40 %	341 00	341 00	0	40 %	341 00	341 00	0	40 %	341 00	341 00	0
35 %	296 00	296 00	0	35 %	296 00	296 00	0	35 %	296 00	296 00	0	35 %	296 00	296 00	0
30 %	251 00	251 00	0	30 %	251 00	251 00	0	30 %	251 00	251 00	0	30 %	251 00	251 00	0
25 %	206 00	206 00	0	25 %	206 00	206 00	0	25 %	206 00	206 00	0	25 %	206 00	206 00	0
20 %	161 00	161 00	0	20 %	161 00	161 00	0	20 %	161 00	161 00	0	20 %	161 00	161 00	0
15 %	116 00	116 00	0	15 %	116 00	116 00	0	15 %	116 00	116 00	0	15 %	116 00	116 00	0
10 %	71 10	71 10	0	10 %	71 10	71 10	0	10 %	71 10	71 10	0	10 %	71 10	71 10	0
5 %	40 20	40 20	0	5 %	40 20	40 20	0	5 %	40 20	40 20	0	5 %	40 20	40 20	0
3 %	25 10	25 10	0	3 %	25 10	25 10	0	3 %	25 10	25 10	0	3 %	25 10	25 10	0

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 14/8
Etats-Unis (\$ 1)	9 362	
ECU	0 482	
Allemagne (1 000 DM)	307	
Belgique (1 000 F)	15 190	
France (1 000 F)	272 480	
Danemark (1 000 kr.)	120	
Norvège (1 000 kr.)	107 230	
Grande-Bretagne (£ 1)	11 698	
Grèce (1 000 drachmes)	7 736	
Italie (1 000 lire)	4 884	
Suède (1 000 kr.)	384 400	
Suisse (1 000 fr.)	105 280	
Autriche (1 000 sch.)	6 400	
Espagne (1 000 pes.)	4 403	
Portugal (1 000 esc.)	5 900	
Canada (\$ can. 1)	6 933	

Le tribunal juge irrecevable l'acte des sénateurs de l'opposition

Les trois sénateurs entendaient faire modifier les termes d'une campagne de publicité par voie d'affiches proclamant que 70 % des Français sont favorables au projet de référendum constitutionnel.

Ou alors faudrait-il admettre que « toute personne qui considère que l'on a fait passer dans l'opinion un message contestable serait fondée à obtenir réparation » ? Il faudrait prendre fait et cause pour la majorité sénatoriale, contre la majorité de l'opinion publique. Absurde, pour l'association utilisatrice du pourcentage maudit — ou béni — placardé partout par ses soins.

Et le quotidien *le Matin*, qu'avait-il à faire là ? Il avait acheté et publié un sondage. Un point, c'est tout. « *Nous avons la facture* », a même assuré pour lui le bâtonnier Jean Couturon. Quant aux sociétés d'affichage, elles n'avaient fait que placarder, cela va sans dire. Et puis-que tout le monde était venu là pour afficher quelque chose, on pouvait bien les laisser afficher d'un mot leur étonnement et s'en retourner.

dums puissent être organisés, au niveau national, sur pétition de cinq cent mille citoyens, à condition que le texte proposé soit conforme à la Constitution et ne concerne pas l'organisation des pouvoirs publics, le contrôle de ces dispositions revenant au Conseil constitutionnel. Le texte serait adopté à la majorité absolue des suffrages exprimés, représentant le quart, au moins, des électeurs inscrits. Des règles spécifiques permettraient l'organisation de référendum d'initiative populaire dans les communes, les départements et les régions.

Les Verts, qui avaient recueilli 3,37 % des suffrages exprimés aux élections européennes, le 17 juin dernier, demandent au président de la République d'en appeler, face au blocage du Sénat, au Conseil constitutionnel, « pour soumettre aux Français un nouveau projet, qui tienne compte des propositions écologistes ». Ils souhaitent qu'un référendum sur l'école soit ensuite organisé.

Le comité central du PCF se réunira les 17, 18 et 19 septembre, après la fête de l'Humanité, qui aura lieu les 8 et 9 septembre à la Courneuve (Seine-Saint-Denis). M. Georges Marchais, qui est rentré au début du mois d'août de Roumanie, où il était en vacances, participera au journal de la mi-journée sur TF1, le 8 septembre. Le secrétaire général du PCF présentera, au comité central, le rapport introductif sur « la situation politique, les tâches du parti, la préparation du vingt-cinquième congrès ».

La fête de l'Humanité sera marquée, aussi, par la parution d'un livre de M. Philippe Herzog, membre du bureau politique, responsable de la section économique du comité central, intitulé *l'Economie nouvelle, à bras-le-corps*. Ce livre doit nourrir l'argumentation du PCF contre la politique de rigueur et lui opposer ce que serait une politique de sortie de crise.

annes dans l'audiovisuel

être annoncée dans les jours prochains.

Qui remplacera M. Igor Barère - lequel n'aurait guère goûté les intentions de M. Bourges de substituer aux magazines mensuels des séries hebdomadaires - et s'approprié à passer avec armes et bagages, à FR 3, Châlon où il pourrait avoir bien d'autres responsabilités, celle d'une seule émission médicale.

Enfin, dernier mouvement de cette ritournelle de chaises musicales, Claude Sérillon et Bruno Masure seraient assurés de s'associer - alternativement - dans le fauteuil de présentateur du journal dérivé de 20 heures, sur TF 1, à la rentrée.

● **Saisie de matériel dans une radio locale.** — L'émetteur et les antennes d'Evasion FM, installée dans les locaux de la maison des jeunes de Raincy (Seine-Saint-Denis), ont été saisis, vendredi 10 août, par la police. Evasion FM diffusait quotidiennement ses émissions depuis le mois de mars 1984 sur la fréquence de 105 mégahertz sans avoir obtenu d'autorisation de la part de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Dans un communiqué, M. Eric Raoult, premier ministre adjoint (RPR) du Raincy, a dénoncé « l'usage de la radio comme Saint-Barthélemy des radios libres ». Ces méthodes autoritaires sont condamnées au moment où les pouvoirs publics parlent d'organiser un référendum sur les libertés. D'un côté, il y a les actes, de l'autre, les paroles.

Vous vous racontez ? Vous êtes « hystérique ». Vous ne vous racontez pas ? Vous êtes « schizo » ou « à la limite ». Vous vous sentez joyeux ? Vous n'êtes que dans la phase d'excitation de votre « maniaque-dépression ». Vous aimez une confidence ? On vous arrête : « c'est ton problème ». Vous attendez une confidence ? Elle ne vient pas ; « Après tout, c'est mon problème ».

Ils affluent, les mots, ils nous cassent la tête : tous les soirs la France cherche le plus long ! Juste avant d'en recevoir plein la gueule : les gros mots, les mots d'auteur, les bons mots, les mots d'ordre, les mots de la fin...

Avec en plus, tous ceux qu'on n'osait pas dire : les bébés « chiants », les vieux « pas possibles ». Il y en a tellement qu'on ne sait plus très bien quoi en faire et qu'il faut payer cher pour remettre en ordre ceux que vous avez sortis en wrac, sur le divan...

On a même créé une commission pour discuter de leur sexe. Les anges ont connu ça. Il n'y a plus d'anges ? Alors, les mots ?

Dr A.-M. BOUVAREL
(Nancy)

Le pourcentage de pénétration des voitures étrangères sur le marché français au mois de juillet serait de 41 %. Cette évaluation provisoire établie par la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles confirme les mauvais résultats du premier semestre de l'industrie française. La Chambre syndicale rappelle néanmoins qu'un tel phénomène n'est pas inhabituel en cette période de l'année. Ainsi, en juillet 1982, les importations de voitures atteignaient 42,6 %.

Peugeot SA et Renault se retrouvent en dessous de la barre des 30 %, avec respectivement 29,6 % et 29,4 % des ventes. Pourtant, leurs voitures occupent les premières places du marché français. Les 205 tiennent en tête, avec 8,9 %, suivies de près par la R5 qui se maintient à 8,4 %.

En juillet 1984, on relève également que 142 000 voitures ont été vendues en France, soit 5,2 % de moins par rapport à juillet 1983. Cependant, ce chiffre recense un mois de juin qui accuse une baisse de 26 %, l'amélioration est sensible et montre une certaine stabilisation du marché. Sur l'ensemble de l'année, la baisse est de 13,9 % par rapport à l'année dernière.

Faits divers

Terr

L'animal sait défendre avec acharnement son territoire. Pour le conserver, il peut tuer. Il ne

Les pneus d'une soixantaine de véhicules immatriculés en France ont été crevés le dimanche 12 août à Madrid et dans les localités de Castro et Laredo, dans la province de Santander, au nord de l'Espagne, selon un correspondant anonyme qui a revendiqué cette action auprès de divers organes de presse du Pays basque espagnol.

Déclarant parler au nom d'un "groupe de patriotes basques", correspondant à déclarer qu'il s'agit d'une riposte "à l'attitude du gouvernement français vis-à-vis des réfugiés basques".

D'autre part, les commandos autonomes anticapitalistes ont revendiqué l'attentat perpétré lundi contre les locaux d'une concessionnaire Citroën à Lasarte, au Pays basque espagnol. Enfin, le journal indépendantiste basque *EGIN* a connu pour refléter les vœux de son millionnaire propriétaire, éditeur et directeur de lund : *La paloma* (le pigeon) pour le jour de la fête de l'Unité nationale à Euzkadi (le Pays basque).

« L'été sera chaud, tropical, pour
suit le journal. La semaine qui s'est
achevée par une pluie de déclara-
tions, de manifestations, de bar-
rages sur les routes, n'est qu'un
début. La mèche a été allumée par
la politique inconsciente des cer-
veaux de Madrid. Le remède centra-
liste, comme tous les autres, est pire que
la maladie... » (AFP)

L'animal sait défendre avec acharnement son territoire. Pour le conserver, il peut tuer. Il ne sera pas dit que l'homme, en s'élevant, aura perdu ces qualités qui font les codes de la gent animale. Des automobilistes toulousains en ont assés la preuve, lundi soir 13 août.

A leur retour, vient donc l'heure de la reconquête. Deux contre deux, les chances sont, apparemment, égales. Sauf que l'un des Toulousains sort, durant la bégane, un gourdin et envoie valser M. Georges Garnier, âgé de trente-deux ans, l'autre occupant de la voiture tirsifiennaise, dans la vitrine d'une mercerie. Quant à son compagnon de la revanche, il sort un couteau et le plonge dans l'abdomen du conducteur breton, M. Guinet, qui, emporté par le SAMU, meurt trois heures après son admission à l'hôpital.

La section criminelle de la sûreté urbaine de Toulouse devait déférer au tribunal, mardi après-midi, l'un des agresseurs, dont l'identité n'a pas été révélée. Le second, un fûte, serait identifié. Le premier, sans un voulangier, « installé dans la ville », précise un enquêteur, propriétaire de deux boulangeries. Son compagnon, fuyard, l'aidait dans son commerce. Du côté des victimes, « des professionnels commerciaux, « très honorables », commente le même policier. Bref, de part et d'autre, « des gens très bien », confie-t-il, incrédule.

EDWARD DE ENFI

● **M. Hissène Habré au Cameroun.** — Le chef de l'Etat tchadien effectue, mardi 14 et mercredi 15 août, une visite officielle au Cameroun, au moment où la fermeture par le Nigeria de sa frontière avec le Tchad plonge l'économie de ce dernier dans d'importantes difficultés. — (AEP)

● **Un train arrêté après une alerte à la bombe :** « Un train qui paraissait, mardi matin, 14 août, de la gare d'Austerlitz à Paris en direction d'Iruin, en Espagne, a été stoppé, une demi-heure après son départ, à la gare de Brétigny (Essonnes), à la suite d'une alerte à la bombe. Vers 9 heures un correspondant anonyme avait téléphoné à l'agence France-Presse pour annoncer que « le peuple basque déposera une bombe dans un train en direction du Sud », précisant, lors d'un second appel, qu'il s'agissait de :

**Le numéro du « Monde »
daté 14 août 1984
a été tiré à 440 633 exemplaires**

- 3. EUROPE**
 - GRANDE-BRETAGNE : les incidents de Belfast relancent la controverse sur les méthodes de la police en Irlande du Nord.
 - RFA : le chancelier Kohl en laisse dans les sondages.
- 4. AMÉRIQUES**
 - ÉTATS-UNIS : les évêques interviennent dans la campagne électorale.
- 5. PROCHE-ORIENT**
 - ISRAËL : le rabbin Kahane perturbe la séance inaugurale de la Knesset.
- 5. AFRIQUE**
- 6. ASIE**
 - INDIE : les grandes manœuvres politiques se développent à l'approche des élections législatives.

POLITIQUE

7. Après le scrutin régional en Corse.
- **POINT DE VUE** : « Comment sauver le référendum » par **Hervé Portelli**

SOCIÉTÉ

9. Après les Jeux olympiques de Los Angeles

CULTURE

10. EXPOSITIONS : « Un siècle d'images de piété » au musée de la SETA.

ÉCONOMIE

15. DÉMOGRAPHIE : la Conférence internationale de Mexico sur la population : les échecs américains.
- ÉTRANGER.
- SOCIAL.

16. CONJONCTURE.

RADIO-TÉLÉVISION (12)
ÉTÉ (14):
• Histoire d'amour », pa
Konk.

INFORMATIONS
« SERVICES » (13-14) :
 « Vie associative »; Météo;
 rologie; Mois croisés; « Jour-
 nal officiel ».

**Annonces classées (13); Car
net (13); Programmes des spec
tacles (11-12); Marchés finan
ciers (17).**

Publicité

Artirec :
Ouvert en août
Moquettes + Tissus

Artière-Bastille 4, bd de la Bastille, 15.50.
 Artière-Saint-Sébastien, 8-10, immeuble St-Sébastien (par le 32, rue St-Sébastien) 11r, 355.66.50, sauf dimanches et jours fériés 15.50.
 Artière-Plaisir, rue J. Monod (carrefour St-Apolline ou venant de Paris par la RN 12, sortie Plaisir Dampierre), 055.55.15, ouvert tous les jours même les dimanches sauf le 15.50.
 Artière-Saint-Maur, réouverture en 15.50.

OUVERT EN AOÛT

DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS GRAND VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur

PANTALONS
A partir de 890 F

COSTUMES
MESURE 1 760 F
A partir de

NOUVELLE COLLECTION
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
sur MESURE

UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
Prêt-à-porter Homme

LEGRAND Tailleur

27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-81
Du samedi au dimanche de 10 h à 18 h

VISITE EN TUNISIE DU COLONEL KADHAEI

Le colonel Khadafi, chef de la révolution libyenne, est arrivé ce mardi 15 août en fin de matinée. Il a d'abord une visite dans la darbe n° 1 puis est allé précéder. Le colonel Khadafi, qui veut l'Algérie, a été accueilli par le premier ministre tunisien, M. Mohamed Mzali, et plusieurs membres du gouvernement. Du groupe s'il retrouvera le président Habib Bourguiba, il se rendra à Tunis pour y faire un tour à Monastir. Le colonel Khadafi avait rencontré lundi le roi Hassan II du Maroc à Oujda (nord-est marocain), où un mini-concours arabe entre chefs d'Etat du Maroc, d'Algérie et de Libye avait eu lieu. Le chef de la révolution libyenne a été reçu par le roi, qui lui a remis le chemin du retour, une escorte à Alger, où il s'est entretenu avec le président Houari Chadli Bendjedid, avant de s'envoler mardi à Tunis, dernière étape de cette tournée magistrale imprévue.

jusqu'au 15 8, même le dimanche
PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

ON CASSE !!!
-25% SUR TOUT

dégriff'
meubles

MEUBLES
ANTISÉQUES
ET COPIES
D'ANTIQUES

42, Quai d'Austerlitz, PARIS 13^e
Tel. 584.45.24 Métro Austerlitz

A	B	C	D	E	F	G
---	---	---	---	---	---	---

A B C D E F G